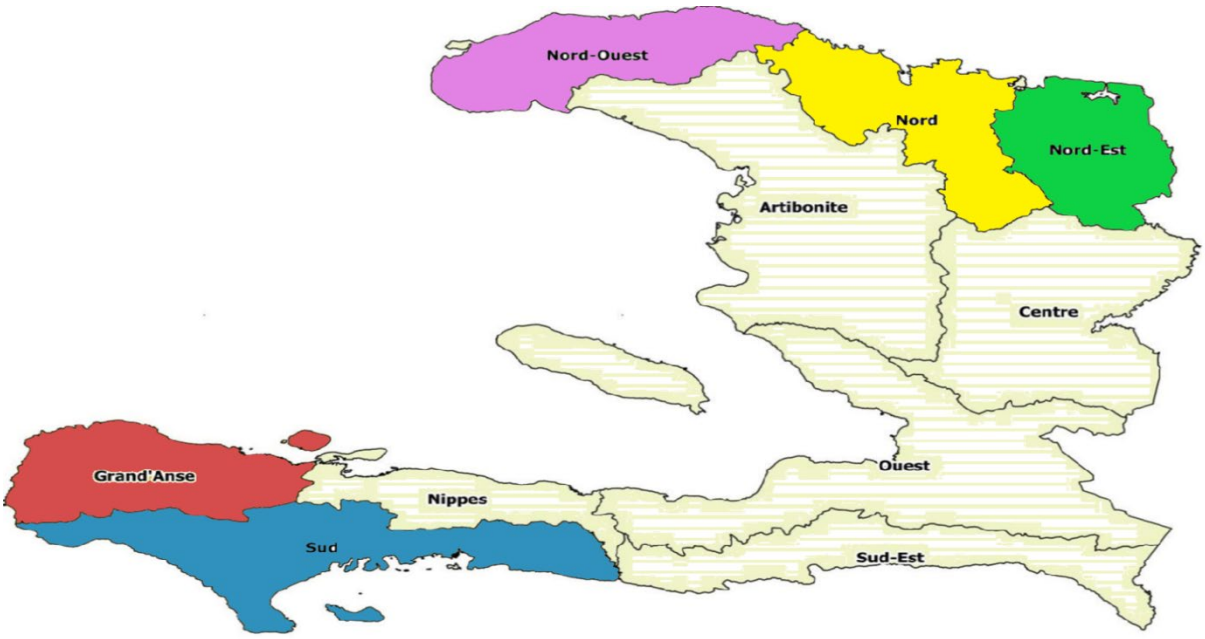
PROJET « ACCROITRE LA SECURITE HUMAINE FACE AUX RISQUES DE CATASTROPHE EN HAÏTI »

Étude sur les insécurités humaines liées aux catastrophes naturelles dans 5 Départements (Sud, Grand'Anse, Nord, Nord'Est et Nord-Ouest) de la République d'Haïti.



Mai 2019

Table des matières

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS ..... **V**

LISTE DES FIGURES ..... **VI**

LISTE DES TABLEAUX ..... **VII**

INTRODUCTION **1**

CHAPITRE I - SÉCURITÉ HUMAINE ET RISQUE DE CATASTROPHES D'ORIGINE NATURELLE **3**

1.1.- Le concept de Securite humaine 3
1.2.- Risques de catastrophe et situations d'urgence 5
1.3.- Indice de risque de catastrophe du PNUD 6
1.4.- Impacts des catastrophes d'origine naturelle 7
1.4.1.- Effets sur la population *7*
1.4.2.- Effets sur les collectivités *7*
1.4.3.- Effets sur les institutions et les services *8*
1.5.- Disparites socioeconomiques et resilience 8
1.6.- Les femmes face aux catastrophes d'origine naturelle 9
1.7.- Situation de Handicap et environnement physique et social 11

CHAPITRE II - SITUATION DE LA SÉCURITÉ HUMAINE EN HAÏTI **13**

2.1.- Cadre general d'Haïti 13
2.1.1.- Risques de catastrophes d'origine naturelle et vulnérabilités en Haïti *13*
2.1.2.- Profil de la gestion des risques en Haïti *16*
2.2.- Insecurite economique en Haïti 17
2.3.- Securite alimentaire en Haïti 19
2.3.1- Situation de la sécurité alimentaire en Haïti *19*
2.3.2.- Des actions contre l'insécurité alimentaire en période de catastrophe d'origine naturelle *20*
2.4.- L'Insecurite sanitaire en Haïti 21
2.5.- Insecurite environnementale en Haïti 23
2.6.- Problematique de la securite personnelle et communautaire en Haïti 24

DEUXIEME PARTIE - LA SECURITE HUMAINE DANS LE NORD, LE NORD'EST, LE NORD-OUEST, LA GRAND'ANSE ET LE SUD: RESULTATS DE L'ENQUETE **28**

CHAPITRE III - PROFIL SOCIOÉCONOMIQUE DES PERSONNES ENQUÊTÉES **29**

3.1.- Repartition des personnes enquetees selon le sexe 29
3.2.- Repartition des enquetes selon leur age 30
3.3.- Repartition des enquetes selon leur statut matrimonial 30
3.4.- Repartition des enquetes suivant la taille des menages 32
3.5.- Repartition suivant que le repondant vit avec une personne en situation de handicap 32
3.6.- Niveau d'instruction 33
3.7.- Secteurs d'activite des personnes enquetes 33
3.8.- Analyse du niveau de vulnerabilite economique des personnes enquetees 34
3.8.1.- Répartition des enquêtés en fonction de leur accès à la terre *34*
3.8.2.- Répartition des enquêtés en fonction qu'ils sont propriétaires ou non de leur maison *35*
3.8.3.- Répartition des enquêtés en fonction de la nature des murs extérieurs des maisons *35*
3.8.3.- Répartition des enquêtés en fonction de la nature du toit de leurs maisons *36*

CHAPITRE IV - RISQUES DE CATASTROPHES D'ORIGINE NATURELLE 38

4.1.- IDENTIFICATION DES RISQUES D'ORIGINE NATURELLE 38
4.1.1.- Niveau de connaissance des risques de catastrophes d'origine naturelle 38
4.1.2 Personnes victimes des catastrophes naturelles 39
4.2.- RISQUE MAJEUR IDENTIFIE 42
4.2.1.- Identification du risque majeur 42
4.2.2.- Degré de menace du risque majeur 43
4.2.3.-Personnes les plus susceptibles de souffrir d'une catastrophe d'origine naturelle 44
4.2.4.- Connaissance de la situation de leur logement dans une zone à risque de catastrophes naturelles 45

CHAPITRE V - L'INSÉCURITÉ ÉCONOMIQUE 46

5.1.- LES PRINCIPALES MENACES LIEES AUX CATASTROPHES D'ORIGINE NATURELLE SUR LA SECURITE ECONOMIQUE 46
5.1.1.- Pertes dans le secteur agricole 46
5.1.2.- Faible disponibilité monétaire 47
5.1.3.- Endommagement des maisons 47
5.1.4.- Perte de biens matériels et des actifs productifs 47
5.2.-PEURS ET BESOINS QUANT A LA SECURITE ECONOMIQUE EXPRIMES DANS LES DEPARTEMENTS OBJET DE L'ETUDE 50
5.2.1.- Principales peurs exprimées dans le département du Sud 50
5.2.2.- Principaux besoins exprimés dans le département du Sud 51
5.2.3.- Principales peurs exprimées dans le département du Nord'Est 51
5.2.4.- Principaux besoins exprimés dans le département du Nord'Est 52
5.2.5.- Principales peurs exprimées dans le département du Nord 53
5.2.6.- Principaux besoins exprimés dans le département du Nord 54
5.2.7.- Principales peurs exprimées dans le département de la Grand'Anse 55
5.2.8.- Principaux besoins identifiés dans le département de la Grand'Anse 55
5.2.9.- Principales peurs exprimées dans le département du Nord'Ouest 57
5.2.10.- Principaux besoins identifiés dans le département du Nord'Ouest 58
5.3.- SYNTHESE DE LA PEUR EXPRIMEE QUANT A LA SECURITE ECONOMIQUE AU COURS DES FOCUS GROUP 58

CHAPITRE VI - INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE 60

6.1.- PEURS ET BESOINS QUANT A LA SECURITE ALIMENTAIRE EXPRIMES DANS LES DEPARTEMENTS OBJET DE L'ETUDE 60
6.1.1.- Principales peurs exprimées par rapport à la sécurité alimentaire dans le département du Sud 60
6.1.2.- Principaux besoins identifiés dans le département du Sud 62
6.1.3.- Principales peurs exprimées par rapport à la sécurité alimentaire dans le département de la Grand'Anse 63
6.1.4.- Les besoins relatifs à la sécurité alimentaire dans la Grand'Anse 64
6.1.5.- Principales peurs relatives à la sécurité alimentaire exprimées dans le département du Nord'Est 66
6.1.6.- Principaux besoins exprimés concernant la sécurité alimentaire dans le Nord'Est 66
6.1.7.-Principales peurs exprimées par rapport à la sécurité alimentaire dans le département du Nord 67
6.1.8.- Principaux besoins relatifs à la sécurité alimentaire identifiés dans le département du Nord 68
6.1.9.- Principales peurs exprimées par rapport à la sécurité alimentaire dans le département du Nord'Ouest 70
6.1.10.- Principaux besoins relatifs à la sécurité alimentaire identifiés dans le département du Nord'Ouest 70
6.2.- SYNTHESE DE LA PEUR EXPRIMEE QUANT A LA SECURITE ALIMENTAIRE AU COURS DES FOCUS GROUP 72
6.3.- LES PRINCIPALES MENACES LIEES AUX CATASTROPHES NATURELLES SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE 73
6.3.1.- Accessibilité alimentaire 73
6.3.2.- Disponibilité alimentaire 73

CHAPITRE VII- INSECURITE SANITAIRE 76

7.1.- PEURS ET BESOINS QUANT A LA SECURITE SANITAIRE EXPRIMES DANS LES DEPARTEMENTS OBJET DE L'ETUDE 76
7.1.1.- Principales peurs exprimées concernant la sécurité sanitaire dans le département du Sud 76
7.1.2.- Besoins identifiés quant à la sécurité sanitaire dans le Sud 77
7.1.3.- Sentiments de peur et besoins exprimés dans le département de la Grand'Anse concernant la sécurité sanitaire 78
7.1.4.- Besoins identifiés dans le département de la Grande'Anse concernant la sécurité sanitaire 80
7.1.5.- Principales peurs exprimées concernant la sécurité sanitaire dans le département du Nord'Est 81
7.1.6.- Principaux besoins identifiés dans le Nord'Est sur la sécurité sanitaire 82
7.1.7.- Principaux sentiments de peur exprimés dans le département du Nord concernant la sécurité sanitaire 83
7.1.8.- Principaux besoins identifiés dans le Nord sur la sécurité sanitaire 84
7.1.9.- Principaux sentiments de peur exprimés dans le département du Nord'Ouest concernant la sécurité sanitaire 85
7.1.10.- Principaux besoins identifiés dans le Nord'Ouest sur la sécurité sanitaire 86
7.2.- SYNTHESE DE LA PEUR EXPRIMEE QUANT A LA SECURITE SANITAIRE AU COURS DES FOCUS GROUP 87
7.3.- LES PRINCIPALES MENACES LIEES AUX CATASTROPHES NATURELLES SUR LA SECURITE SANITAIRE 88

CHAPITRE VIII - INSECURITE ENVIRONNEMENTALE 90

8.1.- PEURS ET BESOINS QUANT A LA SECURITE ENVIRONNEMENTALE EXPRIMES DANS LES DEPARTEMENTS OBJET DE L'ETUDE 91
8.1.1.- Principales peurs relatives à la sécurité environnementale identifiées dans le département du sud 91
8.1.2.- Principaux besoins identifiés dans le Sud sur la sécurité environnementale 93
8.1.3.- Principales peurs relatives à la sécurité environnementale identifiées dans le département de la Grand'Anse 94
8.1.4.- Principaux besoins identifiés dans la Grand'Anse sur la sécurité environnementale 95
8.1.5.- Principales peurs relatives à la sécurité environnementale identifiées dans le département du Nord ... 97
8.1.6.- Principaux besoins identifiés dans le Nord sur la sécurité environnementale 98
8.1.7.- Sentiments de peur et besoins exprimés quant à la sécurité environnementale dans le département du Nord'Ouest 99
8.2.- SYNTHESE DE LA PEUR EXPRIMEE QUANT A LA SECURITE ENVIRONNEMENTALE AU COURS DES FOCUS GROUP 101
8.3.- LES PRINCIPALES MENACES LIEES AUX CATASTROPHES D'ORIGINE NATURELLE SUR LA SECURITE ENVIRONNEMENTALE 102
8.3.1.- Déboisement et déforestation 102
8.3.2.- Réduction de l'accès à l'eau potable et augmentation du taux de maladies hydriques 103
8.3.3.- Réduction de la fertilité des sols 103

CHAPITRE IX - INSÉCURITÉ PERSONNELLE ET COMMUNAUTAIRE 105

9.1.- PEURS ET BESOINS QUANT A LA SECURITE PERSONNELLE ET COMMUNAUTAIRE EXPRIMES DANS LES DEPARTEMENTS OBJET DE L'ETUDE 105
9.1.1.- Principales peurs liées à la sécurité des personnes et des communautés dans le département du sud 105
9.1.2.- Besoins liés à la sécurité des personnes et des communautés dans le département du sud 107
9.1.3.- Principales peurs liées à la sécurité des personnes et des communautés dans le département de la Grand'Anse 108
9.1.4.- Besoins identifiés liés à la sécurité des personnes et des communautés dans le département de la Grand'Anse 109
9.1.5.- Principales peurs liées à la sécurité des personnes et des communautés dans le département du Nord'Est 110
9.1.6.- Besoins identifiés liés à la sécurité des personnes et des communautés dans le département du Nord'Est 111
9.1.7.- Principales peurs liées à la sécurité des personnes et des communautés dans le département du Nord 112

9.1.8.- Besoins identifiés liés à la sécurité des personnes et des communautés dans le département du Nord 114
9.1.9.- Sentiments de peur et besoins identifiés quant à la sécurité des personnes et des communautés dans le département du Nord'Ouest 115
9.2.- SYNTHESE DE LA PEUR EXPRIMEE QUANT A LA SECURITE PERSONNELLE ET COMMUNAUTAIRE AU COURS DES FOCUS GROUP 117
8.3.- LES PRINCIPALES MENACES LIEES AUX CATASTROPHES NATURELLES SUR LA SECURITE PERSONNELLE 118
8.4.- LES PRINCIPALES MENACES LIEES AUX CATASTROPHES NATURELLES SUR LA SECURITE COMMUNAUTAIRE 120
SYNTHESE DES PRINCIPALES MENACES A LA SECURITE HUMAINE EN PERIODE DE CATASTROPHES NATURELLES 122
CHAPITRE X - PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 123
10.1.- CONCLUSION 123
10.2.- SUGGESTIONS ET RECOMMANDATIONS 124
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES..... 124

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ASEC	: Assemblée des Sections Communales
BID	: Banque Interaméricaine de Développement
BPM	: Brigade de Protection des Mineurs
CASEC	: Conseil d'Administration des Sections Communales
CM	: Conseil Municipal
CNSA	: Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire
CTD	: Coordonnateurs Techniques Départementaux
DDE	: Direction Départementale de l'Éducation Nationale
DPC	: Direction de la Protection Civile
GDG	: Guynemer Group Développement
GRD	: Gestion de Risques et des Désastres
IAC	: Insécurité Alimentaire Chronique
IBESR	: Institut de Bien -Etre Social et de Recherches
IHSI	: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
MCFDF	: Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes
MEF	: Ministère de l'Économie et des Finances
MENFP	: Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle
MICT	: Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales
OI	: Organisations Internationales
ONG	: Organisations Non Gouvernementales
ONU Femmes	: Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
OPC	: Office de Protection du Citoyen
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNGRD	: Plan National de Gestion des Risques de Désastres
PNUD	: Programme des Nations-Unies pour le développement
SIMAST	: Système d'Information du Ministère des Affaires Sociales et du Travail
SISNU	: Système d'Information Sanitaire National Unique
SNGRD	: Système National de Gestion des Risques et des Désastres
SPGRD	: Secrétariat Permanent de Gestion des Risques et Désastres
UNESCO	: Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNHCR	: Haut -Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNTFHS	: Fonds des Nations Unies pour la Sécurité Humaine

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Répartition des enquêtés selon leur sexe 29
Figure 2: Tranche d'âge des personnes enquêtées 30
Figure 3: Répartition des enquêtés selon leur statut matrimonial 31
Figure 4: Situation matrimoniale des enquêtés suivant qu'ils vivent seuls ou en couple 31
Figure 5:Répartition des enquêtés selon la taille des ménages 32
Figure 6: Répartition suivant que le répondant vit avec une personne en situation de handicap 32
Figure 7:Répartition des enquêtés par niveau d'instruction 33
Figure 8: Répartition des enquêtés selon leur principale activités 34
Figure 9:Répartition des enquêtés en fonction de leur accès à la terre 35
Figure 10: Répartition des enquêtés en fonction qu'ils sont propriétaires ou non de leur résidence 35
Figure 11: Répartition des enquêtés en fonction de la nature des murs extérieurs des maisons 36
Figure 12: Répartition des enquêtés en fonction de la nature du toit de leurs maisons 37
Figure 13:Niveau de connaissance des enquêtés des risques de catastrophe d'origine naturelle 39
Figure 14:Personnes victimes de catastrophe naturelle parmi les enquêtés 40
Figure 15:Types de catastrophes d'origine naturelle dont les enquêtés sont victimes 40
Figure 16: Endroits dans lesquels les enquêtés ont été victimes de ces catastrophes d'origine naturelle 41
Figure 17:Période à laquelle les enquêtés ont été victimes de ces catastrophes d'origine naturelle 42
Figure 18:Risque majeur identifié par les enquêtés 43
Figure 19: Niveau de menace du risque majeur identifié 44
Figure 20:Catégorie de personnes susceptible de souffrir d'une catastrophe d'origine naturelle 44
Figure 21:Exposition aux catastrophes d'origine naturelle des maisons des enquêtés 45
Figure 22: Menaces à la sécurité économique en période de catastrophes d'origine naturelle 48
Figure 23:Menaces à la sécurité économique par sexe 49
Figure 24: Menaces à la sécurité économique en période de catastrophes d'origine naturelle par département 49
Figure 25: Menaces à la sécurité alimentaire des répondants en période de catastrophe d'origine naturelle 74
Figure 26: Menaces à la sécurité alimentaire des répondants par sexe 75
Figure 27: Menaces à la sécurité des ménages en période de catastrophes d'origine naturelle 88
Figure 28:Menaces à la sécurité sanitaire des répondants par sexe des répondants 89
Figure 29: Menaces à la sécurité des personnes en période de catastrophes d'origine naturelle par département 90
Figure 30:Menaces à la sécurité environnementale des enquêtés en période de catastrophe 104
Figure 31:Menaces à la sécurité environnementale des répondants par sexe 104
Figure 32:Menaces à la sécurité personnelle en période de catastrophes d'origine naturelle 118
Figure 33:Menaces à la sécurité personnelle par sexe 119
Figure 34: Menaces à la sécurité personnelle par département 119
Figure 35:Menaces à la sécurité communautaire en période de catastrophes d'origine naturelle 120
Figure 36:Menaces à la sécurité communautaire par sexe 121
Figure 37: Menaces à la sécurité communautaire en période de catastrophes d'origine naturelle par département 121

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Répartition des 3400 entreprises touchées par département incluant les dommages et pertes et le nombre de femmes....19
Tableau 2: Pourcentage de la population ayant bénéficié des services sanitaires de base par département géographique (MSPP, 2016)....22
Tableau 3: Cas d'accidents mortels survenus au cours de la période de 2017 à février 2018 sur le territoire national 26
Tableau 4: Synthèse de la peur exprimée quant à la sécurité économique dans le Sud....50
Tableau 5: Synthèse de la peur exprimée quant à la sécurité économique dans le département du Nord'Est....52
Tableau 6: Synthèse des principaux besoins exprimés quant à la sécurité économique dans le Nord'Est....52
Tableau 7: Synthèse de la peur exprimée quant à la sécurité économique dans le département du Nord....53
Tableau 8: Synthèse des principaux besoins exprimés quant à la sécurité économique dans le Nord....54
Tableau 9: Synthèse de la peur exprimée quant à la sécurité économique dans la Grand'Anse....55
Tableau 10: Synthèse des besoins exprimés quant à la sécurité économique dans le département de la Grand'Anse 56
Tableau 11: Synthèses des sentiments de peur exprimés quant à la sécurité économique dans le Nord'Ouest....57
Tableau 12: Synthèse des besoins relatifs à la sécurité économique dans le Nord-Ouest....58
Tableau 13: Synthèse des sentiments de peur exprimés par sexe pour la sécurité économique au cours des focus group....59
Tableau 14: Synthèse des sentiments de peur relatifs à la sécurité alimentaire dans le département du Sud....61
Tableau 15: Synthèse des besoins exprimés relatifs à la sécurité alimentaire dans le Sud....62
Tableau 16: Sentiments de peur exprimés quant à la sécurité alimentaire dans la Grand'Anse en temps de catastrophe naturelle....63
Tableau 17: Synthèse des besoins exprimés quant à la sécurité alimentaire dans la Grand'Anse....65
Tableau 18: Synthèse des sentiments de peur exprimés quant à la sécurité économique dans le département du Nord'Est....66
Tableau 19: Synthèse des besoins exprimés quant à la sécurité alimentaire dans le Nord'Est....67
Tableau 20: Synthèse des sentiments de peur exprimés quant à la sécurité alimentaire dans le Nord....68
Tableau 21: Synthèse des besoins quant à la sécurité alimentaire exprimés dans le département du Nord....69
Tableau 22: Synthèse des sentiments de peur exprimés sur la sécurité alimentaire dans le Nord'Ouest....70
Tableau 23: Synthèse des besoins exprimés quant à la sécurité alimentaire dans le Nord'Ouest....71
Tableau 24: Synthèse des sentiments de peur exprimés par sexe pour la sécurité alimentaire au cours des focus group 72
Tableau 25: Sentiments de peur exprimés concernant la sécurité sanitaire dans des communes du département du Sud....77
Tableau 26: Synthèse des besoins identifiés dans les communes du département du Sud par rapport à la sécurité sanitaire....78
Tableau 27: Synthèse des sentiments de peur exprimés concernant la sécurité sanitaire dans les communes de la Grand'Anse....79
Tableau 28: Synthèse des besoins exprimés par sexe et par commune dans le département de la Grand'Anse....80
Tableau 29: Sentiments de peur exprimés sur la sécurité sanitaire dans le Nord'Est....81
Tableau 30: Synthèse des besoins exprimés par les enquêtés dans le Nord'Est sur la sécurité sanitaire....82
Tableau 31: Synthèse des sentiments de peur exprimés quant à la sécurité sanitaire dans le Nord....83
Tableau 32: Synthèse des besoins exprimés quant à la sécurité sanitaire dans le département du Nord. 84
Tableau 33: Synthèse des sentiments de peur exprimés quant à la sécurité sanitaire dans le Nord....85
Tableau 34: Synthèse des besoins exprimés quant à la sécurité sanitaire dans le département du Nord'Ouest 86
Tableau 35: Synthèse des sentiments de peur exprimés par sexe pour la sécurité sanitaire au cours des focus group 87
Tableau 36: Synthèse des sentiments de peur exprimés quant à la sécurité environnementale dans le Sud....92
Tableau 37: Synthèse des besoins exprimés quant à la sécurité environnementale dans le département du Sud....93
Tableau 38: Synthèse des sentiments de peur exprimés quant à la sécurité environnementale dans la Grand'Anse ...95
Tableau 39: Synthèse des principaux besoins quant à la sécurité environnementale identifiés dans le département de la Grand'Anse....96

Tableau 40: Synthèse des sentiments de peur exprimés sur la sécurité environnementale dans le département du Nord....98
Tableau 41: Synthèse des besoins identifiés concernant la sécurité environnementale dans le Nord....99
Tableau 42: Sentiments de peur et besoins exprimés par rapport à la sécurité environnementale dans le Nord'Ouest 100
Tableau 43: Synthèse des sentiments de peur exprimés par sexe pour la sécurité environnementale au cours des focus group 102
Tableau 44: Synthèse des principales peurs exprimées dans le sud quant à la sécurité personnelle et communautaire 106
Tableau 45: Synthèse des principaux besoins exprimés par rapport à la sécurité personnelle et communautaire dans le Sud....107
Tableau 46: Synthèse des sentiments de peur exprimés dans la Grand'Anse quant à la sécurité personnelle et communautaire 108
Tableau 47: Synthèse des besoins exprimés par rapport à la sécurité personnelle et communautaire dans la Grand'Anse....110
Tableau 48: Synthèse des menaces exprimées quant à la sécurité personnelle et communautaire dans le Nord'Est 111
Tableau 49: Synthèse des besoins identifiés en ce qui concerne la sécurité personnelle et communautaire dans le Nord'Est 112
Tableau 50: Synthèse des sentiments de peur exprimés concernant la sécurité personnelle et communautaire du département du Nord 113
Tableau 51: Synthèse des besoins identifiés en ce qui concerne la sécurité personnelle et communautaire dans le Nord....114
Tableau 52: Sentiments de peur et besoins identifiés en rapport avec la sécurité personnelle et communautaire dans le Nord'Ouest 115
Tableau 53: Synthèse des sentiments de peur exprimés par sexe pour la sécurité personnelle et communautaire au cours des focus group 117
Tableau 54: Synthèse des principales menaces à la sécurité humaine....122

INTRODUCTION

Haïti, de par sa position géographique dans la Caraïbe, est souvent atteint par les aléas climatiques et géologiques. Le pays est situé sur une zone instable à la frontière de deux plaques tectoniques (plaque Amérique du Nord et Caraïbes). Il est traversé par plusieurs failles actives (Septentrionale, Neiba-Matheux, Enriquillo) et est donc exposé aux tremblements de terre sans compter les glissements de terrain et autres risques majeurs. Ajouté à cela, Haïti est le pays qui a le plus haut indice de vulnérabilité aux tempêtes tropicales parmi les pays insulaires et est classé 3ème pays ayant le plus fort indice de vulnérabilité aux changements climatiques (Maplecroft, 2017).

La vulnérabilité d'Haïti est en partie justifiée par une exposition exceptionnelle aux aléas climatiques dont les inondations, les sécheresses, les ouragans ou les tempêtes tropicales, et en partie dans une sensibilité sous-jacente du système socio-écologique récepteur de ces aléas. En effet, le contexte géographique et le contexte socioéconomique contribuent à rendre le milieu récepteur très sensible aux aléas hydrométéorologiques et sa capacité d'adaptation ou de résilience, fort limitée. La topographie est un aspect important de la vulnérabilité puisque le relief très montagneux (75 % du territoire est occupé par des massifs montagneux avec des pentes de plus de 40 %) favorise les écoulements torrentiels, surtout dans les minces bandes littorales.

Au cours de ce début du XXIe siècle, le pays a connu des catastrophes majeures telles que le cyclone Jeanne en 2004, les cyclones et tempêtes Gustave, Fay, Ike et Hanna en 2008 ayant occasionné des pertes évaluées à 15% du Produit Intérieur Brut (PIB), le séisme du 12 Janvier 2010 avec des pertes évaluées à 120% du PIB et l'ouragan Matthew en 2016 occasionnant des pertes évaluées à 22% du PIB national[1]. Dans ce contexte accru d'exposition physique et de vulnérabilités environnementales face aux chocs naturels, s'ajoutent des facteurs culturels aggravants affectant particulièrement les populations en situation de pauvreté, les groupes à besoins spécifiques [tels que les femmes, les enfants et les personnes âgées], les groupes à besoins spéciaux [tels que les personnes à maladies chroniques, les personnes ayant un handicap et autres groupes marginalisés].

Les risques de catastrophe, auxquels fait face la population et plus particulièrement les groupes susmentionnés, affectent les moyens de subsistance et constitue une menace pour la sécurité humaine.

De ce fait, l'intégration de l'approche sécurité humaine dans les stratégies des décideurs au niveau des interventions de prévention et de mitigation est jugée nécessaire pour adresser les menaces multidimensionnelles qui accompagnent ou découlent des risques de catastrophe et aux

[1]Source: MEF, BID, Banque Mondiale, 2016, Évaluation rapide des dommages et des pertes occasionnés par l'ouragan Matthew et éléments de réflexion pour le relèvement et la reconstruction

impacts sur les populations ainsi que sur leurs moyens de subsistance. Alors, mieux comprendre la sécurité humaine dans le contexte national s'est révélé nécessaire ou même indispensable.

Cette étude se propose de faire un état des lieux à travers des enquêtes ciblant des individus des observations de terrain, des ateliers de focus group, des entretiens semi-structurés pour permettre de tirer des conclusions valables sur la situation de sécurité humaine face aux catastrophes d'origine naturelle dans le milieu haïtien.

Elle prend en compte les aspects permettant d'identifier des insécurités humaines liées aux catastrophes d'origine naturelle dans les départements du Nord, du Nord'Est, du Nord'Ouest, du Sud et de la Grand'Anse. L'analyse met en évidence les principales menaces à la sécurité humaine ainsi que les facteurs sous-jacents, les besoins exprimés et la question de dignité humaine pour la satisfaction des besoins dont le sens varie suivant le milieu. La perception par la population des insécurités humaines liées aux catastrophes d'origine naturelle n'est pas prise en compte dans les lignes qui suivent.

Donc, le présent document est une version partielle du rapport. Il est structuré comme suit :

- la première partie comprend une revue de littérature sur les insécurités humaines et l'état de la sécurité humaine en Haïti. Cette partie est constituée de deux chapitres.
- la deuxième partie est consacrée à la présentation des résultats de l'enquête menée sur cinq départements géographiques du pays. Elle comprend sept chapitres traitant chacun d'une dimension de la sécurité humaine à partir des informations collectées sur le terrain.

CHAPITRE I

SÉCURITÉ HUMAINE ET RISQUE DE CATASTROPHES D'ORIGINE NATURELLE

La recherche porte d'une manière générale sur les insécurités humaines liées aux risques de catastrophes d'origine naturelle en Haïti ; croisés à la problématique du genre et celle du handicap. Elle est structurée autour des concepts suivants :

- L'insécurité humaine
- Risques de catastrophe et situations d'urgence
- Impacts des catastrophes d'origine naturelle
- Le genre associé aux risques, menaces et catastrophes d'origine naturelle
- Le handicap et l'environnement physique et social

La sécurité humaine centré l'individu pris avec ses besoins et ses perceptions constitue la thématique centrale de cette étude. Mais elle est associée aux risques et aux impacts de catastrophe. Outre les personnes prises dans leur milieu naturel de vie et de fonctionnement, deux catégories d'acteurs sont ciblées : les femmes pauvres et les personnes vivant avec un handicape. Nous pensons qu'elles sont les plus vulnérables en temps de catastrophes.

1.1.- Le concept de Sécurité humaine

Dans l'agenda politique mondial du développement, la sécurité humaine est un élément essentiel. Deux idées principales l'animent : (i) la protection des personnes est stratégique à la fois pour la sécurité nationale et internationale ; (ii) les conditions d'un développement humain en toute sécurité ne se limitent pas aux enjeux traditionnels de défense nationale et de respect de l'ordre, mais incluent toutes les dimensions politiques, économiques et sociales permettant de mener une vie à l'abri du risque et de la peur (Hussein et al, 2004)[2]. Il n'existe toujours pas de définition unanimement reconnue de la sécurité humaine en dépit d'un large consensus sur les fondements de ce concept. Depuis le milieu des années 1990, la Commission des Nations unies sur la sécurité humaine, le PNUD, le Comité d'aide au développement de l'OCDE, la Banque mondiale et les gouvernements du Japon, Royaume-Uni, Canada et autres cherchent d'en définir les principaux éléments. Malgré les efforts déployés, les définitions continuent d'être ouvertes, non spécifiques, soulignant la protection des êtres humains et des communautés locales contre une grande variété de menaces, individuelles ou collectives, physiques ou politiques, économiques, sociales ou environnementales...

[2] Hussein et al., Sécurité Et Sécurité Humaine : Présentation des Concepts et des Initiatives. Quelles Conséquences pour l'Afrique de l'Ouest ? OCDE, 2004.

Le PNUD propose une définition très large de la sécurité humaine laquelle définition est basée sur l'idée que la sécurité doit se concentrer sur les individus placés au cœur du débat et non exclusivement sur les Etats, le territoire et les questions militaires. Dans le Rapport sur le Développement humain de 1994 intitulé « *Nouvelles dimensions de la sécurité humaine* », la sécurité y est mise en relation avec sept (7) dimensions reflétant presque la totalité des éléments clés du développement humain. D'abord, la *sécurité économique*, soit être libre de toute pauvreté ; la *sécurité alimentaire*, soit l'accès à la nourriture ; la *sécurité sanitaire*, c'est-à-dire l'accès aux soins et à la prévention des maladies ; la *sécurité environnementale*, qui touche la pollution et ses conséquences ; la *sécurité personnelle* qui protège de la torture, de la guerre, d'attaques criminelles, de la violence domestique, de la drogue… ; la *sécurité communautaire*, par le respect des normes, valeurs, cultures, etc… ; la *sécurité politique* pour ce qui concerne les libertés civiles.

Cette classification établie par le PNUD est importante puisqu'elle fixe des limites très larges, qui tranchent par rapport aux tentatives passées de conceptualisation du concept de sécurité humaine. En outre, elle oblige les autres définitions de la sécurité humaine à justifier leurs restrictions par rapport à ce point de départ. De plus, cette proposition de définition du PNUD sous-entend l'existence de sous-systèmes interdépendants de la sécurité humaine qui entretiennent entre eux des interactions complexes dont les rapports garantissent l'équilibre et la pérennité du système lui-même. Ce qui revient à dire que les sept (7) dimensions de la sécurité humaine forment un tout et l'atteinte à une des dimensions a une incidence sur une autre ou sur tous les aspects.

Le concept de sécurité humaine constitue un élément fondamental des processus de développement en général, indissociable de la sécurisation des capacités humaines[3]. À la base, le concept de sécurité humaine signifiait l'absence de la peur[4]. Selon Buzan, cette idée fait référence au sentiment d'être protégé du danger, de se sentir en sécurité et être libéré du doute[5]. Or, cette définition, bien qu'elle explique la notion de peur et de sentiments rattachés à celle-ci, accentue la subjectivité du paradigme, dans le sens que tout dépend du contexte dans lequel vit un individu et ceci ne permet pas d'universaliser le concept de sécurité humaine.

La communauté internationale sur la sécurité humaine a tenté de rendre les définitions susmentionnées opérationnelles en combinant les deux agendas « *vivre à l'abri de la peur* » et « *vivre à l'abri du besoin* ». Ce concept élargi de la sécurité constitue, en effet, la source d'inspiration des stratégies de réhabilitation nationale mises en œuvre. Dans son rapport final

[3] Cité dans S. Alkire, "The Capability Approach and Human Development", 9 septembre 2002, http://hdr.undp.org/docs/training/oxford/presentations/Alkire_HD%20and%20Capabilities.pdf.
[4] Rob MacRae, *Sécurité Humaine et Nouvelle Diplomatie : protection des personnes, promotion de la paix,* p. 15.
[5] Barry Buzan, *People, State and Fear: an Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era,* 2e éd., Boulder, Lynne Rienner, 1991, p. 36.

intitulé « *La Sécurité Humaine Maintenant* », la Commission de la Sécurité Humaine a élaboré ainsi :

> La Sécurité humaine vise à « protéger le noyau vital de toutes les vies humaines, d'une façon qui améliore l'exercice des libertés et facilite l'épanouissement humain. La sécurité humaine signifie la protection des libertés fondamentales, qui sont l'essentiel de la vie. Elle signifie aussi protéger l'individu contre des menaces graves ou généralisées. Il faut pour cela s'appuyer sur les atouts et les aspirations de chaque individu. Mais cela signifie aussi créer des systèmes - politiques, sociaux, environnementaux, économiques, militaires et culturels -, qui ensemble donnent aux individus les éléments indispensables de leur survie, de leurs moyens d'existence et de leur dignité. […] La notion de sécurité humaine traite de la sauvegarde des libertés civiles essentielles. Il s'agit à la fois de protéger les gens contre les menaces aigues qui pèsent sur leur sort et de leur donner les moyens de prendre leur destin en main. Cela signifie également élaborer des systèmes qui donnent aux gens les bases de la survie, de la dignité et du bien-être minimum. La sécurité humaine concerne plusieurs types de liberté : liberté de la personne face à ces besoins, face à la peur, liberté d'agir en son propre nom. » (CSH, 2003)[6].

La sécurité humaine est nécessaire pour répondre à la complexité et à la corrélation des menaces de sécurité aussi bien anciennes que nouvelle. Elle vise la protection des individus contre des menaces violentes ou non. Elle est réalisée dans une situation ou un état caractérisé par l'absence d'atteintes aux droits fondamentaux des personnes et apparait ainsi comme un principe de l'idéal, plein de multiples préalables et signifiant plusieurs choses à la fois. Les menaces à la sécurité humaine se renforcent mutuellement et sont liées[7]. D'où la nécessité d'aller au travers de toutes les dimensions de la sécurité humaine pour identifier les insécurités humaines liées aux catastrophes d'origine naturelle.

1.2.- Risques de catastrophe et situations d'urgence

La vulnérabilité de différentes populations exposées à un risque similaire, du fait de catastrophes d'origine naturelle ou humaine, varie en fonction des conditions socioéconomiques dans lesquelles elles vivent, de la reconnaissance de leurs droits civils et sociaux, ainsi que des mesures d'atténuation et des secours sur lesquels elles peuvent compter[8]. Les personnes ayant un handicap, les personnes âgées, les enfants (moins de cinq ans en particulier) sont presque toujours les plus durement frappés par les catastrophes : décès, traumatismes psychosociaux, interruption des études (enfants) ou effets négatifs à long terme sur leur résilience et leurs

[6] Commission sur la sécurité humaine, 2003. La sécurité humaine maintenant. Rapport de la Commission sur la sécurité humaine. Presses de Sciences Po.
[7] UNTFHS, 2009. La sécurité humaine en théorie et en pratique
[8] NATIONS UNIES - Personnes handicapées. Handicap, catastrophes naturelles et situations d'urgence. Département des affaires économiques et sociales. Disponible sur : https://www.un.org/development/desa/disabilities-fr/handicap-catastrophes-naturelles-et-situations-durgence.html (consultée le 16 novembre 2018)

mécanismes de survie, engendrant des situations d'insécurité par la désorganisation des réseaux physiques, sociaux, économiques et environnementaux et des services d'appui. Toute stratégie de prévention doit satisfaire pleinement les besoins spécifiques de toute catégorie de la population, renforcer leurs capacités, et encourager et faciliter leur participation. L'éducation, la sensibilisation du public, les activités de préparation à assise communautaire, et une infrastructure publique résiliente aux catastrophes font partie des principaux objectifs visant à soutenir les mesures de réduction des risques et de protection. La protection ne se limite pas à garantir la survie et la sécurité physique des personnes affectées par des catastrophes naturelles, elle englobe toutes les garanties appropriées –les droits civils et politiques, aussi bien qu'économiques, sociaux et culturels – qui leur sont attribués par le droit international relatif aux droits de l'homme : (i) *les droits liés à la sécurité physique et à l'intégrité* (tels que, la protection du droit à la vie et le droit de ne pas subir d'agression, de viol, de détention arbitraire, d'enlèvement et de menaces à ces droits) ; (ii) *les droits liés aux besoins essentiels de la vie* (par exemple, le droit aux denrées alimentaires, à l'eau potable, à un abri, à des vêtements appropriés, à des services de santé adéquats et à l'hygiène publique) ; (iii) *les droits liés à d'autres besoins de protection économique, sociale et culturelle* (par exemple, les droits de recevoir ou d'avoir accès à l'éducation, de recevoir des réparations ou des compensations pour perte de biens, et de travailler) ; et (iv) *les droits liés à d'autres besoins de protection civile et politique* (par exemple, les droits à la liberté religieuse et à la liberté d'expression, à la documentation personnelle, à la participation politique, à l'accès aux tribunaux et à l'égalité des droits)[9].

1.3.- Indice de risque de catastrophe du PNUD

Le PNUD a défini l'indice de risque de catastrophe (IRC), dans son rapport sur la réduction des risques de catastrophes paru en 2004, afin de mieux comprendre la relation entre le développement et le risque de catastrophe. En fonction des quatre types de désastres évalués (tremblement de terre, cyclone tropical, inondation et sécheresse), l'IRC révèle que le risque de catastrophe est beaucoup plus faible dans les pays à revenu élevé que dans les pays à faible ou à moyen revenu. Les pays à développement humain élevé représentent 15 % des populations exposées aux catastrophes naturelles, mais seulement 1,8 % des décès. À l'opposé, seulement 11 % des populations exposées aux catastrophes naturelles vivent dans les pays à faible développement humain. Par contre, ces populations constituent plus de 53 % des décès enregistrés suite à un désastre naturel. Enfin, pour ces quatre phénomènes naturels, les résultats du PNUD démontrent qu'en termes de superficie, les plus petits pays ont une exposition relative plus élevée[10]. Il est alors approprié de penser la sécurité par rapport aux conditions réelles

[9]IASC, 2006. La protection des personnes affectées par des catastrophes naturelles. Disponible sur : https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=4a8a93132 (consultée le 18 novembre 2018).

[10] PNUD (2004). La réduction des risques de catastrophes : Un défi pour le développement, Un rapport mondial, Résumé. New York, Bureau pour la prévention du risqué et du relèvement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 159 p., [En ligne].

d'existence des personnes, notamment du point de vue de l'emploi, de la santé, de l'environnement, des situations politiques et économiques, etc. d'autant plus que, de nos jours, pour la plupart des gens, le sentiment d'insécurité naît plus souvent des inquiétudes de la vie quotidienne que de la crainte d'un cataclysme mondial. Les sept dimensions de la sécurité humaine définies par le PNUD, constituent la toile de fond pour l'analyse de l'impact des catastrophes naturelles sur les conditions d'existence des individus, incluant les petits pays à faible revenu comme Haïti.

1.4.- Impacts des catastrophes d'origine naturelle

La catastrophe d'origine naturelle est le résultat de la conjugaison sur un même espace et dans un temps donné entre un phénomène physique (climatique, hydrologique, géophysique) et une société caractérisée par une vulnérabilité plus ou moins importante face à ce phénomène. Entrevoir l'environnement comme un danger potentiel implique donc de reconsidérer le rapport de l'homme à la nature et à sa puissance dévastatrice[11]. Les caractéristiques d'une catastrophe naturelle varient et certains effets sont communs à la plupart des désastres et peuvent être divisés en trois catégories : (i) effets sur la population, (ii) effets sur les collectivités et (iii) effets sur les institutions et les services.

1.4.1.- Effets sur la population

Pour la population, le bilan d'une catastrophe se solde souvent par des morts, des blessés et des malades ; aux épreuves physiques s'ajoute la souffrance morale. Sans abri, familles démembrés et disparus sont d'autres séquelles fréquentes. Souvent aussi, des pertes importantes en biens matériels sont déplorées.

1.4.2.- Effets sur les collectivités

Les collectivités subissent des pertes importantes à la suite de la destruction totale ou partielle des bâtiments publics notamment des écoles, hôpitaux et lieux de travail, immeubles, église, etc Les transports sont désorganisés en raison de la destruction totale ou partielle des rues, routes, ponts, etc Par ailleurs, l'accumulation de décombres entrave toutes les activités normales de la collectivité.

---

http://www.undp.org/content/dam/undp/library/crisis%20prevention/french/ReductionRisquesCatastrophes.pdf (Page consultée le 3 novembre 2018).

[11] Université Grenoble Alpes. Catastrophes naturelles : lorsque l'environnement devient une menace. Encyclopédie de l'Environnement [en ligne]. Disponible sur : http://www.encyclopedie-environnement.org/(Consultée le 17 novembre 2018)

1.4.3.- Effets sur les institutions et les services

Les institutions et les services sont gravement affectés par la fermeture des écoles et des centres religieux, la désorganisation des services de santé et de protection sociale, la perte de revenu, la désorganisation des transports et des communications.

La science a permis de progresser dans la compréhension des phénomènes naturels et de mettre en œuvre des solutions techniques assurant une certaine maîtrise des phénomènes. Malgré cela, les évènements dramatiques d'origine naturelle restent récurrents. En outre, l'idée n'est pas de chercher à maîtriser la nature pour empêcher les phénomènes de se produire, mais plutôt de trouver les ressources internes des sociétés et des territoires pour faire face aux évènements, et limiter leurs impacts. Cette façon d'aborder les risques met en évidence la responsabilité de chacun, de l'individu à la population toute entière, dans l'identification des ressources et dans leur mobilisation. De ce fait, pour être utile sur ce plan, la recherche doit être capable elle aussi de proposer des connaissances qui permettent d'appréhender les processus environnementaux dans toute leur complexité et d'aider les sociétés humaines à devenir plus résilientes.

1.5.- Disparités socioéconomiques et résilience

La vulnérabilité, déterminée par des facteurs ou des processus physiques, sociaux, économiques et environnementaux, rend compte de la fragilité d'une communauté face aux conséquences d'une catastrophe, tel que traduite par Le Modèle Crunch. La vulnérabilité des individus est également fonction de leur marginalisation dans leur vie quotidienne[12]. La marginalisation peut être *géographique*, car ils vivent dans des zones menacées par des phénomènes naturels; *sociale*, car ils sont la plupart du temps issus de groupes minoritaires; *économique*, car ils sont souvent pauvres; et *politique*, car leur voix n'est souvent pas entendue et reconnue sur la scène politique. Les citadins pauvres n'ont d'autres choix que d'accepter de vivre dans ces conditions désastreuses, au péril de leur bien-être et même de leur vie. Les premières victimes sont souvent des femmes, des enfants, des personnes âgées, des personnes vivant avec un handicap, des prisonniers et des réfugiés. La précarité économique des victimes, vivant bien souvent avec un faible revenu, occupant des emplois informels, n'ayant aucune épargne, vulnérabilise d'autant plus ces individus aux risques naturels[13] face aux catastrophes.

Le rapport mondial de 2007 sur les établissements humains d'ONU-HABITAT, consacré à l'amélioration de la sûreté et de la sécurité urbaines, conclut que ce sont principalement les Pays en développement (PED), et particulièrement les citadins défavorisés de ces pays qui sont les

[12] Texier, P., Gaillard, J.-C., et Le Masson, V. (2009). Les enjeux de la gestion des risques dans les quartiers urbains informels : le cas de Jakarta (Indonésie) et Angeles City (Philippines). In Becerra, S. et Peltier, A., Risques et environnement : recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés (p. 441-455). Paris, Éditions l'Harmattan (Collection Sociologie et environnement).

[13] Gaillard, J.-C. (2007). De l'origine des catastrophes : phénomènes extrêmes ou âpreté du quotidien? Natures Sciences Sociétés, vol. 15, n°1, p. 44-47.

principales victimes des conséquences des phénomènes météorologiques extrêmes[14]. L'urbanisation informelle anarchique accroît la vulnérabilité des populations face aux phénomènes naturels extrêmes, et parfois même d'un facteur de 10 ou plus[15].

La pauvreté et la vulnérabilité sont étroitement liées, mais ne se recouvrent pas entièrement. Les catastrophes n'affectent pas exclusivement les plus pauvres, mais ces derniers sont davantage exposés aux risques et à leurs effets, subissent des pertes d'avoirs plus lourdes, et ont une moindre capacité de réaction et de récupération. La vulnérabilité, ou plutôt la résilience des populations face à une catastrophe naturelle dépend en grande partie des contraintes quotidiennes auxquelles ces populations font face et non de la force de l'aléa naturel (Gaillard, 2007)[16]. Il importe de mieux saisir la nature et l'étendue de telles disparités, pour concevoir et mettre en œuvre des programmes plus efficaces, c'est-à-dire propres à réduire les facteurs de vulnérabilité.

1.6.- Les femmes face aux catastrophes d'origine naturelle

Les insécurités humaines ne sont pas vécues par tous les individus de la même manière ; des différenciations peuvent être observées en fonction des rapports sociaux de sexe dans le pays, à la fois pendant le passage d'un phénomène et après une catastrophe naturelle qui en découle en raison des problèmes infrastructurels. La capacité pour les individus à faire face à des phénomènes naturels et de répondre efficacement dans une situation post-catastrophe dépend largement de l'accès qu'ils peuvent avoir à des richesses tant matérielles qu'immatériels: ressources économiques, accès à l'information, accès à des réseaux, possibilité de prises de décisions opportunes et urgentes, accès à des savoir-faire et réflexes, capacité de faire face au danger, possibilité de plus ou moins grande mobilité, maîtrise de son corps et de l'espace. Il est observé que les femmes plus particulièrement les jeunes filles, les jeunes mères vivant seules avec les enfants constituent en ce sens une catégorie sociale des plus vulnérables. Cette vulnérabilité est due en raison de la socialisation à la fois des hommes et des femmes dans le pays, les stéréotypes sexuels et les pratiques de tous les jours qui participent à donner place aux individus sur l'échiquier social, économique et politique à la défaveur des femmes. Ce qui, articulé au fait qu'elles sont fabriquées comme objet et proie de désir les exposant à des violences sexuelles, peut mettre considérablement les femmes en situation d'insécurité humaine.

La majorité des catastrophes entraînent un fardeau supplémentaire pour les femmes et les filles qui doivent assumer un travail non rémunéré, par exemple administrer des soins ou approvisionner le foyer en eau et en nourriture[17]. Lorsque surviennent des catastrophes naturelles

[14] UN-HABITAT (2007). Global Report on Human Settlements 2007: Enhancing Urban Safety and Security. London, United Nations Human Settlements Programme, 482 p. [En ligne]. https://www.un.org/ruleoflaw/files/urbansafetyandsecurity.pdf (Page consultée le 3 novembre 2018).
[15] Davis, M. (2007). Le pire des mondes possibles : de l'explosion urbaine au bidonville global. Paris, Éditions La Découverte, 220 p. (Cahiers Libres).
[16] Gaillard, J.-C. (2007). De l'origine des catastrophes : phénomènes extrêmes ou âpreté du quotidien?. Natures Sciences Sociétés, vol. 15, n°1, p. 44-47.
[17] PNUD : Genre et Catastrophes. Bureau pour la Prévention des Crises et le Relèvement. Octobre 2010

telles que sécheresses et inondations lentes, les hommes migrent souvent en quête de revenus supplémentaires ; les femmes se retrouvent donc seules à subvenir aux besoins de leur famille. Après une catastrophe, les femmes et les filles sont souvent plus vulnérables que leurs homologues masculins alors que leur rôle auprès des malades devient primordial ; l'expérience a montré que les femmes n'ont qu'un accès limité aux ressources qui favorisent le relèvement.

Par ailleurs, les catastrophes d'origine naturelle créent aussi des opportunités pour les femmes en tant qu'agents du changement. En effet, les catastrophes peuvent contribuer à réduire les inégalités sexuelles. Par exemple, c'est au cours de la période de relèvement après une catastrophe que l'on peut faire disparaître les préjugés profondément ancrés envers les femmes, à l'aide de programmes prenant en compte leurs besoins et les faisant participer de manière égale à l'effort de reconstruction. Mais si, au contraire, les femmes et les filles sont mises à l'écart de la planification d'une réponse à la catastrophe ou des mesures de réduction des risques, on se prive du savoir-faire, des compétences et des connaissances de 50 % de la population, et satisfaire les besoins des plus touchés devient improbable[18].

L'enquête EMMUS IV du MSPP montre une amélioration de l'autonomie des femmes, toutefois loin d'être égalitaire en termes d'emploi rémunérés (77% pour les femmes et 97% pour les hommes en union), de prise de décision sur les soins de santé, les achats importants (69% pour les femmes et 100% pour les hommes en union) entre autres. Cette situation d'inégalité homme-femme est exacerbée par les catastrophes naturelles à cause des stéréotypes construites dans notre société et la charge sociale très pesante, souvent peu rémunérée financièrement, incombée à la femme[19]. Au niveau global, les catastrophes réduisent l'espérance de vie des femmes plus que celle des hommes, selon les données de 141 pays touchés par une catastrophe entre 1981 et 2002[20]. De plus, les femmes, les garçons et les filles ont 14 fois plus de risque de mourir que les hommes lors d'une catastrophe a rapporté le PNUD[21]. Dans le cas d'Haïti, des informations fines sur la situation des femmes en situation post-catastrophe ne sont pas collectées de manière régulière. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a conscience du lien étroit qui existe entre égalité des sexes et résilience aux catastrophes. Il est essentiel d'intégrer les préoccupations, les besoins et les compétences des hommes et des femmes, de manière égale, dans les politiques et les programmes de réduction des risques de catastrophe (RRC) et de relèvement[22].

Afin de cerner la situation des femmes notamment des femmes pauvres par rapport à la sécurité humaine associée aux catastrophes naturelles, nous tiendrons compte des indicateurs suivants :

---

[18] *ibidem*

[19] Les femmes pauvres et faiblement scolarisées sont particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles par l'augmentation des charges domestiques (corvée de l'eau, nettoyage post-inondation, soins des enfants touchés, soutien psychologique à la famille), l'exposition à la violence sexuelle, l'arrêt d'activités économiques (https://www.unfpa.org/news/risks-women-and-girls-soar-hurricane-slammed-haiti)

[20] UNDP, Gender and Disasters, Bureau for Crisis prevention and Recovery, October 2010

[21] Women, Disaster Reduction and Sustainable Development, Secrétariat de l »UNISDR, avril 2003

[22] PNUD : Genre et Catastrophes. Bureau pour la Prévention des Crises et le Relèvement. Octobre 2010

- le niveau de revenu des femmes
- les types d'activités économiques des femmes
- la santé reproductive de la femme
- la violence domestique en lien avec la violence communautaire contre les femmes.

Outre les femmes pauvres, les personnes handicapées constituent une catégorie importante, en faisant l'hypothèse qu'à cause de leur handicap, en cas de catastrophes d'origine naturelle, ces personnes sont très vulnérables.

1.7.- Situation de Handicap et environnement physique et social

Avant le tremblement de terre du 12 janvier 2010, on comptait 800 000 personnes handicapées en Haïti. Le séisme a fait passer à un million le nombre de ces personnes. La loi portant sur l'intégration des personnes handicapées publiée dans le Journal officiel Le Moniteur, le 21 mai 2012, définit en son article 2, le handicap comme la « limitation d'activité, ou restriction dans la participation à la vie en société, qu'une personne en raison altération temporaire ou permanente d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, cognitives ou psychiques ». Dans la même perspective, une personne vivant avec un handicap est définie comme toute « personne qui présente une incapacité physique, mentale, intellectuelle ou sensorielle durable »

Nous nous intéressons, dans le cadre de cette étude à la relation entre personne ayant un handicap et la sécurité humaine; d'où la nécessité de définir ce que c'est une personne en situation de handicap. Pierre Ancet identifie un ensemble de champs qui pourraient occasionner le handicap chez un individu. Ces champs sont le social, le culturel, l'aide technique, l'aide humaine, l'accessibilité, la scolarisation, la participation sociale, la reconnaissance, les droits, entre autres. Il perçoit l'individu comme étant quelqu'un qui se construit au sein d'une société et qui aura une vie différente en fonction de l'aide qu'il aura reçue durant le processus d'apprentissage, de son milieu socioculturel, de ses capacités intellectuelles, psychiques et physiques telles qu'elles sont développées dans cet environnement social[23].

L'approche de Pierre Ancet couvre une panoplie de situations dont la plupart ne nous intéressent pas vraiment dans le cadre de cette étude. Il s'agit de situations telles que les possibilités intellectuelles et psychiques.

Par ailleurs, l'association de la problématique du handicap à l'environnement permet de mieux établir l'association entre handicap et environnement. L'Organisation mondiale de la Santé et la Banque mondiale dans le Rapport mondial sur le handicap soutiennent l'idée d'une corrélation entre l'environnement d'un individu son handicap et la sévérité de la situation de handicap.

[23] Ancet Pierre (2011). « Situation de handicap et normes sociales », dans Le Carnet du psy numéro 158 PP 29-31

Selon ces institutions « les environnements inaccessibles sont sources de handicap, car ils créent des obstacles à la participation et à l'inclusion[24]. Plusieurs exemples sont cités :

- Une personne atteinte de surdité sans interprète en langue de signes à ses côtés ;
- Un individu se déplaçant en fauteuil roulant dans un bâtiment sans toilettes pour personnes vivant avec un handicap ni ascenseur ;
- Une personne non-voyante utilisant un ordinateur sans logiciel de lecture d'écran…

À ces exemples s'ajoutent d'autres qui concernent spécifiquement la situation des personnes vivant avec des déficiences en Haïti.

- Une personne non-voyante ou malvoyante circulant dans les rues de nos villes où les égouts sont à ciel ouvert et les trottoirs occupés par des voitures et de petites marchandes
- Des personnes atteintes de surdité sans interprète en langue de signes quand ils doivent se faire soigner dans les institutions de santé ou bien quand elles doivent étudier dans les institutions d'enseignement public ou privé notamment au niveau secondaire, technique, professionnel ou universitaire.
- Des personnes non-voyantes ne trouvant personnes pour les aider dans les bureaux de vote au moment des élections locales, départementales ou nationales.

Ce sont entre autres des indicateurs qui devraient permettre de mieux appréhender la situation des personnes vivant avec un handicap face à la problématique de la sécurité humaine.

[24] Organisation Mondiale de la santé et banque mondiale (2011). Rapport mondial sur le handicap

CHAPITRE II

SITUATION DE LA SÉCURITÉ HUMAINE EN HAÏTI

Le présent chapitre est consacré à l'analyse de la sécurité humaine en Haïti. Elle est articulée autour de six (6) dimensions pour les besoins de cette étude :

- La sécurité alimentaire
- La sécurité sanitaire
- La sécurité environnementale
- La sécurité économique
- La sécurité personnelle et communautaire

Le but est de faire un état des lieux de la sécurité humaine au plan national, avant d'entrer dans les résultats trouvés dans les cinq départements concernés par cette recherche. Quelle est la situation de la sécurité humaine en Haïti au moment où nous avons mené la collecte des données. Quel est l'état des publications sur les six (6) dimensions précitées de la sécurité humaine ?

2.1.- Cadre général d'Haïti

2.1.1.- Risques de catastrophes d'origine naturelle et vulnérabilités en Haïti

Haïti, pays caribéen, occupe le tiers occidental de l'île d'Hispaniola et possède 1771 km de côtes. Il est constitué à 80% de montagnes[25] et de plateaux avec des bassins versants très dégradés à cause notamment du déboisement, de pratiques agricoles érosives. 36 millions de tonnes de terres arables sont perdus par l'érosion pluviale[26]. Haïti est aussi l'un des pays les plus inégalitaires au monde en termes de distribution de revenus avec un coefficient de Gini de 0,61[27]. Il se place en 4e position derrière le Lesotho, l'Afrique du Sud et les États fédérés de Micronésie. Il fait également partie des 15 pays les moins capables de faire face et de s'adapter aux conséquences des catastrophes naturelles[28]. Différentes données secondaires qui permettent d'apprécier certains indicateurs de sécurité humaine sont assez révélateurs de la fragilité du pays. Selon la Banque Mondiale, 59% des 11 millions d'habitants du pays vivent sous le seuil de pauvreté, fixé à 2,41 dollars par jour, et plus de 24 % vivent sous le seuil de pauvreté extrême

[25] http://agriculture.gouv.ht/statistiques_agricoles/Atlas/thematique_generale.html
[26] Aristide, J-B. : Investir dans l'humain. Livre blanc de Fanmi Lavalas. Imprimerie Henri Deschamps, Haïti, 1999, p42
[27] Le coefficient de Gini est une mesure statistique de la dispersion d'une distribution dans une population donnée, développée par le statisticien italien Corrado Gini. Le coefficient de Gini est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite et 1 signifie une inégalité parfaite.Ce coefficient est très utilisé pour mesurer l'inégalité des revenus dans un pays
[28] World Risk Report, 2017, Bündnis Entwicklung Hilft

(1,23 dollars par jour)[29]. Le taux de chômage est de 41.4% alors que 50.7% de la population active occupée gagne moins de 3.10 USD par jour.

Au niveau de la sécurité alimentaire, l'irrégularité accentuée des précipitations, les récents épisodes de El Niño en 2016 ont favorisé une détérioration de la situation chez les plus pauvres avec 1.32 million de personnes de la population rurale au moins en phase de crise (IPC3)[30].

Au niveau de l'assainissement, les taux d'accès à des infrastructures sanitaires améliorées sont de 31% en milieu urbain et 16% en milieu rural pour un total de 24% pour l'ensemble du pays Selon les estimations de 2012 du *Joined Monitoring Program*, bien loin des 63% qui était prévu pour atteindre les OMD et les 100% ciblés par les Objectifs de Développement Durable, d'ici à 2030.

Parmi les pays insulaires, Haïti est le pays de la région avec le plus haut indice de vulnérabilité aux tempêtes tropicales. Il est classé 3ème pays du monde ayant le plus fort indice de vulnérabilité au changement climatique (Maplecroft, 2017). En 2014, le World Risk Report a identifié Haïti comme le 21ème pays le plus à risque du monde (et le 2ème pays le plus vulnérable au monde)[31]. Haïti est considérée comme l'un des pays les plus exposés aux différents aléas naturels[32]. Suivant l'indice mondial des risques climatiques pour 2015, Haïti a également été classée comme le troisième pays le plus exposé dans le monde[33]. Haïti arrive en 4e position des pays les plus vulnérables aux aléas naturels dans le monde avec une susceptibilité aux désastres très élevée due à un manque d'infrastructures, des logements fragiles de bidonvilles, la pauvreté et une mauvaise répartition des revenus.

La population haïtienne, dans presque toute sa totalité, vit au risque de catastrophes naturelles. Selon l'Appel transitionnel 2015-2016 des Nations Unies, plus de 98 % de la population est exposée à au moins deux risques de catastrophes naturelles[34]. Cette forte exposition, croisée aux facteurs de vulnérabilité liés aux *causes profondes*[35] (faible gouvernance, concentration inéquitable de richesses), aux *forces dynamiques* (explosion démographique, déboisement, manque d'accès aux services de base par la majorité de la population, discriminations) et aux *conditions statutaires de vulnérabilité* (faible revenu, genre, âge, éducation, faible accès aux filets de sécurité sociale) font d'Haïti un pays qui fait face régulièrement à des catastrophes majeures. Elle est particulièrement vulnérable aux aléas hydrométéorologiques, à savoir des cyclones dont les effets comprennent les dégâts du vent, des inondations, des glissements de terrain, des coulées torrentielles de débris et les surtensions atmosphériques, lesquelles peuvent

[29] http://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview
[30] Panorama de la situation de l'insécurité alimentaire aigue, Rapport IPC, CNSA, 2017
[31] Université des Nations Unies pour l'environnement et la sécurité humaine (UNU-EHS) et Alliance Development Works, World Risk Report 2014, 2014
[32] Banque mondiale, Cartographie des risques liés aux catastrophes naturelles, non daté
[33] Germanwatch, Indice mondial du risque climatique 2015, novembre 2014
[34] https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/haiti-TAP_exec_summary-FR_0.pdf
[35] Oxfam, The Disaster Crunch Model: Guidelines for a Gendered, 2012

influer parfois sur le niveau de la marée, l'agitation de la mer ou provoquer des coups de foudre, en particulier dans les zones côtières.

Parmi les sept (7) bassins cycloniques du monde, celui de l'Atlantique dont fait partie Haïti est la plus active après ceux du Pacifique Nord-Ouest et Nord'Est[36]. Dans l'hémisphère Nord, incluant Haïti, la saison annuelle des cyclones s'étend du 1er juin au 30 novembre et expose le pays à des dommages potentiels considérables causés par le vent, les inondations, les glissements de terrain et les coulées de boue que ces cyclones peuvent occasionner. Le déboisement et l'urbanisation anarchique au niveau des bassins versants sont des facteurs qui contribuent à accroître davantage la vulnérabilité du pays. Selon les observations météorologiques, 3% des cyclones se produisent en dehors de la saison cyclonique, notamment au cours des mois de mai et décembre[37].

Outre les menaces hydrométéorologiques, Haïti est située dans une zone sismiquement active. Le territoire du pays est ainsi coupé par quatre lignes de faille principales. Les graves problèmes d'aménagement, une densité de la population relativement plus forte en milieu urbain ajoutée à la multiplication des bâtiments de construction précaire et à la fragilité globale des infrastructures, augmentent la vulnérabilité face aux tremblements de terre.

En somme, la position géographique d'Haïti, sa configuration topographique, les activités humaines non respectueuses de l'environnement, la pauvreté endémique et des stratégies de survie négatives (CSI)[38], fragilisés par les chocs politiques, socioéconomiques et climatiques de ces dernières décennies rendent le pays particulièrement vulnérable.

Par ailleurs, dans ce contexte de vulnérabilité, il convient de mentionner que les catastrophes d'origine naturelle affectent les femmes, les hommes, les personnes âgées, les filles les garçons et les personnes ayant un handicap de manière différente. Dans de nombreux cas, du fait des conditions socio-économiques particulières, des construits sociaux et des traditions locales, des discriminations dont elles souffrent, les personnes âgées, les personnes ayant un handicap, les femmes et les filles sont les premières victimes des catastrophes, allant parfois jusqu'au décès pendant et après une catastrophe, la perte des moyens de subsistance et des ressources productives, ou encore l'accroissement des violences basées sur le genre. Ainsi, une stratégie inclusive et efficace de prévention des catastrophes naturelles doit permettre d'identifier les insécurités humaines et mettre l'accent sur les besoins et les rôles des femmes dans le développement d'une culture de résilience face aux catastrophes naturelles[39].

[36] http://www.meteo.fr/temps/domtom/antilles/pack-public/cyclone/tout_cyclone/lieux_periodes.htm

[37] http://www.meteo.nc/en-savoir-plus/comprendre-la-meteo/phenomenes-particuliers/faq/38-climatologie-des-cyclones/191-quelle-est-la-periode-annuelle-propice-aux-cyclones-pour-chaque-bassin

[38] Voir le rapport HEA post-Matthew : https://fscluster.org/haiti/document/rapport-hea-evaluation-impacts-matthew

[39] UNESCO. Sciences et égalité des genres. [En ligne] http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/priority-areas/gender-and-science/cross-cutting-issues/gender-equality-and-disaster-risk-reduction/

2.1.2.- Profil de la gestion des risques en Haïti

Au cours de ce début du XXIe siècle, Haïti a connu des catastrophes majeures telles que le cyclone Jeanne en 2004, les cyclones et tempêtes Gustave, Fay, Ike et Hanna en 2008 ayant occasionné des pertes évaluées à 15% du PIB[40], le séisme du 12 Janvier 2010 avec des pertes évaluées à 120% du PIB[41] et l'ouragan Matthew en 2016 occasionnant des pertes évaluées à 32% du PIB national[42]. Entre 2010, année du séisme, et 2013, le pays est passé du 145ème rang mondial en ce qui concerne l'indice de développement humain de l'ONU[43] au 168ème rang[44].

Par ailleurs, il convient de mettre l'accent sur l'aspect multidimensionnel de la pauvreté[45] qui tend à créer un cercle vicieux affectant, entre autres, l'environnement physique du milieu.[46] Tel que l'ont signalé les évaluations d'impact sur les moyens d'existence conduites par Oxfam en 2015 (post-sécheresse) et en 2017 (post-Matthew) et publiés par la CNSA, les populations pauvres vivant notamment en milieu rural adoptent des stratégies d'adaptation négatives pour combler le déficit enregistré au niveau de leurs sources de revenus et de nourriture. Notamment en Haïti, les populations recourent à une augmentation de la production et de la vente de charbon de bois, la vente des produits agricoles sur pied, l'augmentation de la cueillette et l'augmentation du travail agricole qui intensifient la pression sur la terre et les ressources naturelles en général, augmentant ainsi l'érosion des sols et la déforestation. Les interventions humaines susmentionnées augmentent l'impact des phénomènes naturels et conduisent aux catastrophes qui sont de plus en plus violentes depuis quelques années. Dans ce contexte accru d'exposition physique et de vulnérabilités face aux chocs naturels, s'ajoutent des facteurs culturels aggravants affectant particulièrement :

1. les populations pauvres, qui peinent à pouvoir s'abriter sous un toit résistant aux cyclones et aux séismes, ou même à se procurer d'un kit d'urgence familiale;

2. les groupes à besoins spécifiques, tels que les femmes, les enfants et les personnes âgées dont les besoins ne sont pas évalués de manière précise. Ces besoins sont le plus souvent noyés dans une évaluation générale. De plus, le risque de protection de ces groupes, qui souvent augmente après une catastrophe à cause de la dégradation de leurs capacités physiques, économiques et des changements dans leur relation de pouvoir, n'est pas suffisamment pris en compte et mitigé;

---

[40] Le Rapport d'Évaluation des Besoins Après Désastres (PDNA) (2008). https://www.gfdrr.org/sites/default/files/GFDRR_Haiti_PDNA_2008_FR.pdf

[41] Rapport d'évaluation des besoins post-catastrophe pour le séisme de 2010, PNUD

[42] Rapport d'évaluation des besoins post-catastrophe pour le cyclone Matthew, PNUD: http://www.ht.undp.org/content/dam/haiti/docs/Prevention%20des%20crises/UNDP-HT-PrevCri-EvaluationBesoinPostCatastropheCycloneMathieu-PDNA-31012017-SM.pdf

[43] PNUD, Rapport sur le développement humain 2010.

[44] PNUD, Rapport sur le développement humain 2014.

[45] PNUD, Rapport sur le développement humain 2016.

[46] Wagle U, Repenser la pauvreté, 2002, Western Michigan University

3. les groupes à besoins spéciaux tels que les personnes souffrant de maladies chroniques (SIDA, Insuffisance rénale, etc.) et d'autres groupes marginalisés (LGBTI, personnes vivant avec un handicap) ne sont souvent tout simplement pas considérés dans les stratégies de préparation et de réponse. Parfois, les évaluations post-désastres ne permettent même pas de se faire une idée de l'impact différencié sur ces groupes.

Au niveau national, des efforts ont été déployés après chaque catastrophe pour faire progresser davantage la gestion des risques et désastres dans le pays. Ainsi le PNGRD a vu le jour en 2001 suite aux conséquences des cyclones Gordon (1994) et Georges (1998), de nombreux projets de préparation aux désastres hydrométéorologiques ont été financés à la suite du passage de divers cyclones (Jeanne en 2004, Hanna/Fay/Gustave, Ike en 2008, Sandy en 2012). Un accent particulier a été mis sur le niveau de prise en compte des risques sismiques dans la GRD à partir du séisme de 2010. En effet, des matériels IEC ont été élaborés, des professionnels de la construction recyclés, et des guides de bonnes pratiques rédigés.

Au niveau du cadre légal, le gouvernement haïtien travaille, sous le parapluie du SPGRD, avec des institutions nationales et internationales spécialisées pour la révision et l'opérationnalisation du PNGRD, guidées par la nouvelle loi-cadre du SNGRD en discussion. Ces efforts cadrent avec les orientations internationales de sécurité humaine traduites dans les réflexions des Nations-Unies et la résolution 66/290 de l'Assemblée Générale[47] au sein de laquelle Haïti est membre à part entière et qui stipule entre autres que « la sécurité humaine appelle des réponses axées sur l'être humain, globales, adaptées au contexte et centrées sur la prévention, qui renforcent la protection et la capacité d'action individuelle et collective ».

De nos jours, le gouvernement est confronté au défi d'implémenter le concept de sécurité humaine à la lumière de ses sept (7) dimensions préconisées par les Nations-Unies et qui dépasse les limites étroites de préparation et de réponse aux catastrophes.

2.2.- Insécurité économique en Haïti

La sécurité économique, il ne faudrait même pas en parler en Haïti, la situation économique étant tellement chaotique : la dévaluation de la monnaie nationale par rapport au dollar crée et une situation d'instabilité des prix des produits de toutes sortes. Mais qu'entend-on par sécurité économique ? Selon le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), la sécurité économique est la capacité d'une personne, d'un ménage ou d'une communauté à pourvoir durablement et dignement à ses besoins essentiels. Ces derniers peuvent varier en fonction des besoins physiques, de l'environnement et des normes culturelles en vigueur. La nourriture, l'abri, les vêtements et l'hygiène sont considérés comme des besoins essentiels, générant des dépenses

[47] ONU, 2012. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 10 septembre 2012. http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/66/290&Lang=F

inévitables ; les ressources indispensables pour gagner sa vie, ainsi que les coûts associés aux soins de santé et à l'éducation, font partie des besoins essentiels »[48].

Cette définition de la sécurité économique se veut systémique au sens où elle englobe des éléments faisant partie du système des besoins d'un individu, à savoir la nourriture, le logement, les vêtements, les soins de santé et l'éducation. Dans une société marchande, la satisfaction de ces besoins se mesure à travers la disponibilité de ressources financières des individus ou des ménages pour ses le procurer.

Certaines entreprises de revente des produits de consommation de base étaient obligées de cesser leurs activités à cause de cette situation. Sur le plan macroéconomique, avec un produit intérieur brut par habitant estimé à 870 $ en 2018 et un indice de développement humain de 163 sur 188 pays en 2016, Haïti est toujours considéré comme le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental (Banque Mondiale, 2018). Citant la dernière enquête menée auprès des ménages de 2012, plus de six millions d'haïtiens vivent sous le seuil de la pauvreté avec moins de 2,41 $ par jour et plus de 2,5 millions sous le seuil de la pauvreté extrême (1,23 $ par jour). Cette partie de la population haïtienne est fortement exposée à l'insécurité économique.

Et dire qu'il s'agit en proie aux catastrophes d'origine naturelle particulièrement des ouragans, des inondations et des tremblements de terre. Selon la banque mondiale, « Plus de 93% du territoire et plus de 96% de la population sont exposés à ces catastrophes naturelles. Pour parer à ces aléas climatiques, le pays continue à renforcer sa résilience avec l'appui de partenaires, y compris celui de la Banque mondiale »[49].

En effet, les catastrophes d'origine naturelle naturelles qui se sont abattues sur Haïti de 2010 à 2018 n'ont fait qu'aggraver la situation : « Dans la capitale haïtienne, de nombreux magasins ont été détruits par le séisme, d'autres, gravement endommagés, ont été incendiés après qu'ils aient été pillés par des riverains ou des passants en quête de survie (…). Par ailleurs, le petit commerce semble lui aussi se retrouver au bord du gouffre après cette catastrophe. Extrêmement touché, il n'arrive plus à satisfaire la demande des consommateurs. Car, la plupart des marchés de la capitale et de ses banlieues ont été détruits et la dernière perte en date remonte 26 avril 2010. Ce jour-là, le plus ancien marché de la capitale, le Marché de la Croix-des-Bossales, a été ravagé par un violent incendie. En plus des pertes, il y a aussi le fait que les rares marchés restants ou en activité sont mal approvisionnés » (Jabouin 2010)[50].

Ce séisme représente un des coups les plus assénés à une économie haïtienne qui a affiché quelques signaux de stabilisation. Dans la péninsule sud du pays après le passage de l'ouragan

[48] CICR (2015). Qu'est-ce que la sécurité économique in https://www.icrc.org/fr/document/quest-ce-que-la-securite-economique site consulté le 25 avril 2019

[49] Banque mondiale (2018) Haïti, présentation in https://www.banquemondiale.org/fr/country/haiti/overview site consulté le 25 avril 2019

[50] Jabouin E. (2010). Haïti, en situation post-séisme : quelques effets de la catastrophe du 12 janvier 2010 sur la population locale in https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/4842 site consulté le 25 avril 2019

Matthew 3400 entreprises ont été touchée affectant les activités économiques de 1598 femmes totalisant 2 284 694 260 gourdes en termes de valeur totale des dommages et pertes. Le tableau suivant indique la répartition des entreprises touchées par département incluant les dommages et pertes et le nombre de femmes.

Tableau 1: Répartition des 3400 entreprises touchées par département incluant les dommages et pertes et le nombre de femmes

Départements	Nombre d'entreprises	Nombre de femmes	Valeur totale des dommages et pertes	Valeur des dommages et pertes chez les entreprises femmes touchées	Besoin total de financement	Besoin de financement des entreprises de femmes
Grand'Anse	993	468	667 265 117.7	313 755 605.3	667 265 117.7	313 614 605.3
Sud	1079	507	725 054 443.1	340 775 588.2	724 054 443.1	340 775 588.2
Nippes	622	292	417 964 655.8	196 443 388.2	416 964 655.8	196 443 388.2
Sud-Est	186	87	124 986 215,4	58 743 521.2	124 595 896.8	58 743 521.2
Les communes sélectionnées de l'ouest	316	148	212 342 172,4	99 800 821	211 342 172,4	99 800 821
Les communes sélectionnées du Nord-ouest	204	96	137 081 655.6	64 428 378.13	136 081 655.6	64 428 378.13
Imprévues et services au MCI	na	na	Na	Na	753 949 068 .4	354 356 075.5
Total	**3400**	**1598**	**2 284 694 260**	**1 073 806 302**	**3 038 643 328.4**	**1428162 364.3**

2.3.- Sécurité alimentaire en Haïti

2.3.1- Situation de la sécurité alimentaire en Haïti

Selon un rapport de l'organisation des Nations-Unies pour l'alimentation (FAO) portant sur l'état de l'Insécurité alimentaire dans le monde, Haïti se trouve à côté de l'Afghanistan, de l'Angola, du Burundi, du condo et de la guinée, parmi les pays en « situation prolongée avec des taux élevés d'insécurité alimentaire (FAO, 2010). En 2016 OCHA révèle qu' «Haïti subit une situation d'insécurité alimentaire sans précédent ». Cette situation est déterminée par la grande sécheresse qu'a connue le pays.

> Depuis le début de l'année 2015, Haïti fait face à une sécheresse persistante au niveau de diverses zones agro écologiques du pays. Cette sécheresse a entrainé des pertes de récolte de plus de 50% par rapport à la normale sur la campagne de printemps de 2015 qui représente près de 60% de la production annuelle du pays. En effet, la sécheresse et le dérèglement climatique enregistrés a fait de l'année 2015 la pire qu'on ait enregistrée au cours de ces 35 dernières années, rapporte la CNSA. Ce qui a entrainé des pertes

> considérables de récoltes et la réduction de la disponibilité de produits alimentaires locaux sur les marchés combinées d'une hausse vertigineuse des prix de ces derniers. En outre, les pénuries d'eau importantes ont été signalées dans les départements les plus touchés (Nord-Ouest, du Centre, du Sud et du Sud-Est).

En 2018, la situation ne s'est pas vraiment améliorée. Sur les cinq phases d'insécurité alimentaire aigue, deux départements géographiques du pays, à savoir, le Nord'Est et la Grande-Anse se trouvaient en situation de crise pour la période de juillet à septembre 2018 (OCHA 2018). Pourtant, la CNSA estime qu'il y a quand même une certaine amélioration au niveau des départements de l'Ouest et de l'Artibonite considérés respectivement, pour certains endroits, comme des zones bananières et rizicoles. Il y a eu une certaine mutation :

> Les zones bananières de l'Ouest et rizicole de l'Artibonite sont également passées de la phase de stress à la phase minimale. Il faut noter que même dans les zones de moyens de subsistance où la situation de la sécurité alimentaire s'améliore, certaines poches pourraient être toujours maintenues en phase de crise en raison de la diminution du cheptel et des superficies emblavées résultant de l'impact de la sécheresse.

Selon le Conseil National pour la Sécurité Alimentaire (CNSA), 2.6 millions d'Haïtiens sont menacés d'insécurité alimentaire. C'était en décembre 2018. Il a été prévu que si la situation persiste, plus d'un demi-million de personnes, soient 571 personnes se trouveront dans une situation d'urgence humanitaire (CNSA 2018). Il existe donc, une détérioration significative de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle des ménages ruraux. Selon l'institution : « D'octobre 2018 à janvier 2019, certaines zones de moyens d'existence resteront en Stress (phase 2 de l'IPC) ; d'autres, en Minimale (phase 1). Cependant, certains ménages touchés par la sécheresse (dans le Nord et le Nord'Est), s'ils ne se remettent pas entièrement des chocs antérieurs, pourraient se retrouver en crise.

2.3.2.- Des actions contre l'insécurité alimentaire en période de catastrophe d'origine naturelle

En Haïti, la lutte contre l'insécurité alimentaire notamment en période post-catastrophe d'origine naturelle n'incombe pas seulement au gouvernement haïtien. On y trouve, entre autres, plusieurs acteurs dont des organismes de coopération multilatérale et bilatérale, des organisations non gouvernementales (ONG), ce qu'on appelle communément des acteurs humanitaires. En ce qui concerne les acteurs humanitaires, ce sont les premiers qu'on rencontre sur le terrain après le passage d'une catastrophe. Ils distribuent des produits alimentaires afin de permettre à la population de passer l'épreuve de l'urgence. Sur le plan national, le CNSA, « élaboré un plan de réponse d'urgence pour lutter contre la faim et sauver la campagne agricole de printemps 2016. Requérant un montant de 2 milliards de gourdes (équivalent à 35 millions de dollars), ce plan vise notamment à répondre aux besoins urgents des 40 000 familles au niveau des 20 communes vivant en situation d'insécurité alimentaire aiguë et à assurer la prise en charge nutritionnelle des groupes cibles dans les zones affectes ».

De son côté, le Programme alimentaire mondiale (PAM) fournit une aide alimentaire à 485 000 personnes à travers le pays incluant des transferts directs en espèces à 15 000 personnes. La FAO assiste 9 000 ménages dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Est au cours de la période d'ensemencement de l'année, avec des forfaits qui incluent des semences pour le maïs, le sorgho, la patate douce et le manioc. En ce qui concerne les ONG, OCHA rapporte ceci :

> Des ONGs comme Action contre la Faim(ACF), Care, World vision continuent d'entreprendre des programmes en vue de la réduction de l'insécurité alimentaire particulièrement dans les départements les plus affectées. Par exemple, dans les trois communes du département du Nord-Ouest (Bassin bleu, Chansolme et Port de Paix), Action contre la faim met en place un programme de réponse d'urgence à la situation de sécheresse et de résilience alimentaire au profit de plus de 8 000 familles vulnérables. Ce programme vise à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables en y réalisant des activités génératrices de revenu « *Cash for work* » (argent contre travail) qui permettent, entre autres, d'améliorer les infrastructures agricoles (OCHA 2016).

Ce sont les principaux acteurs impliqués dans lutte contre l'insécurité en période de catastrophe d'origine naturelle. Dans bien des domaines ils interviennent ensemble, comme les cas de distribution de semences et de produits alimentaires. Cela traduit sans nul doute la faiblesse des structures étatiques d'intervenir à elles seules pour combattre avec succès l'insécurité alimentaire au cours de telles périodes.

2.4.- L'Insécurité sanitaire en Haïti

Les haïtiens se trouvent en situation d'insécurité sanitaire avec environ 93% de la population qui n'ont pas accès aux soins de santé soit parce qu'ils ne disposent pas de ressources financières pour se payer les services de santé, soit parce que les institutions de santé existantes sont trop éloignées (Nouvelliste du 24 avril 2015). La santé, dans le budget 2017-2018, ne représente que 4,3% dans le budget. Alors que pour se mettre sur la même ligne que les autres pays à faible revenu, le gouvernement haïtien devrait consacrer 16% de ses ressources pour la santé « avait fait savoir l'ex-représentant de l'Organisation panaméricaine de la santé / Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS) en Haïti, le Dr Jean-Luc Poncelet, à l'issue de la présentation de la déclaration de politique générale du gouvernement devant le parlement, en mars 2017 » (Nouvelliste, ibidem).

En 2016, seulement 31.5 de la population avaient accès aux services de santé de base. C'est dans les départements du Sud-Est, des Nippes et de la Grand'Anse qu'on a enregistré les pourcentages les plus pas, soit respectivement 16.7% (Sud-Est), 22.2% (Nippes) et 25.8% (Grand'Anse). Le tableau ci-dessous indique le pourcentage de la population de chaque département géographique du pays ayant bénéficié des services de santé de base.

Tableau 2: Pourcentage de la population ayant bénéficié des services sanitaires de base par département géographique (MSPP, 2016).

Département	Population totale	Nombre de première visite	% de la population ayant sollicité les services
Artibonite	1753 838	600 306	34.2
Centre	757 603	367 264	48.5
Grande-Anse	475 434	122 482	25.8
Nippes	347 743	77 323	22.2
Nord	1 083 433	424 476	39.2
Nord'Est	399 968	183 623	45.9
Nord-Ouest	739 909	181 524	24.5
Ouest	2 091 087	1 189 546	29.1
Sud	786 781	231 594	29.4
Sud-Est	642 237	107 137	16.7
Total	**11 078 033**	**3 485 275**	**31.5**

Source: MSPP (2016)

En période de catastrophe d'origine naturelle, la situation est bien pire : infrastructures routières endommagées, ambulances en panne, institutions de santé détruites, insuffisance du personnel de santé, risque d'épidémies (le choléra, par exemple) sont entre autres des défis qui s'imposent à la population. Par exemple, dans le département de la Grande-Anse, après le passage de l'ouragan Matthew, le diagnostic suivant a été réalisé :

> « Augmentation des cas de diarrhée aiguë à Fond Bayard, dans la commune de Carrefour Charles (Grand 'Anse). Les cas de malaria continuent d'augmenter dans le département. Aucun cas de diphtérie enregistré du 5 au 11 décembre. Les formations sur la prise en charge et le WASH pour le personnel des CTC sont en cours par l'OPS/OMS et la DSGA. Des évaluations sur la malnutrition ont été réalisées par L'UNICEF et FONDEF sur 5,760 enfants dans les communes de Dame Marie, Les Irois et Anse d'Hainault. Ils ont trouvé 12 cas de kwashiorkor (malnutrition aiguë en protéine et énergie), 136 cas de malnutrition aiguë sévère et 319 cas de malnutrition aiguë modérée. La DSGA planifie d'établir 3 unités de stabilisation nutritionnelle avec le soutien de partenaires comme l'UNICEF, MdM et FONDEF: une à l'Hôpital Saint-Antoine, une au centre de santé de Dame Marie et une à la *Haitian Health Foundation* à Jérémie. Des formations sur la prise en charge du choléra sur les enfants malnutris sera organisée par l'OPS/OMS et la DSGA » (OPS/OMS 2016).

À l'instar du secteur alimentaire, dans le domaine de la sécurité sanitaire, on trouve les mêmes types d'acteurs : des organismes de coopération bilatérale et multilatérale tels que l'OPS/OMS, le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), des ONG. Parmi les ONG, il existe un acteur important : Médecins sans frontières qui est une ONG multinationale œuvrant dans le

domaine de la santé en Haïti. C'est dans le cadre des réponses à apporter aux besoins humanitaires dans le domaine de la santé que MSF a commencé ses premiers projets en Haïti.

> « MSF a lancé ses premiers projets en Haïti en 1991 avec des programmes de réponses aux urgences lors de catastrophes naturelles ou de situations de crise politique. Le séisme de 2010 a détruit en quelques secondes 60% d'un système de santé qui dysfonctionnait. MSF a immédiatement mis sur pied l'une des plus grandes interventions d'urgence de son histoire, apportant des soins à 360.000 personnes pendant 10 mois ». (MSF 2016).

La sécurité sanitaire en Haïti, même en période normale, c'est-à-dire quand il n'y a pas de catastrophe d'origine, s'avère difficile. C'est encore pire suite au tremblement de terre, aux inondations et ouragans. Après les catastrophes de 2010, 2016 et 2018, en Haïti, l'insécurité sanitaire est aigue : « L'éventail d'offre médicale qui s'était accru significativement après le séisme est à nouveau faible suite au retrait de nombreuses ONG qui ont quitté Haïti quand les financements institutionnels de leurs projets ont pris fin. Les nombreux centres médicaux mis en place par les donateurs internationaux ne sont aujourd'hui plus en état de fonctionner correctement : en plus d'être en sous-effectif, le ministère de la Santé haïtien est financièrement incapable de couvrir leurs frais de fonctionnement et l'achat de médicaments et fournitures médicales » (MSF ibid.). Alors qu'en est-il de la sécurité environnementale ?

2.5.- Insécurité environnementale en Haïti

Il n'est un secret pour personne ayant visité ou vivant en Haïti que l'environnement du pays représente de plus en plus une menace pour ses habitants. Plusieurs facteurs se conjuguent pour justifier une telle évidence : le déboisement d'origine paysanne, l'occupation hors norme de certains espaces transformés quartiers précaires, la mauvaise gestion des déchets de toutes sortes, des constructions anarchiques.

Haïti figure parmi les états de la planète les plus vulnérables sur le plan de l'environnement. Selon une publication des groupes ProAct et URD, Haïti est un pays où l'on observe le non-respect des standards de traitement des déchets ; ce qui représente une menace pour la santé publique : «destruction des moyens de subsistance et déforestation résultant de la production de briques pour les opérations humanitaires au Darfour ; puits asséchés dus à des forages d'eau excessifs par les organisations humanitaires en Afghanistan ; moyens de subsistance détériorés au Sri Lanka suite au Tsunami en raison d'un approvisionnement excessif en bateaux de pêche et de l'épuisement des stocks de poissons ; non-respect des standards de traitement des déchets conduisant à une contamination environnementale En Haïti et à la plus grande épidémie de choléra de l'histoire récente. Ce sont des exemples qui illustrent la nécessité d'intervention des organisations de la société civile, notamment des organismes humanitaires pour défendre les droits des populations de vivre dans un environnement sécurisé

Selon l'Agence Américaine pour le développement international, en 2012, la couverture végétale du territoire était d'environ 2% (si l'on compte les cultures arborées, cela avoisinerait les 15%) (Noël, 2013). Du point de vue de certains spécialistes, « qu'Haïti représente une dépression au quadruple point de vue de la géomorphologie, de la climatologie, de la lithologie et de l'érosion. Autrement dit, les risques de désastres qu'encourt le pays, comme les tremblements de terre, les cyclones, les tempêtes tropicales, les glissements de terrain et les éboulements sont liés en grande partie à notre position géographique, notre topographie et notre histoire géologique » (Jeannia, 2017).

Outre le déboisement, il y a lieu de prendre en compte aussi les sous-secteurs de l'eau et de l'assainissement. Selon l'organisation des Nations-Unies pour l'enfance (UNICEF, de son sigle en anglais), Haïti fait face à plusieurs défis en termes d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. « 26% des Haïtiens n'ont pas accès à des sources d'eau améliorées (41% en milieu rural et 5% en milieu urbain), seulement 25% des ménages ont accès à une installation adéquate pour se laver les mains avec du savon. 25% des ménages pratiquent la défécation à l'air libre (36 % en milieu rural et 10 % en milieu urbain), 7 personnes sur 10 n'ont pas accès à un système d'assainissement amélioré[51] ».

Par rapport à l'accès à l'eau potable, il existe une grande disparité au sein de la population haïtienne. Des données publiées par la banque mondiale révèlent que 25% des haïtiens accèdent à l'eau par l'intermédiaire du secteur privé. Dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, ce pourcentage serait encore plus élevé où il a atteint les 57%. Selon la Banque Mondiale, les dépenses en eau par ménage représentent 15% de leurs dépenses annuelles (BM, 2019). En termes de disparité dans l'accès à l'eau potable, elle est observable entre les départements géographiques du pays « avec des accès à l'eau situés entre 28% dans la Grande-Anse et 52% dans le Sud et le Centre. Celle-ci est encore plus marquée entre les sections communales. Dans l'Artibonite les taux d'accès varient de 7% à 74%, et dans la Grande Anse de 0% à 55% » (BM, ibid.)[52].

2.6.- Problématique de la sécurité personnelle et communautaire en Haïti

La sécurité personnelle, en Haïti, n'est pas garantie. Qu'il s'agisse de personnes à mobilité réduite (handicapés, femmes enceintes, personnes âgées), des individus vivant sans handicap quelconque, ils ne sont pas en sécurité dans le pays. En milieu urbain, dans les périphéries urbaines chefs-lieux de département, des gangs armés font régner la terreur en perpétrant des

[51] https://www.unicef.org/haiti/french/wes.html site consulté le 24 avril 2019

[52] Banque mondiale (2019). Communiqué de presse. Haïti : L'accès à la l'eau potable et à l'assainissement, un investissement clé dans le capital humain. Disponible en ligne au https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2019/01/29/haiti-lacces-a-la-leau-potable-et-a-lassainissement-un-investissement-cle-dans-le-capital-humain site consulté le 24 avril 2019

massacres, en violant et en dépouillant des particuliers de ce qu'ils possèdent[53]. Dans les principales villes du pays, notamment à Port-au-Prince, au Cap-Haïtien et aux Gonaïves, des groupes armés sèment la terreur dans les rues contre des particuliers et dans des quartiers populaires. Cette situation est très menaçante pour les ménages. Il s'agit de l'insécurité manifestée sous son aspect physique.

Le milieu rural n'en est pas épargné non plus. Des délinquants volent le bétail des paysans et des produits de leur jardin. La prolifération des armes illégales pénètre de plus en plus la campagne. Dans la vallée de l'Artibonite, par exemple, des groupes armés rançonnent les planteurs au moment des récoltes. Les conflits terriens représentent une menace pour la sécurité des individus à cause de l'insécurité foncière. Cette situation devient plus préoccupante en période de catastrophe d'origine naturelle. Des illégaux envahissent les maisons de particuliers qui prennent refuge dans les centres d'hébergement de la protection civile. Souvent, il arrive que les individus refusent de se déplacer pour prendre refuge dans un centre craignant que les délinquants emportent ce qu'ils possèdent.

En ville, notamment à Port-au-Prince, on parle d'insécurité foncière :« des individus ayant en leur possession des titres de propriété vieilles de plusieurs dizaines d'années réclament des terres ayant appartenu à leurs aïeux. Des magistrats rendent des jugements ou émettent des ordonnances sur des portions de propriété énormes qui ainsi, n'auraient jamais été vendues[54] »

La sécurité personnelle et collective concerne également les femmes au moment des catastrophes. Non seulement les femmes enceintes mais aussi les jeunes filles qui risquent de se faire violer. Même dans les centres d'hébergement, elles ne sont pas toujours à l'abri des agressions sexuelles,. L'absence d'électricité ou les rationnements profitent aux agresseurs autant au moment qu'après des catastrophes.

Les infrastructures physiques et la circulation des véhicules compromettent davantage la sécurité des individus. En milieu rural, rares sont les rivières disposant d'un pont pour favoriser le passage des individus et du bétail. Souvent des personnes sont emportées par les crues des eaux ainsi que des animaux. Les routes sont quasi inexistantes. Celles que les paysans pourraient emprunter pour échapper aux catastrophes sont glissantes, dangereuses au moment des catastrophes (inondations, ouragans). La campagne, au moment des catastrophes devient une prison pour les paysans jusqu'à ce que tout soit revenu au calme.

---

[53] Selon un rapport du Réseau National de défense des droits humains (RNDDH), du 1er au 14 novembre 2018 un groupe armé du quartier Nancharbon dirigé par un certain Serge Alexis, dit Ti Junior a réalisé une incursion à La Saline causant les dégâts suivants : 4 femmes violées, 38 personnes tuées dont certaines par balles, d'autres à coups de machettes transportées et jetées en pâture aux porcs, plusieurs dizaines de maisons brûlées ou saccagées. Aujourd'hui encore, les habitants de cette zone se sentent menacés puisque le chef de gang n'habite pas loin.

[54] RNDDH (2018). *Situation générale des droits humains dans le pays au cours de la première année du gouvernement Moïse-Lafontant*

En milieu urbain, même s'il y a pont et chaussées, le drainage est souvent de mauvaise qualité, ce qui facilite l'invasion des maisons par les eaux pluviales. Dans beaucoup de villes les égouts sont à ciel ouvert. Alors la circulation est dangereuse autant pour les personnes à mobilité réduite que pour d'autres citoyens sans handicap. La circulation des taxi-moto est une menace sérieuse pour tout le monde. Les vieillards, malvoyants, et non-voyants ne peuvent pas circuler dans les rues, seuls, au risque de se faire renverser par des véhicules à moteur notamment des motocyclettes, puisqu'il n'y a pas de feu de signalisation dans les rues.

L'insécurité routière représente une sérieuse menace pour la sécurité des individus. Selon le RNDDH, « de février 2017 à février 2018, plusieurs accidents de la route sont enregistrés, provoquant le décès d'au moins soixante-neuf personnes ». C'est au niveau du département de l'Artibonite que l'insécurité routière tue le plus de personnes : 57 morts et 31 blessés rien qu'en une année. Le tableau suivant permet de se faire une idée de la problématique de l'insécurité routière dans le pays.

Tableau 3: Cas d'accidents mortels survenus au cours de la période de 2017 à février 2018 sur le territoire national

Dates	Lieu	Nombre de morts	Types d'accident
12 mars 2017	Gonaïves	38	Accident de la circulation
25 avril 2017	Cayes	1 adolescent	Accident de la route
10 juillet 2017	Saint-Louis-du-sud	4	Accident de la route
22 aout 2017	Aux Poteaux (Artibonite)	13	Accident de la route
15 Aout 2017	Chambellan (Grand'Anse)	3 morts et 9 blessés	Accident de la route
21 aout 2017	Gonaïves	1	Accident de la circulation
14 septembre 2017	Pont Sondé	3 morts et 13 blessés	Accident de la circulation
18 octobre 2017	Cayes	7	Accident de la route
25 décembre 2017	K-Soleil (Gonaïves)	2 et 18 blessés	Accident de la circulation
24 décembre 2017	Ville de Jacmel	4 et plusieurs blessés	Accident de la circulation
28 décembre 2017	Port-au-Prince	1	Accident de la circulation

Source GDG 2018 à partir de sources combinées

En synthèse, ces six dimensions de la sécurité humaine en Haïti à savoir la sécurité économique, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire, la sécurité environnementale, la sécurité personnelle et communautaire posent problème. La majorité de la population haïtienne se trouve en situation d'insécurité alimentaire, le pays arrive à peine à produire 40% des demandes de la population relatives à la consommation alimentaire. En période de catastrophe d'origine naturelle, la situation est encore pire. C'est pareil, en ce qui concerne la sécurité sanitaire, le personnel de santé, les hôpitaux et centres de santé ne suffisent pas pour répondre à la demande de santé. Suite aux trois grandes catastrophes d'origine naturelle qu'a connue le pays de 2010 à 2018, les structures sanitaires se sont détériorées, et la population haïtienne, dans sa grande majorité se trouve fortement exposée à des problèmes de santé de toutes sortes. Sur le plan environnemental, dans la région, Haïti est le pays le déboisé avec une couverture forestière de seulement 2% de son territoire tandis qu'elle est de 47% en République Dominicaine. En termes d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, la population se trouve dans une situation très grave, l'État ne pouvant pas répondre aux demandes de la population. A Port-au-Prince plus de 57% de la population dépendent du secteur privé pour satisfaire ses besoins en eau. Sur le plan national, le pourcentage est de 25%. L'insécurité environnementale a des incidences sur la sécurité personnelle et communautaire. À cause de la vulnérabilité environnementale, des vies sont menacées dans des maisons construites au flanc des collines ou dans le lit des rivières. Ainsi, au moment des catastrophes d'origine naturelle, des vies sont menacées, des infrastructures routières sont détruites, ce qui complique les déplacements de population pour les placer dans des abris sûrs. Outre l'aspect environnemental associé à la sécurité des vies et des biens, il y a lieu de mentionner aussi la circulation en milieu urbain et la sécurité routière : les haïtiens meurent par centaine chaque année à cause de ce phénomène. Enfin la sécurité économique de la population est compromise à cause de la vulnérabilité environnementale du pays. On est comme dans un cercle vicieux d'insécurité où peu importe les efforts enclenchés pour relancer les activités économiques ; à n'importe quel moment, des inondations et des ouragans peuvent tout emporter.

DEUXIEME PARTIE

LA SECURITE HUMAINE DANS LE NORD, LE NORD'EST, LE NORD-OUEST, LA GRAND'ANSE ET LE SUD: RESULTATS DE L'ENQUETE

CHAPITRE III

PROFIL SOCIOÉCONOMIQUE DES PERSONNES ENQUÊTÉES

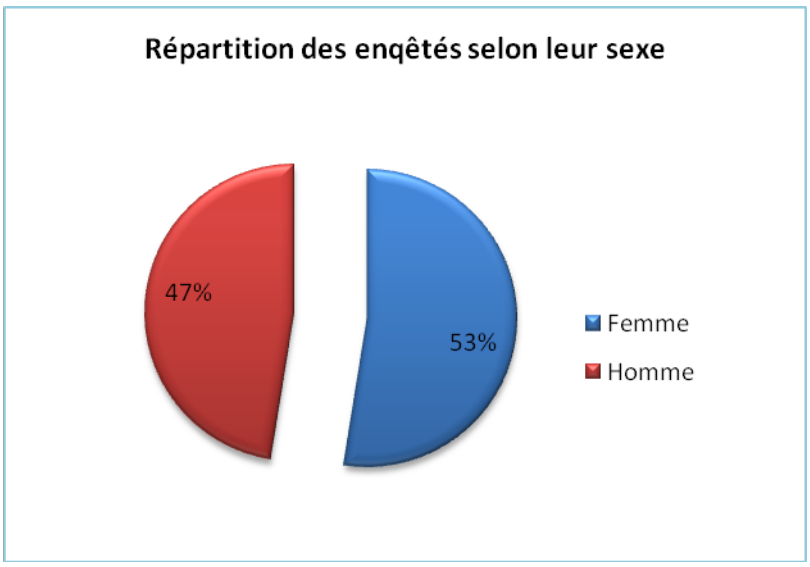
3.1.- Répartition des personnes enquêtées selon le sexe

La réalisation de la présente étude a permis de toucher au total 30 personnes à travers des entrevues semi structurées. L'enquête qualitative a permis de réaliser 20 focus group qui ont regroupé 210 personnes. Sur les vingt (20) focus group, cinq ont été réalisé exclusivement avec des femmes, cinq (5) exclusivement avec des hommes, dix (10) autres mixtes.

L'enquête quantitative a permis de toucher 634 personnes dont 333 femmes, soit un pourcentage de 52.5% et 301 hommes soit un pourcentage de 47.5%. Le critère de sélection d'au moins 30% de femmes qui a été fixé dans le cadre de cette étude a donc été largement dépassé dans tous les 5 départements de l'étude.

Le pourcentage de femmes enquêtées est le plus élevé dans le département de la Grand 'Anse (58.7%) alors que le département du Nord'Est est le département avec le plus grand nombre d'enquêtés de sexe masculin soit de 50.8%.

Figure 1: Répartition des enquêtés selon leur sexe

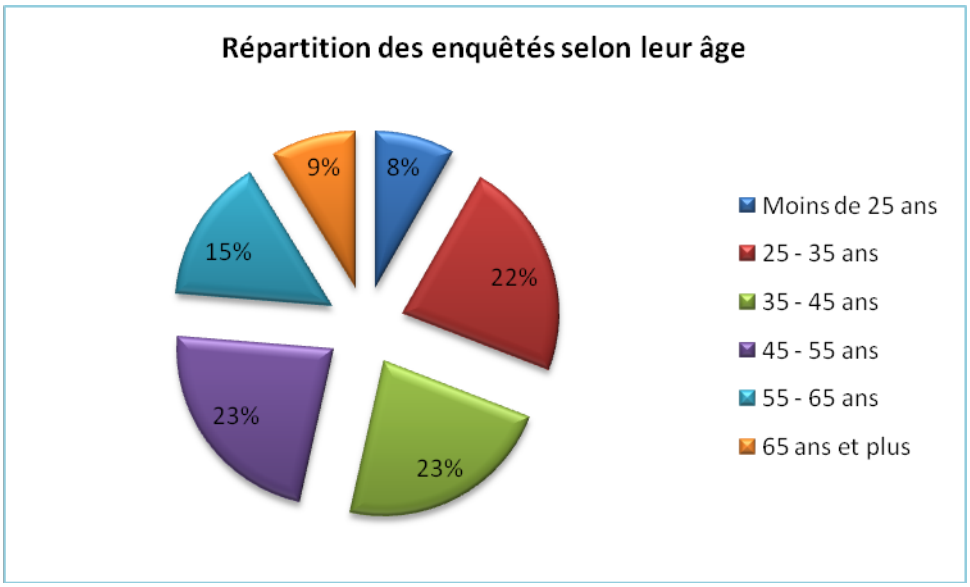


Source : GDG, Mars 2019

3.2.- Répartition des enquêtés selon leur âge

L'analyse du tableau ci-dessous permet de constater que la majorité des enquêtés se situent dans la tranche d'âge de 45-55 ans soit 22.8% alors que la tranche d'âge avec le moins d'enquêté est celle des personnes de moins de 25 ans qui représentent seulement 8.3% des enquêtés. L'âge moyen des enquêtés est de 44 ans. L'âge médian qui divise la population en deux parts égales montre que 50% de la population avait moins de 42 ans.

Figure 2: Tranche d'âge des personnes enquêtées



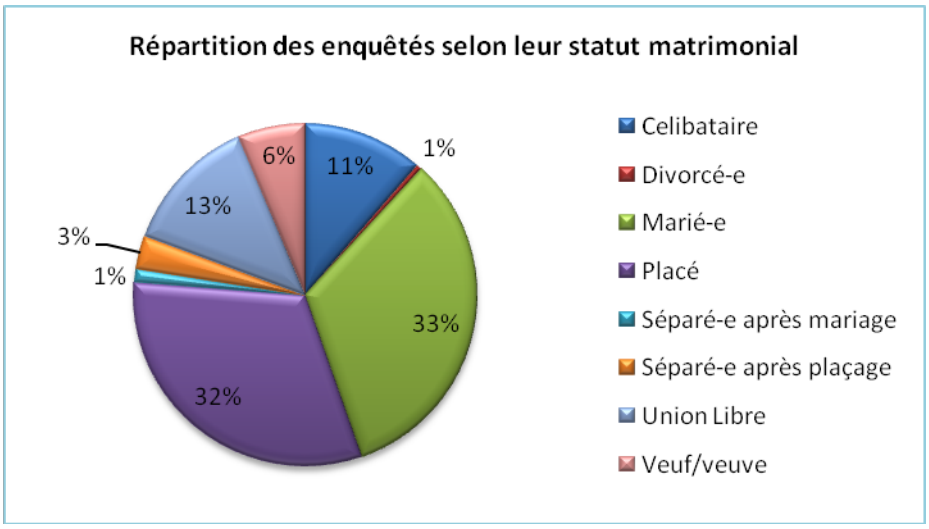
Source : GDG, Mars 2019

3.3.- Répartition des enquêtés selon leur statut matrimonial

Nous observons que parmi les enquêtés, plus de 30% des personnes enquêtées sont mariées (32.8%). Le pourcentage d'enquêtés vivant en concubinage est de 31.5% donc 64.3% des enquêtés sont soit mariés ou vivent en concubinage. La proportion des célibataires est faible et ceux-ci en témoigne la proportion de 11.4%. La proportion de personnes divorcées est le plus faible et n'atteint même pas 1% (0.5%).

C'est dans le département du Nord-Ouest que l'on retrouve le taux de personne marié le plus élevé parmi les enquêtés soit 43.8% alors que c'est dans le département de la Grand'Anse que la proportion de personnes mariées est la plus faible soit de 25.6%.

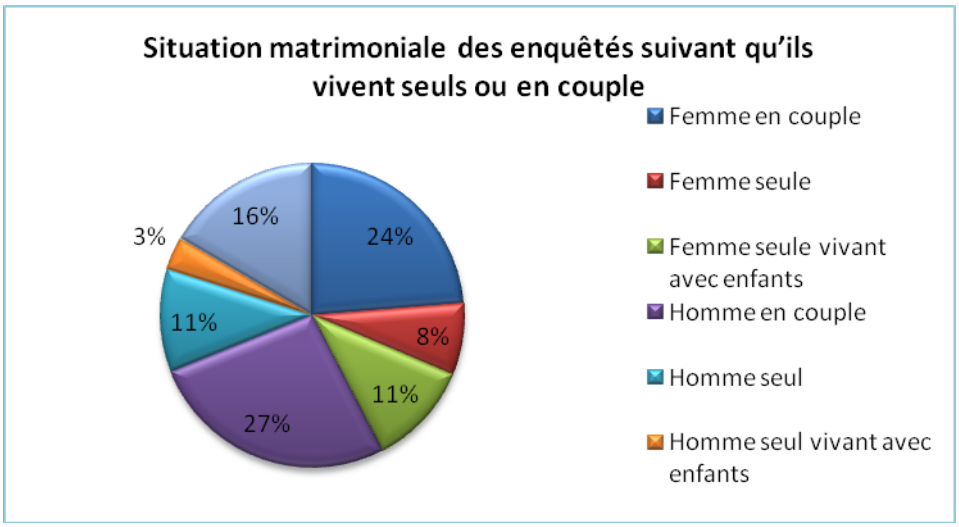
Figure 3: Répartition des enquêtés selon leur statut matrimonial



Source : GDG, Mars 2019

Selon le tableau ci-après, plus de 25% des personnes enquêtés sont des hommes vivant en couple, soit 26.6% et plus de 20% sont des femmes vivant en couple soit 23.7%. C'est dans le département de la Grand-Anse qu'il y a le pourcentage de femmes enquêtées vivant en couple le plus élevé soit 30% alors que c'est dans le département du Nord-Ouest qu'il y a le pourcentage d'hommes enquêtés vivant en couple le plus élevé soit 41.3%.
Il y a lieu aussi de remarquer que 11% des enquêtées sont des femmes seules vivant avec enfants et que 22.2% des enquêtés du département du Nord-Ouest sont des femmes seules vivant avec enfants.

Figure 4: Situation matrimoniale des enquêtés suivant qu'ils vivent seuls ou en couple

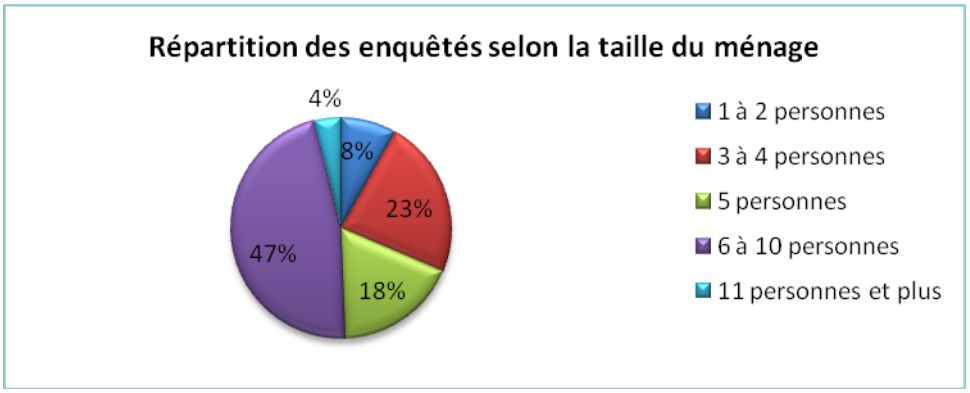


Source : GDG, Mars 2019

3.4.- Répartition des enquêtés suivant la taille des ménages

La zone d'étude est caractérisée par des ménages avec une taille très importante. 46.7% des personnes enquêtées font partie des ménages dont la taille est comprise entre 6 à 10 personnes. Viennent en deuxième position les ménages constitués de 3 à 4 personnes qui représentent 23.2% des enquêtés. 57.4% des enquêtés dans département du Sud appartiennent à des ménages constitués entre 6 à 10 personnes.

Figure 5:Répartition des enquêtés selon la taille des ménages

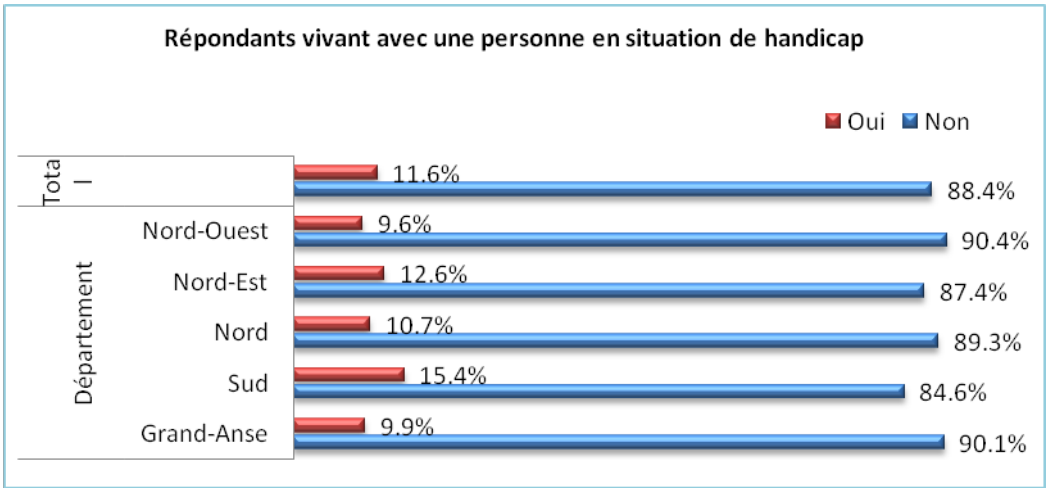


Source : GDG, Mars 2019

3.5.- Répartition suivant que le répondant vit avec une personne en situation de handicap

Le fait de vivre sous le même toit avec une personne en situation de handicap permet d'avoir une idée de la vulnérabilité des personnes en situation de handicap aux catastrophes naturelles et leur impact sur la sécurité humaine. 11.6% des personnes enquêtés ont déclaré vivre avec des personnes en situation de handicap. Les départements du Sud et du Nord'Est avec respectivement 15.4% et 12.6% sont ceux avec la proportion de répondants vivant avec des personnes en situation de handicap le plus élevé.

Figure 6: Répartition suivant que le répondant vit avec une personne en situation de handicap

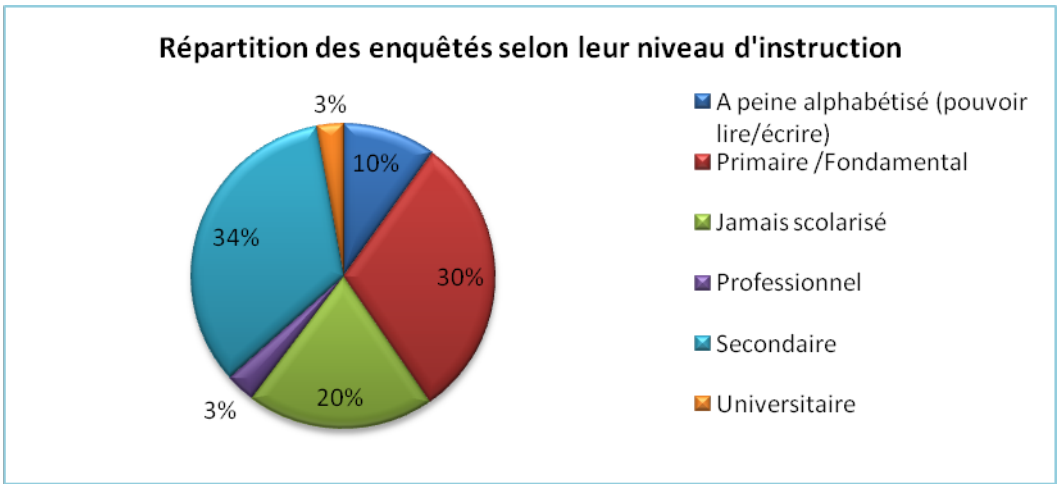


Source : GDG, Mars 2019.

3.6.- Niveau d'instruction

L'analyse a permis d'observer que la majorité des personnes enquêtées, soit 33.8% ont déclaré avoir atteint le niveau secondaire. 30.4% des enquêtés ont atteint le niveau primaire. 19.9% des enquêtés ont déclaré n'avoir pas été scolarisé. Donc, l'analphabétisme touche une proportion considérable des enquêtés. C'est dans le département du Sud qu'il y a le taux le plus élevé de personnes ayant atteint le niveau secondaire soit 42.6 % parmi les enquêtés.

Figure 7:Répartition des enquêtés par niveau d'instruction



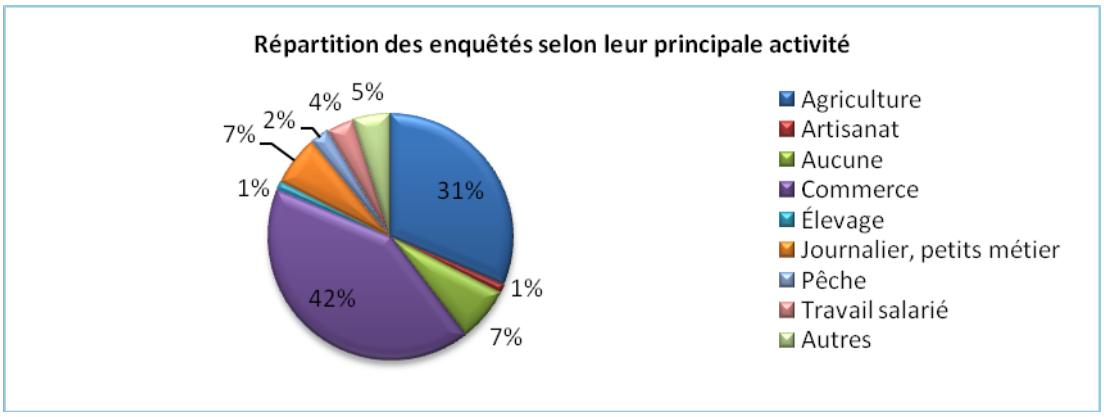
Source : GDG, Mars 2019

3.7.- Secteurs d'activité des personnes enquêtés

Les activités des répondants sont dominées par le commerce et l'agriculture. Les enquêtés ont donc confirmé qu'ils sont commerçants dans 41.6% des cas. L'agriculture est en seconde position car un total de 31.4% des enquêtés ont déclaré qu'ils sont des agriculteurs (Figure 8).

Lorsqu'on considère les informations dans les départements, on constate que le petit commerce affiche un taux supérieur à 50% dans les départements du Nord'Est (50.8%) et du Nord-Ouest (56.3%).

Figure 8: Répartition des enquêtés selon leur principale activités



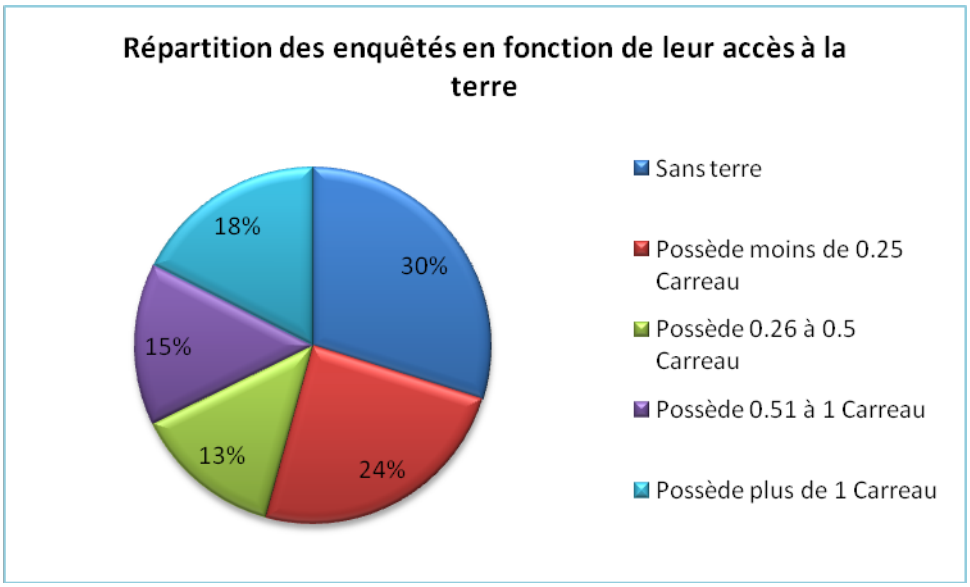
Source : GDG, Mars 2019

3.8.- Analyse du niveau de vulnérabilité économique des personnes enquêtées

3.8.1.- Répartition des enquêtés en fonction de leur accès à la terre

L'analyse des informations sur l'accès à la terre renseigne un peu plus sur la vulnérabilité économique des ménages enquêtés car plus on est pauvre moins on a accès à la propriété foncière. Selon le tableau ci-dessous, plus de 29.8% des enquêtés n'ont pas accès à la terre, 24.5% possèdent moins de 0.25 Carreau et 17.5% ont une superficie de terre supérieure à 1 Carreau. Si on analyse les informations entre les départements on constate que c'est dans le Nord que la proportion de personnes n'ayant pas accès à la terre est le plus élevé soit un taux de 53.8%.C'est dans le Sud qu'on a la proportion d'enquêtés ayant accès à une superficie de moins de 0,25 carreau soit 43.2% des personnes enquêtées. Donc, dans l'ensemble, la majeure partie des personnes enquêtées sont soit sans terre ou ont une faible superficie de terre (moins de 0.25 Carreau).

Figure 9:Répartition des enquêtés en fonction de leur accès à la terre

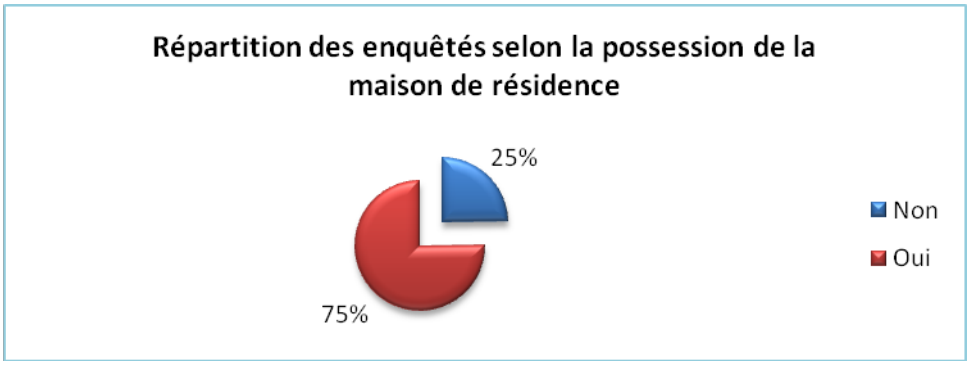


Source : GDG, Mars 2019

3.8.2.- Répartition des enquêtés en fonction qu'ils sont propriétaires ou non de leur maison

La grande majorité (75.2%) des répondants dit occuper l'espace où ils se trouvent à titre de propriétaire. Dans le département du Sud 86% des enquêtés sont propriétaires de leurs maisons, soit le taux le plus élevé parmi les 5 départements. C'est dans le département du Nord qu'il est relevé le moins de propriétaires, seulement 55.5% des enquêtés ont confirmé qu'ils sont propriétaires de leurs maisons.

Figure 10: Répartition des enquêtés en fonction qu'ils sont propriétaires ou non de leur résidence



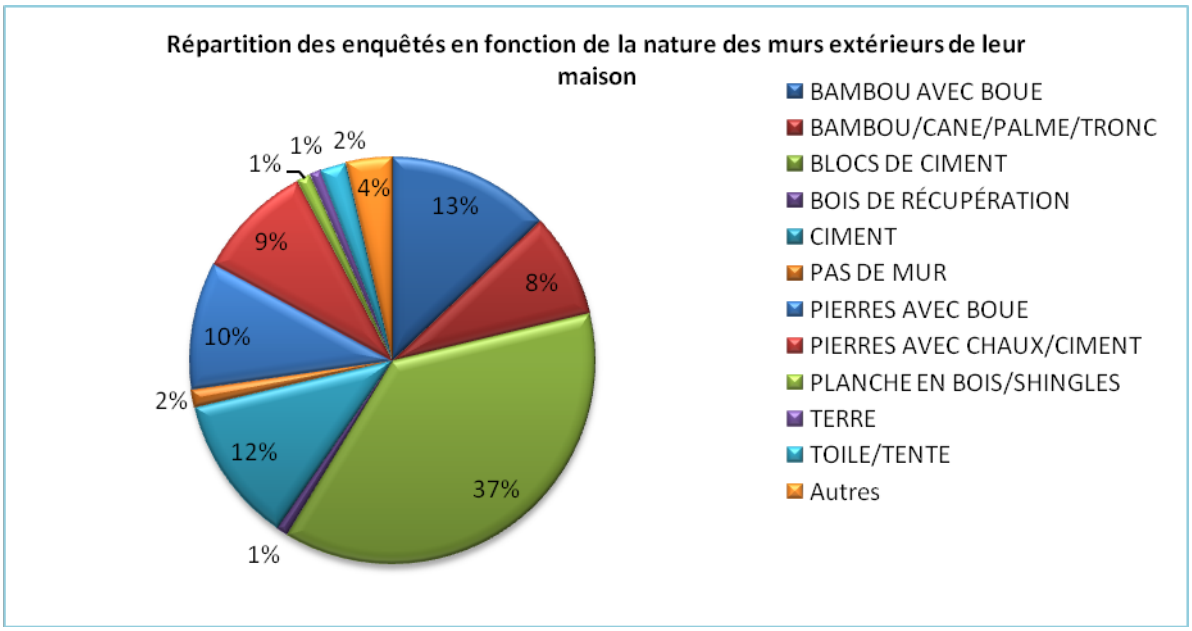
Source : GDG, Mars 2019

3.8.3.- Répartition des enquêtés en fonction de la nature des murs extérieurs des maisons

Normalement la nature des murs extérieurs donne une idée sur la vulnérabilité de cette maison aux risques de catastrophes naturelles. Le pourcentage de maisons dont les murs extérieurs sont

en blocs de ciments est de loin le plus important dans les 5 départements car 37.4% des personnes enquêtées habitent dans des maisons avec des murs extérieurs en bloc de ciment. Les 62.6% des autres enquêtés sont logées dans des maisons dont les murs sont faits avec des matériels trouvés sous place (bambou. boue, terre, bois de récupération, pierre, etc…). Dans le département du Nord, le pourcentage des personnes enquêtées vivant dans une maison avec murs extérieurs en blocs de ciment est de 53.6%, ceux de la Grand-Anse et du Nord-Ouest sont respectivement de 44.6% et de 40.6%.

Figure 11: Répartition des enquêtés en fonction de la nature des murs extérieurs des maisons

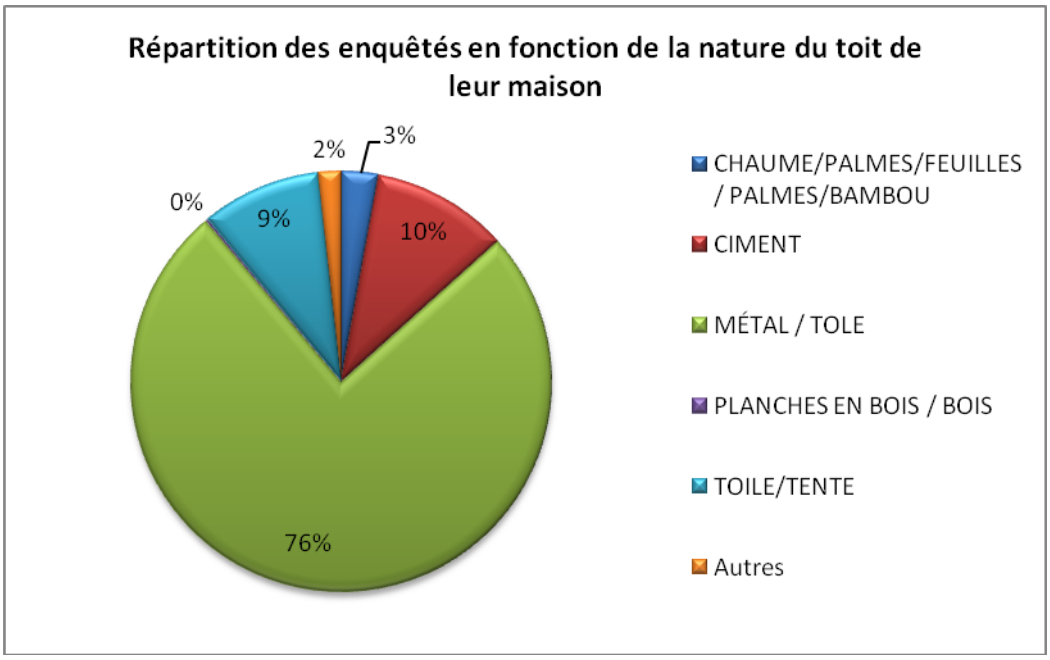


Source : GDG, Mars 2019

3.8.3.- Répartition des enquêtés en fonction de la nature du toit de leurs maisons

Près de 75.6% des maisons des enquêtés sont recouvertes de tôle et que 10.5% sont recouvertes de béton. Dans le département du Nord'Est, 88.3% des enquêtés vivent dans des maisons recouvertes de tôles, soit la proportion la plus élevée suivie de la Grand-Anse (86.8%) et du Sud (78.3%).

Figure 12: Répartition des enquêtés en fonction de la nature du toit de leurs maisons



Source : GDG, Mars 2019.

CHAPITRE IV
RISQUES DE CATASTROPHES D'ORIGINE NATURELLE

4.1.- Identification des risques d'origine naturelle

4.1.1.- Niveau de connaissance des risques de catastrophes d'origine naturelle

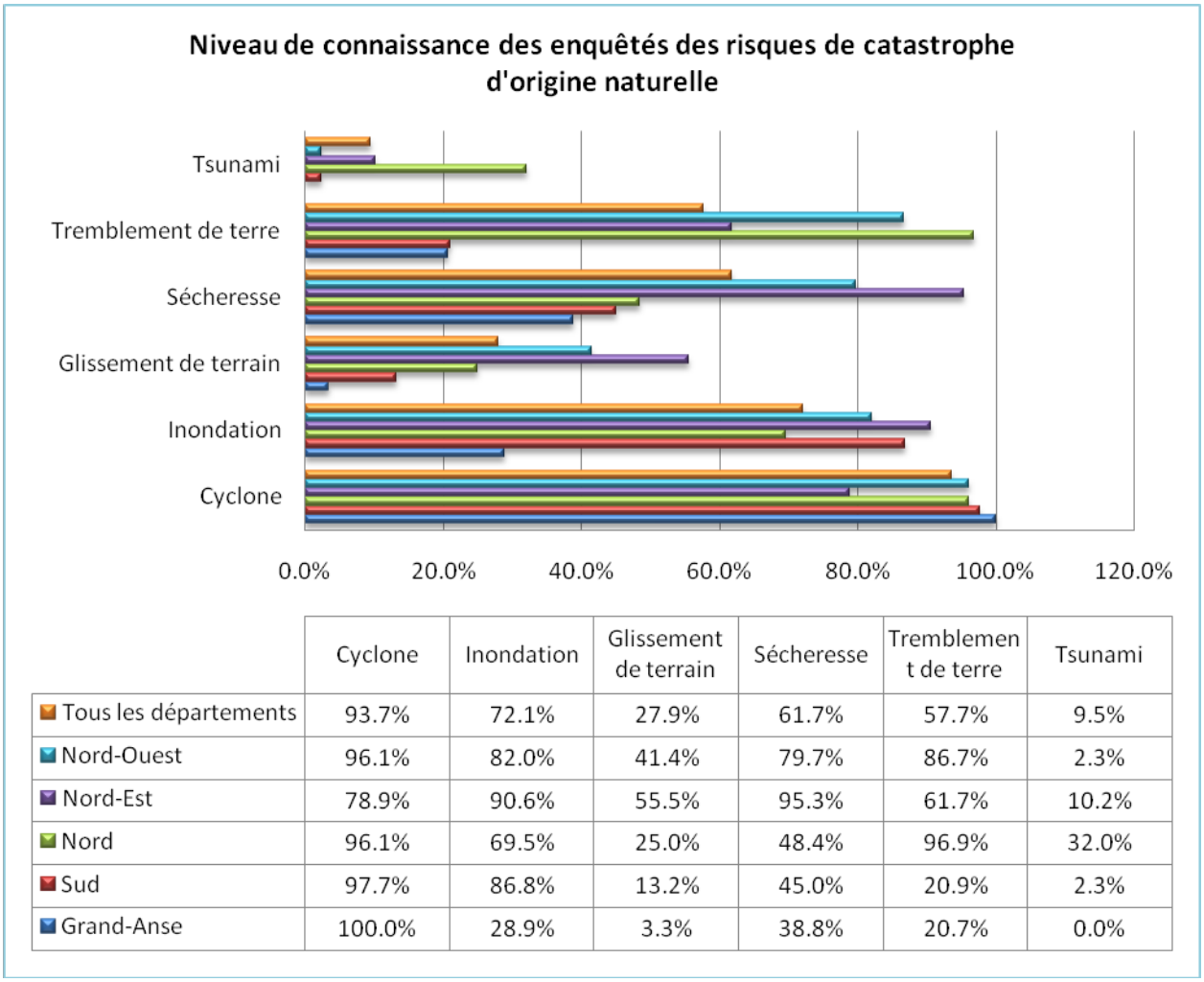
Le risque de catastrophes d'origine naturelle le plus connu, selon les enquêtés, est le cyclone. Ce risque est connu par plus de 90% des enquêtés (soit 93.7%). Le taux de réponse en rapport à sa connaissance dépasse les 90% sauf au niveau du Nord'Est où il est de 78.9%. À noter que tous les enquêtés du département de la Grand-Anse connaissent le cyclone, ce qui peut être expliqué par le passage du cyclone Matthew en Octobre 2016.

Le risque d'inondation vient en deuxième position car plus de 72.1% des enquêtés déclarent avoir une connaissance de ce type de risque dans l'ensemble des 5 départements. Le risque d'inondation est connu à plus de 80% dans les départements du Nord'Est (90.6%), du Sud (86.8%) et du Nord-Ouest (82%).

En troisième position, le risque le plus connu est la sécheresse car 61.7% des enquêtés déclarent avoir une connaissance de ce risque. Les enquêtés des départements du Nord'Est et du Nord-Ouest ont une très bonne connaissance de la sécheresse soit à des taux respectifs de 95.3% et 79.7%. Cela est dû à la fréquence des cas de sécheresse que connaissent ces départements.

Le risque de tremblement de terre vient en quatrième position soit un taux de 57.7% des enquêtés. Le risque de tremblement de terre est connu à 96.6% et 86.7% par les personnes enquêtées respectivement des départements du Nord et du Nord-Ouest. Cela peut s'expliquer pour le premier par les interventions des organismes publics ou de la société civile (ONG, OI, etc…) dans des projets de sensibilisation et d'éducation sur les risques sismiques et pour le second par le récent séisme d'Octobre 2018 ayant affecté les populations de ces départements.

Figure 13:Niveau de connaissance des enquêtés des risques de catastrophe d'origine naturelle



	Cyclone	Inondation	Glissement de terrain	Sécheresse	Tremblement de terre	Tsunami
Tous les départements	93.7%	72.1%	27.9%	61.7%	57.7%	9.5%
Nord-Ouest	96.1%	82.0%	41.4%	79.7%	86.7%	2.3%
Nord-Est	78.9%	90.6%	55.5%	95.3%	61.7%	10.2%
Nord	96.1%	69.5%	25.0%	48.4%	96.9%	32.0%
Sud	97.7%	86.8%	13.2%	45.0%	20.9%	2.3%
Grand-Anse	100.0%	28.9%	3.3%	38.8%	20.7%	0.0%

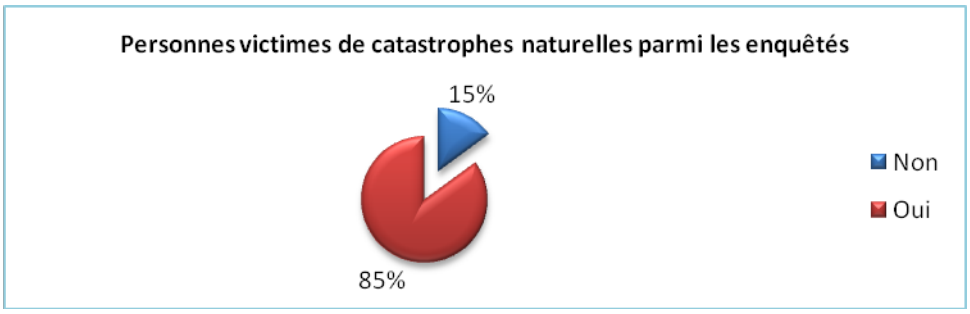
Source : GDG, Mars 2019

4.1.2 Personnes victimes des catastrophes naturelles

Sur l'ensemble des départements, 85% des enquêtés ont été personnellement victimes d'un évènement lié aux catastrophes naturelles. Tous les enquêtés des départements du Sud et de la Grand-Anse l'ont été, ce qui peut s'expliquer, entre autres, par le passage récent du cyclone Matthew dans le Grand Sud.

Par contre, dans les départements du Nord, du Nord'Est et du Nord-Ouest, respectivement 61.7%, 11.7% et 0.8% des enquêtés ont déclaré qu'ils n'ont pas été victimes personnellement des catastrophes naturelles.

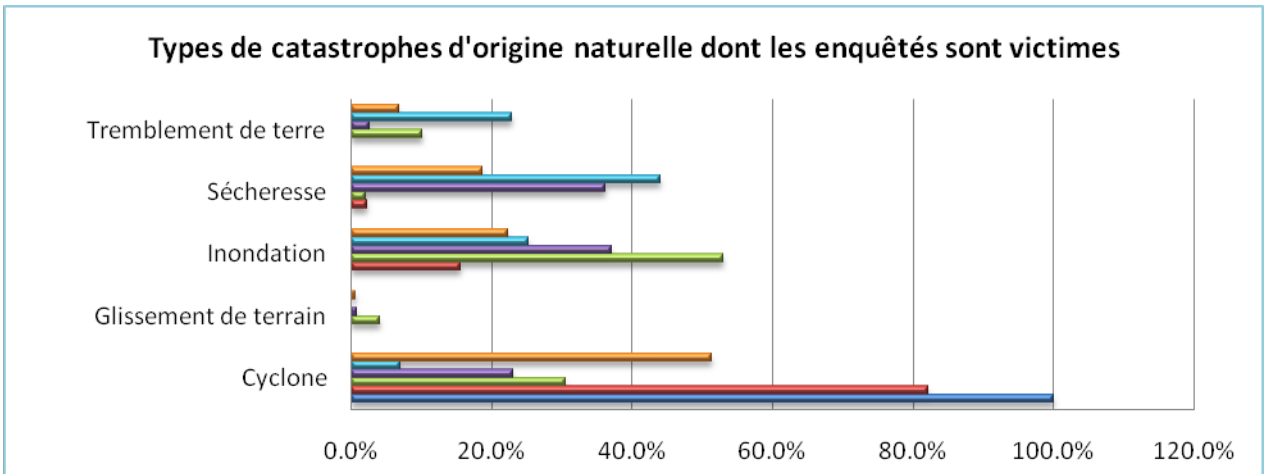
Figure 14:Personnes victimes de catastrophe naturelle parmi les enquêtés



Source : GDG, Mars 2019

Le cyclone est le phénomène naturel qui a frappé le plus dans l'ensemble des départements selon 51.4% des personnes interviewées. Tous les enquêtés de la Grand-Anse ont identifié le cyclone comme étant le phénomène naturel le plus frappant. Le phénomène qui frappe dans les départements du Nord et Nord'Est sont les inondations selon 53.1 % et 37.2 % des personnes enquêtées dans ces 2 départements. Par ailleurs, la sécheresse est le phénomène d'origine naturelle qui frappe le plus dans le département du Nord-Ouest selon 44.1% des enquêtés de ce département.

Figure 15:Types de catastrophes d'origine naturelle dont les enquêtés sont victimes

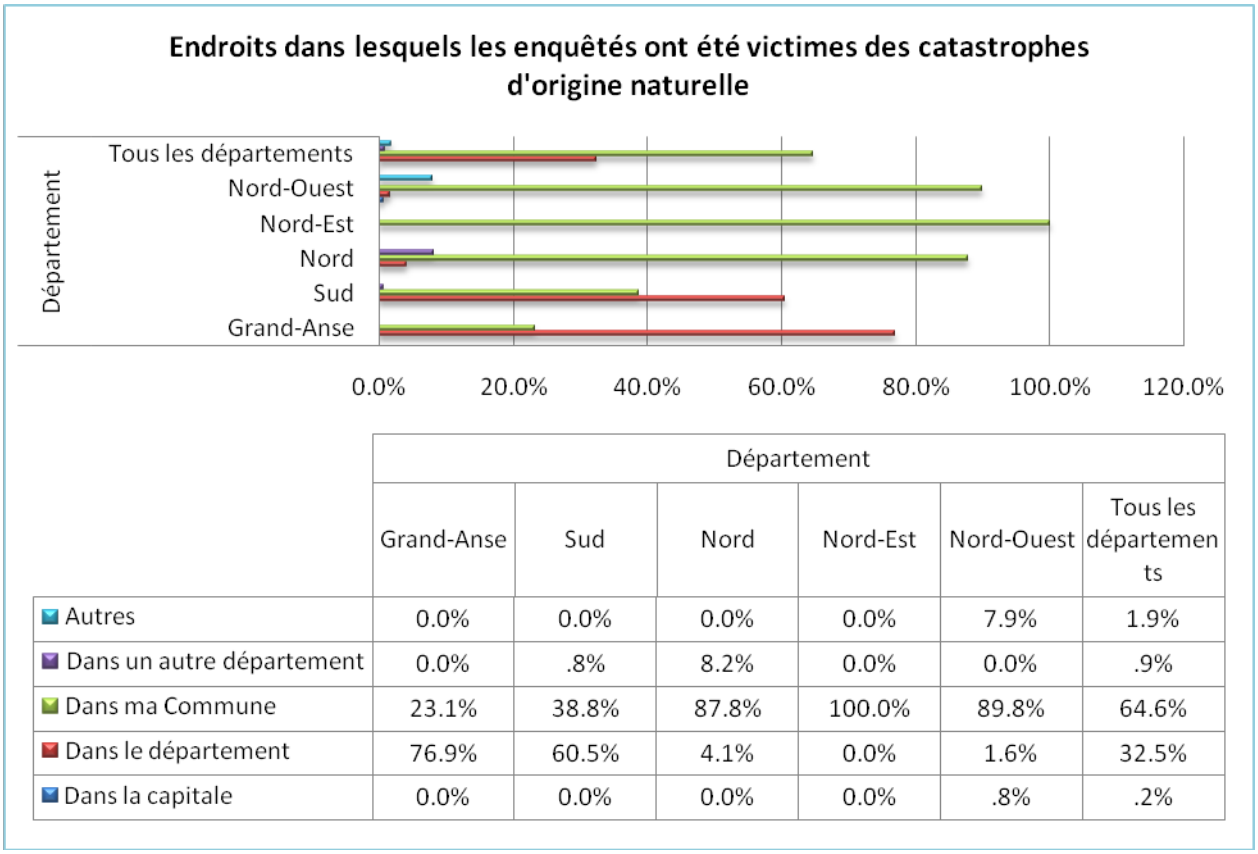


	Cyclone	Glissement de terrain	Inondation	Sécheresse	Tremblement de terre
Tous les départements	51.4%	.6%	22.3%	18.7%	6.9%
Département Nord-Ouest	7.1%	0.0%	25.2%	44.1%	22.8%
Département Nord-Est	23.0%	.9%	37.2%	36.3%	2.7%
Département Nord	30.6%	4.1%	53.1%	2.0%	10.2%
Département Sud	82.2%	0.0%	15.5%	2.3%	0.0%
Département Grand-Anse	100.0%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%

Source : GDG, Mars 2019

Plus de 97% des personnes enquêtées (soit 97.1%) ont vécu ces catastrophes naturelles dans leur département dont près de 65% (64.6%) d'entre eux dans leur commune d'origine. Tous les répondants (100%) du département du Nord'Est ont vécu ces catastrophes naturelles dans leur commune respective. Il en est de même pour plus de 87% enquêtés des départements du Nord (87.8%) et Nord-Ouest (89.8%).

Figure 16: Endroits dans lesquels les enquêtés ont été victimes de ces catastrophes d'origine naturelle



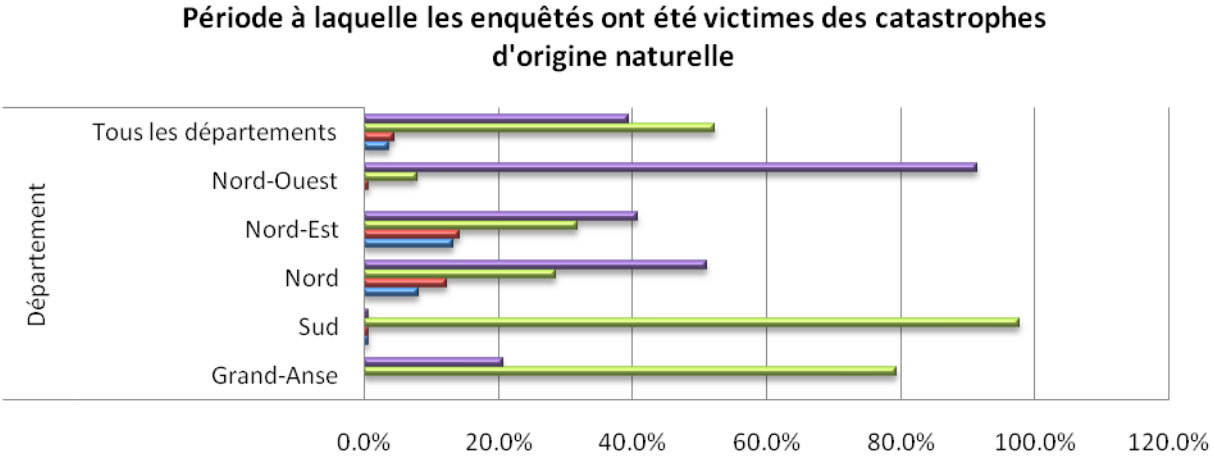
	Département					
	Grand-Anse	Sud	Nord	Nord-Est	Nord-Ouest	Tous les départements
Autres	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	7.9%	1.9%
Dans un autre département	0.0%	.8%	8.2%	0.0%	0.0%	.9%
Dans ma Commune	23.1%	38.8%	87.8%	100.0%	89.8%	64.6%
Dans le département	76.9%	60.5%	4.1%	0.0%	1.6%	32.5%
Dans la capitale	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	.8%	.2%

Source : GDG, Mars 2019

Selon la figure ci-dessous, les catastrophes d'origine naturelle dont ont été victimes les enquêtés se sont produites entre 2016-2019 selon 91% des personnes enquêtés (52.3% en 2016 et 39.5% entre 2017 et 2019).

Ces catastrophes naturelles se sont produites dans les départements de la Grand-Anse et du Sud en 2016 selon respectivement 79.3% et 97.7% des enquêtés. Quant aux enquêtés du Nord-Ouest, 91.3% d'entre eux s'accordent à dire que ces catastrophes ont survenu pendant la période 2017-2019. Il y a lieu de rappeler que le tremblement de terre qui avait affecté les populations du département est survenu en 2018.

Figure 17:Période à laquelle les enquêtés ont été victimes de ces catastrophes d'origine naturelle



	Département					
	Grand-Anse	Sud	Nord	Nord-Est	Nord-Ouest	Tous les départements
2017-2019	20.7%	.8%	51.0%	40.7%	91.3%	39.5%
2016	79.3%	97.7%	28.6%	31.9%	7.9%	52.3%
2011 - 2015	0.0%	.8%	12.2%	14.2%	.8%	4.5%
Avant 2011	0.0%	.8%	8.2%	13.3%	0.0%	3.7%

Source : GDG, Mars 2019

4.2.- Risque majeur identifié

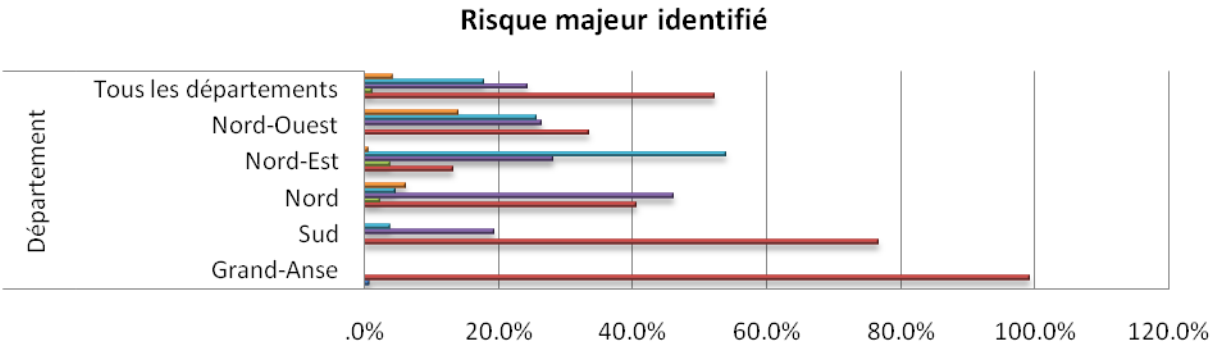
4.2.1.- Identification du risque majeur

Sur l'ensemble des départements, plus de 50% des enquêtés identifient le cyclone comme le premier risque majeur pouvant causer des dommages ou des souffrances à la vie de la personne, à sa famille ou à ses biens. Viennent ensuite l'inondation et la sécheresse avec des taux respectifs de 24 % et 17%.

Les pourcentages d'enquêtés ayant identifié le cyclone comme risque majeur se trouvent dans les départements de la Grand-Anse et du Sud avec des taux respectifs de 99.2% et de 76.7%, ce qui peut expliquer par les cyclones récurrents ayant frappés le département du Sud et notamment Matthew qui ravagé ces deux (2) départements au cours de l'année 2016. Il y a lieu de noter : a) qu'aucune personne enquêtée dans le département de la Grand-Anse n'a identifié les autres risques comme étant majeur ; b) Aucune personne enquêtée dans les départements du Sud et de la Grand-Anse n'a identifié les risques de sécheresse et de tremblement de terre comme étant majeur.

Plus de 45 % des répondants (soit 46.1%) dans le département du Nord ont identifié les inondations comme étant le premier risque majeur, et que plus de 53.9% (plus de 50%) ont identifié la sécheresse comme risque majeur dans le Nord'Est.

Figure 18:Risque majeur identifié par les enquêtés



	Département					
	Grand-Anse	Sud	Nord	Nord-Est	Nord-Ouest	Tous les départements
Tremblement de terre	0.0%	0.0%	6.3%	.8%	14.1%	4.3%
Sécheresse	0.0%	3.9%	4.7%	53.9%	25.8%	17.8%
Inondation	0.0%	19.4%	46.1%	28.1%	26.6%	24.3%
Glissement de terrain	0.0%	0.0%	2.3%	3.9%	0.0%	1.3%
Cyclone	99.2%	76.7%	40.6%	13.3%	33.6%	52.2%
Aucun	.8%	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%	.2%

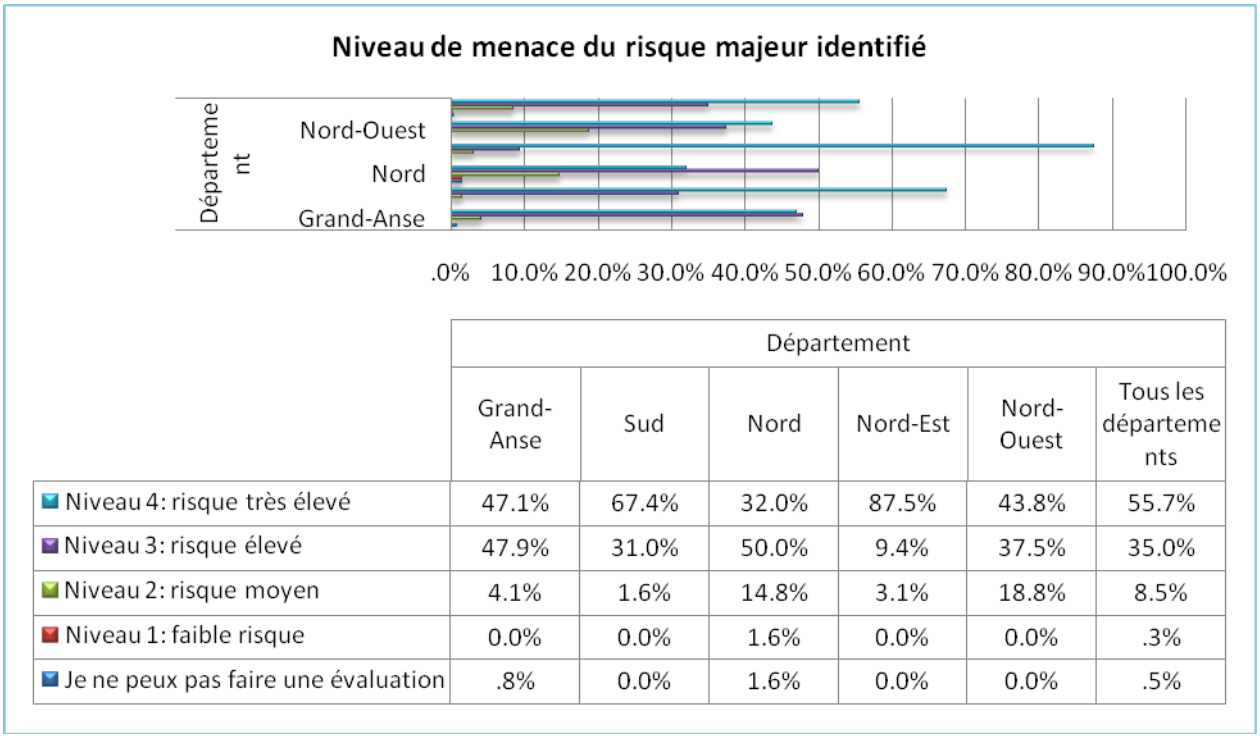
Source : GDG, Mars 2019

4.2.2.- Degré de menace du risque majeur

Le risque majeur identifié (cyclone) représente une forte menace (risques élevé et très élevé) pour un pourcentage de 95% des personnes enquêtés dans le département de la Grand-Anse contre 98.4% de celles du Sud.

Le degré de menace du risque majeur identifié a été déclaré élevé et très élevé par 82% des enquêtés dans le département du Nord, 96.9% dans le département du Nord'Est et 91.3% dans le département du Nord-Ouest.

Figure 19: Niveau de menace du risque majeur identifié



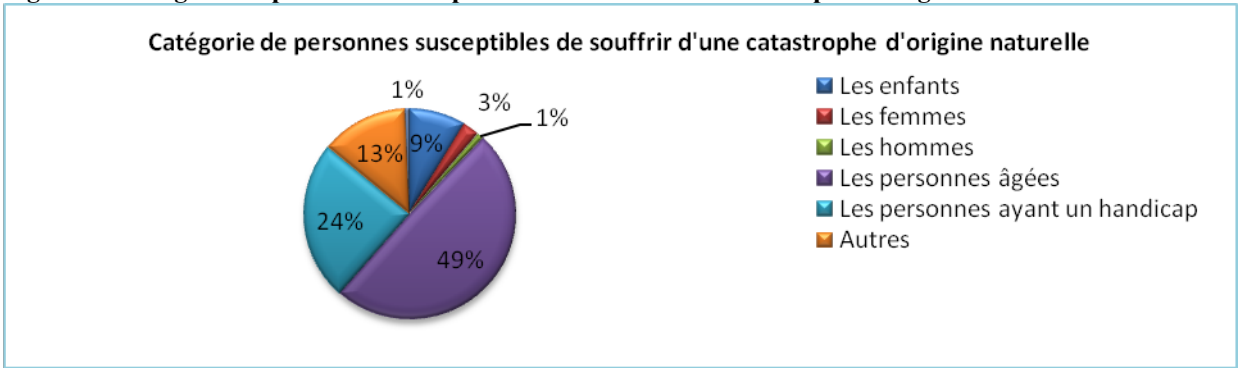
	Département					
	Grand-Anse	Sud	Nord	Nord-Est	Nord-Ouest	Tous les départements
Niveau 4: risque très élevé	47.1%	67.4%	32.0%	87.5%	43.8%	55.7%
Niveau 3: risque élevé	47.9%	31.0%	50.0%	9.4%	37.5%	35.0%
Niveau 2: risque moyen	4.1%	1.6%	14.8%	3.1%	18.8%	8.5%
Niveau 1: faible risque	0.0%	0.0%	1.6%	0.0%	0.0%	.3%
Je ne peux pas faire une évaluation	.8%	0.0%	1.6%	0.0%	0.0%	.5%

Source : GDG, Mars 2019

4.2.3.-Personnes les plus susceptibles de souffrir d'une catastrophe d'origine naturelle

Avec des taux de réponse respectifs de 49.4% et 24.4%, les personnes enquêtées reconnaissent que les personnes âgées et les personnes ayant un handicap sont les plus susceptibles de souffrir lors d'une catastrophe d'origine naturelle, les premières, en raison des maladies causées par la vieillesse et pour les secondes du fait de leur mobilité réduite (Figure 20). La proportion la plus élevée des enquêtés ayant reconnu que les personnes âgées sont les plus susceptibles de souffrir d'une catastrophe naturelle se trouve dans le département du Nord-Ouest (78.9%), celui avoir reconnu que les personnes ayant un handicap sont susceptibles de subir le même sort est dans le département de la Grand-Anse (43%).

Figure 20:Catégorie de personnes susceptible de souffrir d'une catastrophe d'origine naturelle



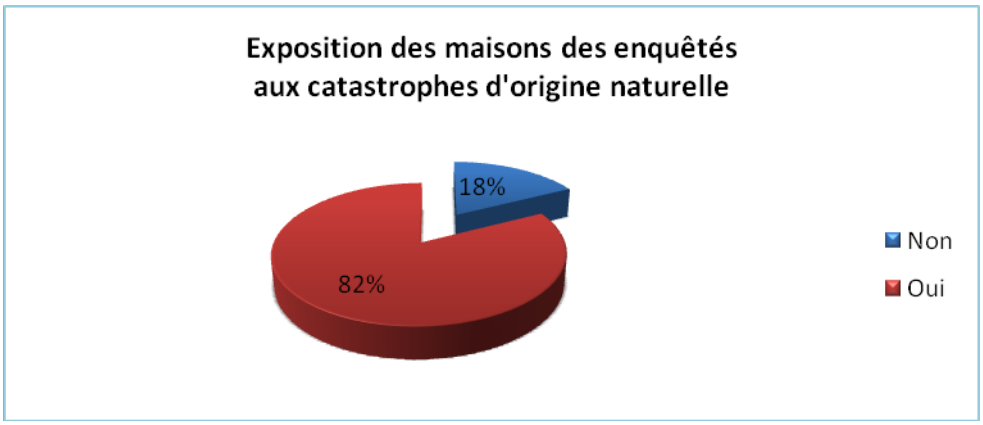
Source : GDG, Mars 2019

4.2.4.- Connaissance de la situation de leur logement dans une zone à risque de catastrophes naturelles

Un pourcentage de plus de 80% des personnes enquêtées sont conscientes que leur logement se trouve dans une zone potentiellement à risque dans l'ensemble des départements.

Plus de 80% des enquêtés des départements de la Grand-Anse (81%), du Sud (94.6%) et du Nord-Ouest (97.7%) vivent dans des maisons se trouvant dans une zone potentiellement menacée par des catastrophes d'origine naturelle. Respectivement 73.4% et 65.6% des répondants du Nord 'Est et du Nord ont déclaré que leurs maisons se trouvent dans une zone potentiellement menacée par des catastrophes d'origine naturelle.

Figure 21:Exposition aux catastrophes d'origine naturelle des maisons des enquêtés



Source : GDG, Mars 2019

Les principales caractéristiques de la population objet de cette enquête viennent d'être présentées. Cela a permis d'identifier entre autres, ce qui constitue un risque majeur, les catégories les plus vulnérables et, par conséquent les plus exposées aux catastrophes d'origine naturelle, les endroits dans lesquels les individus ont été victimes de ces catastrophes. La partie suivante est consacrée à la présentation des résultats de l'enquête sur les menaces exprimées par les enquêtés et les besoins identifiés. Elle se termine par des recommandations générales relatives aux représentations des individus de ce qui constitue les menaces et les besoins et la dignité des victimes. Ceci sera abordé dans une partie de cette étude.

CHAPITRE V

L'INSÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

Dans ce chapitre, sont présentés les principaux résultats concernant l'insécurité dans les départements ciblés par l'enquête. L'insécurité économique est analysée en référence au sexe des participants aux ateliers de focus group organisées dans les cinq départements géographiques précités. Sont pris en compte aussi les affirmations des informateurs clés, des phénomènes observés sur le terrain et des réponses des personnes enquêtées dans le cadre de l'administration des questionnaires quantitatifs. Le chapitre tourne autour des menaces qui pèsent sur la population, la faible disponibilité de ressources financières, l'endommagement des maisons, entre autres.

5.1.- Les principales menaces liées aux catastrophes d'origine naturelle sur la sécurité économique

Les menaces à la sécurité économique de la population peuvent être perçues à travers le niveau d'opérationnalisation des activités génératrices de revenu, le niveau de pauvreté des individus, le taux de chômage, l'accès au financement et les chocs économiques qui sont aggravés par les catastrophes naturelles. Certains ménages sont plus menacés que d'autres en raison de leur vulnérabilité économique ou en raison de leur plus grande exposition aux risques. Les principales menaces à la sécurité économique des individus concernent principalement les pertes dans le secteur agricole (qui limitent encore plus leurs revenus et leurs pouvoirs d'achat), la faible disponibilité monétaire (par le fait que les individus sont en situation de pauvreté), l'endommagement des maisons (qui va impliquer la mobilisation de capital pour leur reconstruction), la perte de biens et d'actifs productifs (qui décapitalisent encore plus les individus) (Voir figures 22, 23, 24).

5.1.1.- Pertes dans le secteur agricole

Selon les données de la figure 22, 57.4% des enquêtés ont déclaré que les dommages causés aux parcelles cultivées constituent la principale menace à leurs conditions économiques. Au niveau départemental, des différences sont remarquées : 85.9% des enquêtés dans le département du Nord 'Ouest et 71.1% des enquêtés dans le département du Nord'Est ont déclaré que la perte de leurs récoltes est la principale menace à leur sécurité économique. Les pertes dans le secteur agricole conduisent à une diminution des revenus et la paupérisation des ménages. Cela s'explique par la faible résilience de l'agriculture aux aléas climatiques.

Le bétail constitue également une source de revenu pour les ménages en milieu rural. 13.1% des enquêtés affirment que la perte de cheptel constitue aussi une menace à leur sécurité

économique. C'est au niveau du Nord 'Ouest que cette menace est plus remarquée, 44.5% des enquêtés ont souffert de la disparition de leurs animaux en temps de catastrophes naturelles qui réduit, en quelque sorte, leur résilience.

5.1.2.- Faible disponibilité monétaire

Les difficultés financières des ménages sont beaucoup plus accentuées en période de catastrophes naturelles. En effet 55.7% des enquêtés estiment que leurs conditions économiques sont menacées par le fait qu'ils ne trouvent pas d'argent ou pas assez d'argent pour satisfaire leurs besoins en temps de catastrophes d'origine naturelle. Cette situation est beaucoup plus marquée dans le département du Nord (83,6%) et dans le département du Sud (77,5%).

Cette insuffisante monétaire est aussi liée à la destruction des parcelles agricoles, l'arrêt des activités de commercialisation des produits agricoles et non agricoles. A cause de cette situation, les obligations contractées par les ménages avant la survenue des catastrophes deviennent plus difficiles à honorer. C'est le cas par exemple du paiement de l'écolage de leurs enfants, le remboursement des prêts, le paiement des soins de santé etc.

5.1.3.- Endommagement des maisons

L'endommagement de leurs maisons, mentionné par 30.9% des enquêtés, constitue une menace majeure à leur sécurité économique. Encore une fois, des différences départementales sont remarquées. Dans le département du Nord'Ouest, 62.5% des enquêtés ont confirmé que l'endommagement de leurs maisons comme menace à leur sécurité économique. Dans la Grand'Anse, ils sont 52.9% des enquêtés à le considérer comme une menace importante. Cette menace est enregistrée dans une moindre mesure dans les autres départements. En effet, lorsque leurs maisons sont endommagées, les ménages se trouvent dans l'obligation de se rendre dans les abris provisoires, chez un voisin, chez un membre de la famille ou dans des abris précaires. Certains sont même obligés d'émigrer dans une autre ville et parfois cette ville se trouve en dehors de leur département. Le déplacement a un coût et les dépenses journalières peuvent être sujettes à augmentation. De plus, pour pouvoir réparer leurs maisons, ils seront donc obligés de consentir des dépenses importantes conduisant à leur décapitalisation. Les ménages les plus vulnérables sont obligés d'utiliser les moyens à leur disposition pour pouvoir retourner dans leurs maisons ou attendre l'aide de l'État, des Organisations Non Gouvernementales (ONG) ou des Organisations Internationales (OI).

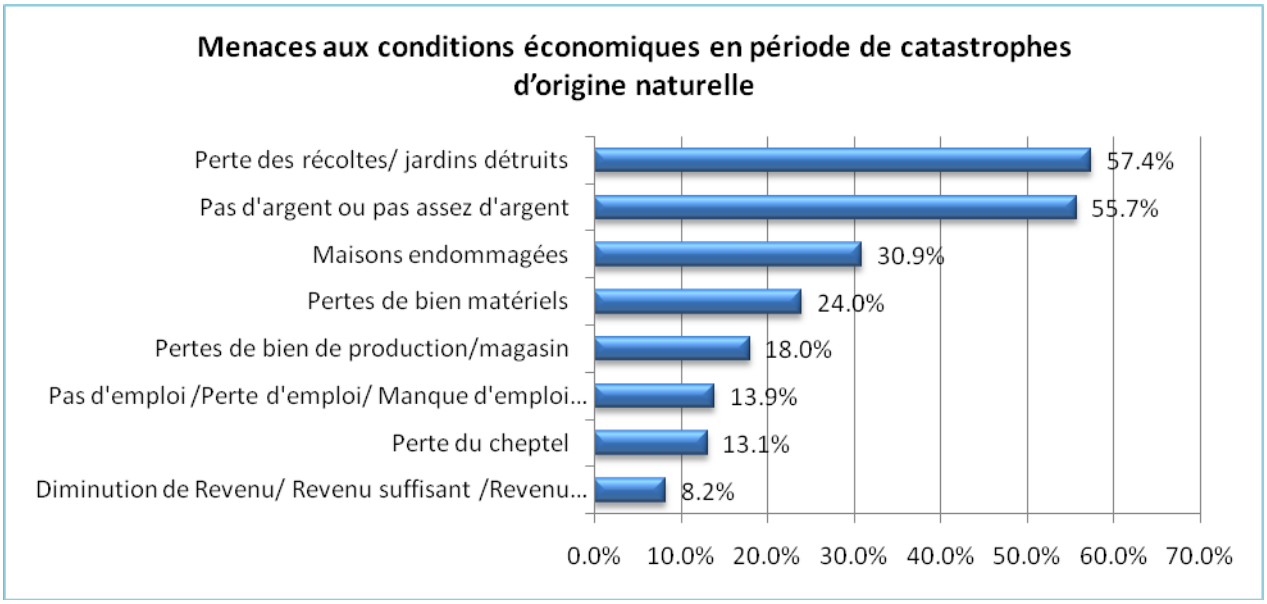
5.1.4.- Perte de biens matériels et des actifs productifs

Une autre menace à la sécurité économique des enquêtés concerne la peur de ne pas pouvoir continuer à exercer leurs activités économiques dans les jours qui suivent la catastrophe à cause de la perte des biens matériels et des actifs productifs. En effet, la perte des biens matériels et des

actifs productifs soulignée par respectivement 24% et 18% des enquêtés constitue une menace importante à leurs conditions de sécurité économique.

En raison du fait que les catastrophes naturelles détruisent les moyens de production des populations, notamment les matériels et équipement de production (outils agricoles, engins et embarcations de pêche, etc.) ils sont donc contraints d'arrêter toute activité économique. Par ailleurs, ils auront besoin de mobiliser des moyens financiers pour le remplacement de ces matériels et équipements et la relance des activités économiques. Dans le cas des femmes, elles sont surtout exposées à la perte des produits alimentaires et non alimentaires qu'elles devaient écouler sur les marchés locaux et régionaux.

Figure 22: Menaces à la sécurité économique en période de catastrophes d'origine naturelle



Source : GDG, Mars 2019

Figure 23:Menaces à la sécurité économique par sexe

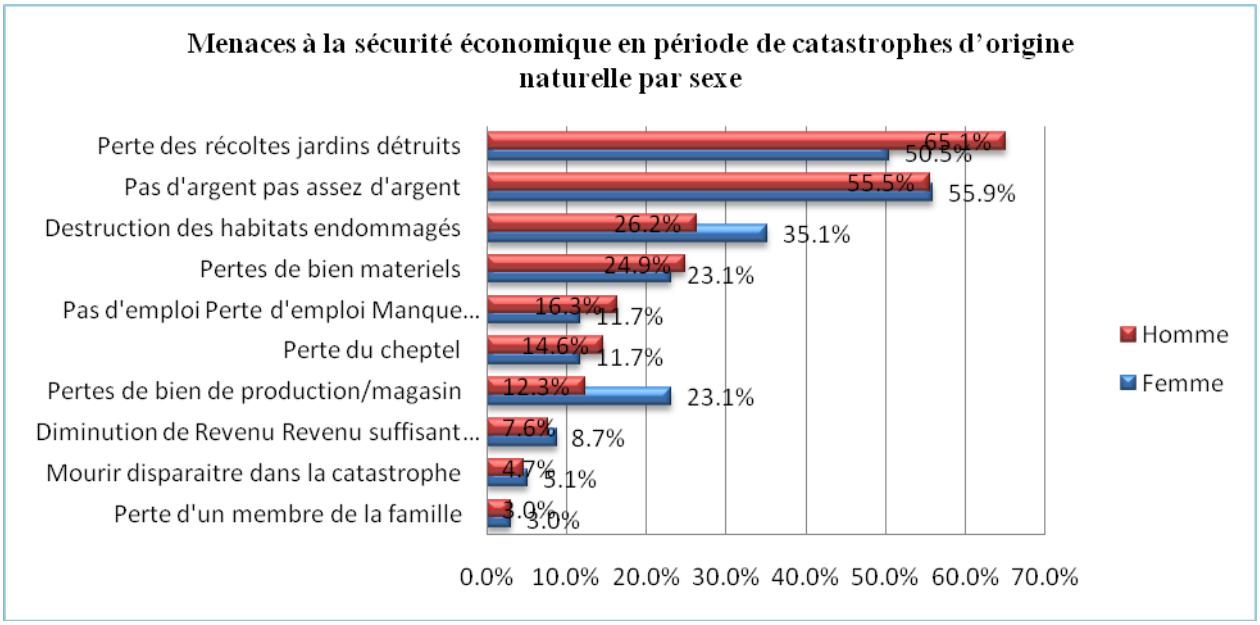
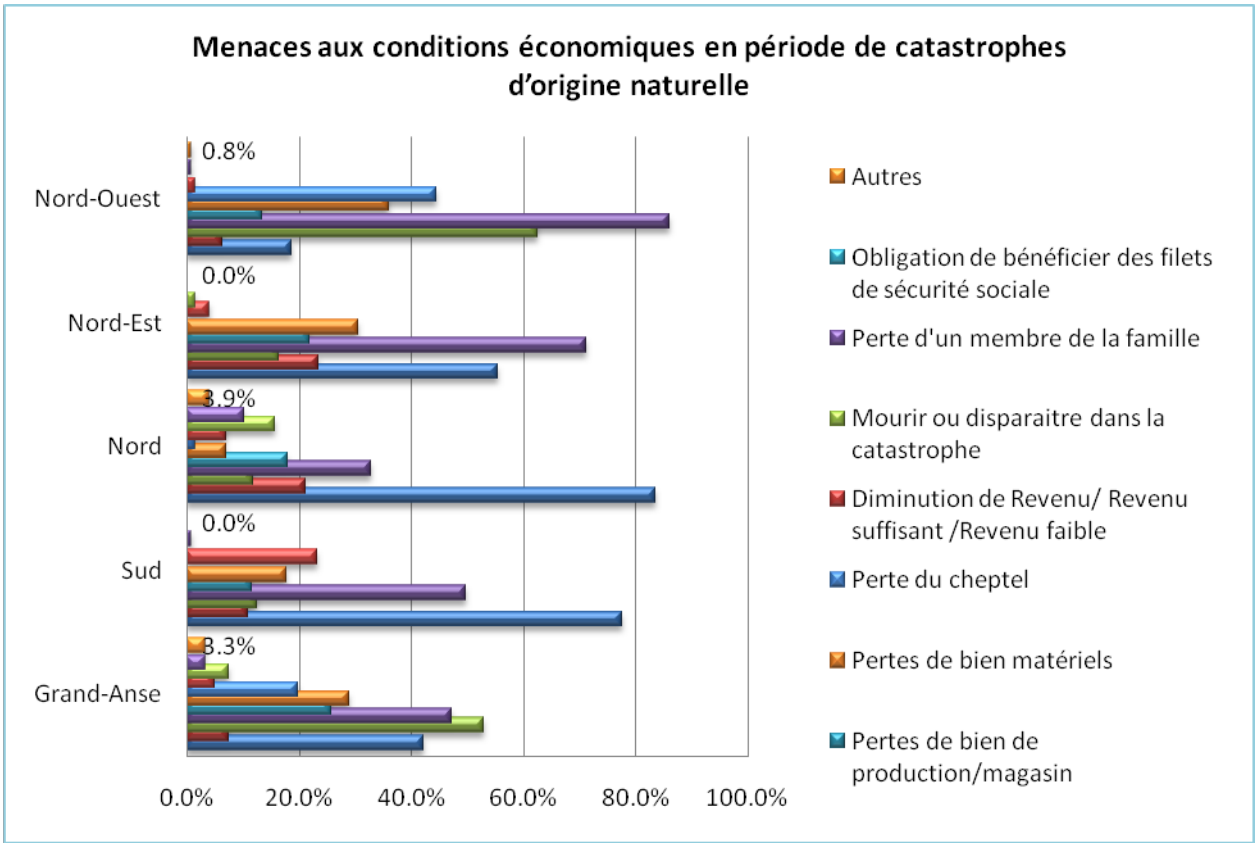


Figure 24: Menaces à la sécurité économique en période de catastrophes d'origine naturelle par département



Source : GDG, Mars 2019

5.2.-Peurs et besoins quant à la sécurité économique exprimés dans les départements objet de l'étude

Dans les communes des cinq (5) départements où a lieu cette enquête, les personnes interviewées autant dans les focus group que dans des entretiens semi-structurés nous présentent un tableau sombre relatif aux dimensions de la sécurité humaine en période de catastrophe d'origine naturelle. L'accent est mis principalement sur la lenteur ou l'incapacité même de l'état de venir en aide à la population victime. Curieusement, on se rend compte que les enquêtes définissent la sécheresse comme une catastrophe naturelle.

5.2.1.- Principales peurs exprimées dans le département du Sud

L'encadré suivant est la synthèse de la peur exprimée par la population enquêtée dans le département du Sud.

Tableau 4: Synthèse de la peur exprimée quant à la sécurité économique dans le Sud

Aquin	**Chardonnières**	**Les Anglais**	**Camp- Perrin**
Un cultivateur ou un pêcheur a peur de perdre ses instruments de pêche ou de travail de la terre. Il a peur des inondations avec des vents violents qui peuvent emporter tout ce qu'il possède Des femmes ont peur de perdre aussi les moyens économiques ; d'être seules sans recours, puisque l'état ne vient pas en aide aux pauvres pêcheurs et aux petites marchandes. En d'autres termes, il a peur de ne pas trouver de soutien. Peur de la sécheresse aussi qui est considérée au même titre que les inondations comme une catastrophe d'origine naturelle Peur de perdre les plantations et le bétail à l'occasion de la sécheresse (au moment de l'interview, selon notre informateur, dans Aquin, il y a du bétail qui meurt, ça faisait quelques mois qu'il ne pleuvait pas, des bœufs sont tombés	Peur d'être isolés à cause du mauvais état de la route qui relie la ville à la Grand'Anse et aux Cayes Peur des petites commerçantes de perdre leur commerce, de ne pas pouvoir rembourser le crédit dans les caisses populaires Peur de perdre les bateaux servant à pêcher. Quand cela arrive, c'est à eux de se débrouiller pour acheter un autre Peur de se faire voler le bétail ou de les perdre quand les animaux sont emportés par les crues d'eau. La peur de ne pas pouvoir nourrir sa famille, de ne pas disposer d'argent pour payer les scolarités, de donner de l'argent à sa femme pour se rendre au marché	Les gens ont peur de se rendre à l'hôpital au cours des inondations ou des vents violents puisque les médecins ne sont pas disponibles Ils ont peur de ne pas trouver une ambulance disponible. Il y a un service ambulancier mais le véhicule n'est jamais en état de déplacement. Parfois ce sont des particuliers qui aident à transporter des malades En ce qui concerne les femmes enceintes, elles ont peur d'avoir à accoucher au cours des catastrophes Quant aux personnes vivant dans les sections communales, elles ont peur de tomber gravement malade ou d'avoir à transporter des malades ou des blessés au cours de cette période car les routes ne sont pas accessibles	Les individus, particulièrement des commerçantes ont peur que la marchandise déposée en entrepôt soit perdue. Que la toiture des maisons où sont gardés les produits soit arrachée. Ainsi, les produits stockés en seraient mouillés et gâtés (ciment, sucre, farine, sel par exemple). Ils ont peur des Inondations des maisons. C'est le Chômage après la catastrophe, et ça fait peur. Il n'y a pas d'initiative de création d'emploi. Les femmes n'ont que faire. Elles ont peur de ne pas pouvoir rembourser les crédits, l'argent emprunté.

malades, les plantations sont séchées. Il n'y a pas de récolte.		Les familles responsables des personnes âgées ou des personnes handicapées ainsi que de petits enfants ont aussi peur car il n'y a pas de moyens de déplacement appropriés à leur situation	

Source : GDG (2018)

5.2.2.- Principaux besoins exprimés dans le département du Sud

Par rapport à la peur, des besoins sont exprimés. Ces besoins peuvent être différents en fonction du sexe.

- En ce qui concerne les femmes, il faut les aider à relancer leur commerce en créant un fonds à ce sujet.
- Pour les hommes : il faut les aider à acheter les matériels de pêche pour reprendre leurs activités économiques.
- De même pour les agriculteurs, il faut les aider à accéder aux moyens de mettre en valeur leurs terres. Il faut distribuer des semences, des engrais, installer des BAC et les rendre dynamiques.

Ces besoins concernent notamment le secteur agricole et le commerce. Ils sont repris dans les ateliers de focus group. D'un autre côté, les individus ont besoin à la fois de l'eau potable et de l'eau pour arroser leurs jardins afin de pouvoir produire pour vendre et gagner de l'argent surtout après une catastrophe d'origine naturelle. Des habitants de Chardonnières, des Anglais affirment qu'ils ont besoin de commerce et du crédit pour avoir de l'argent pour fonctionner. À Aquin est évoqué le besoin d'encadrement pour les paysans-planteurs, dont des outils de travail, des matériels agricoles, semences notamment après le passage des ouragans. En cas de catastrophe, ils sollicitent l'intervention rapide et urgent de l'État pour rétablir pour eux l'électricité, l'eau potable, les routes pour que les petits commerces qui existent puissent rester en vie. Il convient de noter aussi un sérieux besoin de travail au lieu de la distribution de la nourriture pour éviter les gens ne deviennent paresseux et attentistes. Ils disent que le travail est mieux et que l'aide ne doit pas durer trop longtemps après la période d'urgence. Quant aux femmes de Camp-Perrin, elles ont besoin d'un appui financier en cas de catastrophe pour reprendre leurs activités commerciales. Qu'en est-il de la sécurité alimentaire en période de catastrophe naturelle dans ces communes ?

5.2.3.- Principales peurs exprimées dans le département du Nord'Est

Dans les quatre communes du département du Nord'Est, trois des communes où l'enquête a été menée peuvent être considérées comme des communes fortement rurales non côtières

comparativement aux communes du département du Sud. Une fois de plus, on peut remarquer les différences et les points communs entre la peur exprimée par les femmes et celle exprimée par des hommes. L'encadré suivant est une synthèse des principales peurs exprimées par les enquêtés.

Tableau 5: Synthèse de la peur exprimée quant à la sécurité économique dans le département du Nord'Est

Ferrier	Ouanaminthe	Mont-Organisé	Vallières
Des femmes disent avoir peur pour la sécurité de leur bétail et du jardin de leur mari. Elles ont peur de la cherté de la vie Peur de ne pas pouvoir rembourser les dettes contractées dans les mutuelles de crédit. La peur de perdre la marchandise susceptible d'être emportée par les inondations. Des hommes disent avoir peur pour les plantations de riz qui périssent sous la sécheresse	Les hommes ont peur des inondations qui font perdre les récoltes, les marchandises et le bétail. Ils ont peur aussi de ne pas pouvoir rembourser le crédit, de ne pas pouvoir payer pour les scolarités des enfants. Les femmes ont peur de perdre le commerce. Elles ont aussi peur de ne pas pouvoir rembourser le crédit	Dans cette commune, seules les femmes se sont exprimées : Elles ont : - peur de perdre leur maison - peur de perdre leurs bétails, pour les jardins de leurs maris. - peur de la cherté de la vie pour pouvoir prendre soin des enfants Peur de perdre l'argent prêté dans les caisses de crédit	A Vallières, seuls des hommes ont répondu aux questions. Ils ont : Peur des éboulements de terrain qui coupent les routes. Peur de pertes des animaux et des champs Peur de ne pas avoir de l'argent pour payer les scolarités des enfants Peur de la sécheresse qui détruit l'économie paysanne

Source : GDG (2018)

5.2.4.- Principaux besoins exprimés dans le département du Nord'Est

Le tableau suivant présente la synthèse des besoins exprimés quant à la sécurité économique dans le département du Nord'Est.

Tableau 6: Synthèse des principaux besoins exprimés quant à la sécurité économique dans le Nord'Est

Ferrier	Ouanaminthe	Mont-Organisé	Vallières
Besoins d'assistance économique pour reprendre les activités économiques. Elles ne veulent pas trop dépendent de la pluie pour leurs jardins. Besoin d'un système d'irrigation pour produire le riz Besoin d'argent pour prendre soin de leur famille	Les hommes expriment leurs besoins en ces termes : Sensibilisation sur la gestion des risques et désastres. Assurance pour les planteurs. S'ils perdent tout, alors se doit de leur venir en aide soit pour rembourser des crédits contractés soit pour acheter de nouvelles têtes de bétail Quant aux femmes elles parlent de la Formation sur la connaissance de certaines menaces dues aux catastrophes	A Mont-Organisé les femmes parlent de : -Besoins d'assistance pour les victimes. Reboisement, captage de l'eau. Besoin d'argent pour prendre soin de leur famille	À Vallières les hommes demandent : La présence de l'État et des organismes internationaux afin de renforcer nos capacités Le crédit divers en vue d'aider la population à retrouver sa dignité la Formation sur le système

	naturelles. De l'aide aux femmes ayant perdu leur commerce pour rembourser le crédit et pour reprendre les activités commerciales		crédit et l'environnement Une assistance appropriée et équitable aux petits commerçants

Source : GDG (2018)

5.2.5.- Principales peurs exprimées dans le département du Nord

L'encadré suivant est une synthèse de la peur exprimée dans le département du Nord lors des Ateliers de focus group. La présentation des sentiments de peur y est faite selon le sexe des participants.

Tableau 7: Synthèse de la peur exprimée quant à la sécurité économique dans le département du Nord

Limbé	Cap-Haïtien	Limonade	Port-Margot
Les hommes de Limbé parlent de la peur des averses : « nos plantations sont détruites et emportées par les eaux des ravins, cela nous empêche de gagner de l'argent » « Nous avons peur à ce que nos plantes ne soient détruites par les éboulements de terrain » « …peur de ce que les eaux se stabilisent dans nos jardins et pourrissent nos plantations. » **Quant aux femmes**, elles ont peur à ce que des voleurs n'en profitent pour voler leurs récoltes ou du moins y viennent attacher leurs animaux pour manger les récoltes ; Elles ont aussi peur de ne pas perdre leurs récoltes parce qu'elles n'ont pas un endroit pour les stocker sans risque de détérioration. Peur de perdre leurs marchandises	**Les hommes** ont peur de perdre leurs marchandises parce qu'elles pourront être trempées dans les eaux qui envahissent les dépôts ; **Quant aux femmes**, elles ont peur de sortir pour vaquer à leurs activités économiques. elles ont aussi peur de perdre des biens matériels	**Les hommes** ont : Peur du vent, des inondations qui peuvent envahir et emporter leurs maisons ; Peur de perdre leur bétail Peur de perdre leurs récoltes et se retrouver sans ressources après. **Les handicapés physiques** ont une double peur : ils ne peuvent pas se déplacer, ils se considèrent en danger	Peur de perdre les récoltes Peur de perdre du bétail Peur de la sécheresse considérée aussi comme une catastrophe qui empêche de pratiquer l'agriculture. Peur de ne pas trouver de l'argent pour payer les scolarités des enfants

Source GDG (2018)

5.2.6.- Principaux besoins exprimés dans le département du Nord

Les besoins exprimés par la population sont rapportés dans le tableau ci-dessous. Comme pour les sentiments de peur, les besoins sont identifiés par sexe.

Tableau 8: Synthèse des principaux besoins exprimés quant à la sécurité économique dans le Nord

Limbé	**Cap-Haïtien**	**Limonade**	**Port-Margot**
En ce qui concerne **les hommes** : de la bonne semence avec un prix dérisoire, l'État doit aussi avoir ses propres boutiques de semence ; Du crédit agricole pour permettre aux paysans de reprendre leurs activités. De l'aide en outil agricole Quant aux **femmes** : Du crédit afin de pouvoir reprendre les activités commerciales Nécessité que l'État achète les produits locaux pour alimenter les cantines afin de leur permettre de gagner de l'argent. De l'argent pour pouvoir acheter et revendre des marchandises (faire le commerce)	**Les hommes** du Cap affirment ceci : « Après les catastrophes naturelles, les autorités peuvent mettre sur pied un programme d'assainissement pour aider les gens à faire de l'argent, créer un programme à haute intensité de main-d'œuvre » L'État doit répondre à ses responsabilités vis-à-vis de la population sinistrée. Quant aux **femmes**, elles affirment ceci : Besoins d'une banque de micro crédit avec un faible taux d'intérêt. Besoin d'aide aux familles sinistrées à faible revenu De l'aide pour les victimes leur permettant de faire du commerce (en mettant à leur disposition un fonds dans un micro crédit)	Dans ce focus groupe peuplé majoritairement de personnes handicapées, il est dit ceci : « que l'État haïtien nous vienne en aide. » Que l'État nous accorde des crédits pour faire du commerce Besoin d'un magasin où nous pouvons acheter à crédit pour revendre et faire des bénéfices	Besoin de support économique dans plusieurs domaines (agriculture, eau potable, électricité, éducation). Un fonds de crédit pour aider les travailleurs à rebondir

Source :GDG (2019)

5.2.7.- Principales peurs exprimées dans le département de la Grand'Anse

Dans le département de la Grand'Anse, les sentiments de peur exprimés sont résumés dans le tableau ci-après.

Tableau 9: Synthèse de la peur exprimée quant à la sécurité économique dans la Grand'Anse

Pestel	Les Irois	Abricots	Jérémie
Pour les hommes qui travaillent dans la mer, ils ont peur de ne pas pouvoir pêcher les anguilles. Ils ont aussi peur que la commune soit coupée du reste du monde à cause du mauvais état des infrastructures routières Peur de perdre la production du café. Peur des tempêtes qui arrachent les maisons et récoltes. Peur de vivre à Pestel qui est trop vulnérable	Les hommes de cette commune affirment ceci : « Quand la mer est agitée, on ne trouve pas de poissons lors des pêches, économiquement la zone est morte, mais pas pour tous les habitants ». Ils ont peur de la sécheresse assimilée aussi à une catastrophe d'origine naturelle. Les femmes affirment avoir peur de perdre leurs marchandises ou de ne pas pouvoir les revendre après la catastrophe. Les personnes âgées et des personnes handicapées parlent de leur peur de perdre le soutien social	Pour les femmes à Abricots, ce qui faut peur : Le manque d'information (elles ne savent pas s'il va y avoir une catastrophe). Le manque d'argent pour se procurer ce dont la maison a besoin La peur de voir tout disparaître en quelques heures. La peur de perdre l'espoir (ne pas pouvoir compter sur quelqu'un pour aider Peur d'avoir à rembourser le crédit alors qu'on a tout perdu La peur d'avoir à fuir pour ne pas payer	Les hommes de Jérémie affirment qu'ils ont : peur de perdre leurs jardins, le bétail et la maison peur que l'État et les ONG ne puissent apporter des réponses proportionnelles aux dégâts causés Quant aux femmes, elles parlent de leur peur de perdre tout le commerce et de ne trouver aucun soutien pour rebondir après la catastrophe

5.2.8.- Principaux besoins identifiés dans le département de la Grand'Anse

Dans le département de la Grand'Anse, en ce qui concerne la dimension économique, les besoins identifiés s'étendent sur des domaines tels que : l'encadrement des agriculteurs, le crédit agricole, les infrastructures routières.

5.2.8.1.- De l'encadrement des fermiers

Cette demande est fortement exprimé dans le focus group réalisé à Pestel où les participants affirment qu'ils ont besoin de la présence d'agronomes pour les aider à rebondir après la destruction de leurs champs par l'ouragan Matthew. Ils pensent que l'État pourrait en profiter pour créer de l'emploi dans le secteur. Après une catastrophe, affirment-ils, un de meilleurs moyens de venir en aide aux paysans consiste à créer des opportunités qui permettent aux

victimes de gagner de l'argent. Si les hommes insistent beaucoup sur l'encadrement pour la production des denrées, les femmes privilégient le crédit.

5.2.8.2.- Du crédit pour permettre aux femmes de rebondir

« Nous avons besoin du crédit pour relancer nos activités commerciales et rembourser nos dettes » c'est ce qu'affirment des femmes de Pestel, des Irois et des Abricots ayant pris part aux ateliers de focus group. En outre, elles insistent sur le rôle que doit jouer le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (MCFDF) dans l'accompagnement des femmes notamment pour la défense de leurs droits. « C'est un droit que nous avons de travailler pour vivre de manière autonome », disent la plupart d'entre elles. « Nous avons besoin d'un projet pour venir en aide aux femmes, puisque nous sommes les principales victimes quand il y a une catastrophe » affirment-elles. Des femmes ayant bénéficié d'un crédit de la part d'une institution dénommée FONKOZE raconte leur drame vis-à-vis de cette institution pour rembourser le crédit:

> « Les femmes qui exercent une activité économique ont pris le crédit (*kout ponya*) à *FONKOZE, KAPAJ* et microcrédit avec un taux très élevé. Pendant la catastrophe toutes nos marchandises sont perdues et il nous fallait rembourser nos dettes, nous n'avons rien, et ceci, on n'a aucune réparation, aucune assurance, aucune considération. Nous sommes obligées de nous déplacer, de gagner le maquis sans savoir où aller parce nous n'avons pas les moyens de rembourser l'argent prêté, certaines d'entre nous ont eu des problèmes de santé mentale en perdant la parole ou en délirant après avoir réalisé qu'elles avaient tout perdu»

Les femmes ne sont pas seulement dans le domaine du commerce; à Jérémie, par exemple, elles affirment ceci : « Nous avons besoin de l'eau pour la production agricole, il faut que les autorités mettent sur pied un plan stratégique pour relancer les activités économiques associées au jardinage ».

Tableau 10: Synthèse des besoins exprimés quant à la sécurité économique dans le département de la Grand'Anse

Pestel	Les Irois	Abricots	Jérémie
Pour les hommes Encadrement pour pratiquer l'agriculture après Création d'emplois suite aux catastrophes **Quant aux femmes** : Création d'emplois suite aux catastrophes Du crédit ou de l'aide	**Les femmes** disent ceci : « Nous avons besoin de petit commerce Il faut une coopérative de pêche Il faut un fonds de crédit pour les femmes	Dans cette commune, seulement des femmes ont participé au focus group. Selon elle : ONA Fanm doit assister les femmes. Elles ont besoin d'accompagnement financier pour relancer leurs activités économiques	Les hommes expriment ces besoins : De l'eau pour la production agricole D'un plan stratégique pour relancer les activités économiques Des routes en bon état pour faire circuler nos produits après la catastrophe

pour relancer les activités économiques.		Un fonds pour venir en aide aux femmes.	

Source : GDG (2018)

5.2.9.- Principales peurs exprimées dans le département du Nord'Ouest

Quoi qu'ils se trouvent dans la même situation, les hommes et les femmes vivent de manière différenciée le traumatisme économique engendré par les catastrophes d'origine naturelle. D'une part, les hommes se préoccupent davantage pour leur champ, leur bétail; de l'autre, les femmes se soucient pour leurs activités commerciales et les éventuelles agressions ou braquage dont elles pourraient faire l'objet de la part des délinquants en sortant dans la rue.

À Baie-de-Henne, où le focus group a été réalisé avec seulement des garçons et à Saint-Louis-du-Nord où l'on n'avait que des filles au focus, la ligne de démarcation en termes de préoccupation pour les activités économiques est très éloquente. Tandis que le commerce, le remboursement des dettes, le braquage préoccupent les femmes, les hommes se font du souci davantage pour le bétail et les champs (voir le tableau ci-dessous)

Tableau 11: Synthèses des sentiments de peur exprimés quant à la sécurité économique dans le Nord'Ouest

Port-de-Paix	Jean-Rabel	Baie-de-Henne	Saint-Louis-du -Nord
Pour les hommes : Peur de perdre les récoltes Peur de perdre la maison Peur de se retrouver sans argent **Quant aux femmes :** Peur de perdre leur commerce Peur de perdre la maison Peur de se retrouver sans argent pour le commerce	**Pour les hommes :** Peur de la destruction des jardins, la perte de bétail. Préoccupation pour relancer les activités agricoles. Préoccupation pour acheter du bétail. Peur de mourir, de disparaitre dans la catastrophe **Pour les femmes :** Peur de perdre le commerce (les produits sont gâtés). Peur de ne pas pouvoir rembourser le crédit. Peur de sortir pour vaquer aux activités économiques	**Pour les hommes** Peur de perdre leurs biens (bétail, maison, jardin). Peur de ne pas pouvoir sortir pour vaquer aux activités économiques Peur de ne pas pouvoir rembourser leurs dettes ou le crédit contracté.	Pour les femmes : Peur de se faire agresser Peur de perdre leurs activités commerciales ou de ne pas pouvoir les continuer Peur de ne pas pouvoir rembourser leurs dettes

Source : GDG (2019)

5.2.10.- Principaux besoins identifiés dans le département du Nord'Ouest

Les principaux besoins quant à la sécurité économique dans le Nord'Ouest sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 12: Synthèse des besoins relatifs à la sécurité économique dans le Nord-Ouest

Port-de-Paix	Jean-Rabel	Baie-de-Henne	Saint-Louis-du-Nord
Pour les hommes: Besoin d'argent pour relancer leurs activités commerciales Besoin d'aide pour la réparation de la maison. Besoin de crédit pour refaire les jardins détruits **Quant aux femmes** : Besoin d'argent pour rebondir Besoin d'aide pour prendre soin des enfants et pour réparer la maison	**Pour les hommes:** Aide financière (crédit agricole) pour reconstruire les jardins, acheter de nouvelles têtes de bétail. Aide spécifique pour personne handicapée **Les femmes** Aide financière pour reprendre les activités commerciales et pour rembourser le crédit. Aide spécifique pour les femmes monoparentales	**Pour les hommes** Besoin d'aide économique pour refaire les jardins dévastés et pour acheter les têtes de bétail perdues. Crédit à la disposition des paysans pour rebondir	**Pour les femmes:** Besoin d'argent et du travail pour reprendre leurs activités habituelles L'aide du gouvernement pour la reconstruction de leurs maisons détruites. Des prêts pour relancer leurs commerces De la création d'emploi pour générer des revenus après la catastrophe

5.3.- Synthèse de la peur exprimée quant à la sécurité économique au cours des focus group

Il est clair que les sentiments de peur des populations en lien avec la sécurité économique sont très importants. Les participants aux focus group ont déclaré qu'en période de catastrophes naturelles leurs principales peurs concernent la paralysie de toutes les activités économiques (agriculture, commerce etc.), la perte des récoltes et la destruction et/ou l'endommagement de leurs maisons. Les activités professionnelles ne sont pas non plus épargnées.

Même s'ils se trouvent dans la même situation, le sentiment de peur par rapport aux catastrophes d'origine naturelle est différent chez les hommes et les femmes. Les hommes se préoccupent davantage pour leur champ, leur bétail; alors que les femmes se soucient plus de leurs activités commerciales et des éventuelles agressions qu'elles peuvent subir en allant mener leurs activités économiques.

Tableau 13: Synthèse des sentiments de peur exprimés par sexe pour la sécurité économique au cours des focus group

Peur exprimée par des hommes	Peur exprimée par des femmes
- Peur de perdre les récoltes et le cheptel - Peur que leurs maisons soient endommagées ou détruites - Peur de se retrouver sans argent et/ou sans emploi - Peur de ne pas pouvoir relancer les activités agricoles après les catastrophes. - Peur de ne pas pouvoir reconstituer le cheptel - Peur de mourir, de disparaitre dans la catastrophe - Peur de ne pas pouvoir rembourser ses dettes. - Peur de ne pas pouvoir payer la scolarité des enfants	- Peur de perdre les produits de commerce et être contraintes d'arrêter leurs activités économiques - Peur que leurs maisons soient endommagées ou détruites - Peur de se retrouver sans argent pour relancer le commerce - Peur de ne pas pouvoir rembourser ses dettes. - Peur d être agressée en allant mener leurs activités économiques - Peur que les jardins de leurs maris soient détruits ou que le bétail soit tué ou emporté par l'eau ; - Peur que les prix des produits soient augmentés ;

Source : GDG, Mars 2019

CHAPITRE VI

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Ce chapitre est consacré à la présentation des principaux sentiments de peur et des besoins relatifs à la sécurité alimentaire exprimés par les enquêtés dans les cinq départements ayant fait l'objet de cette étude. Le chapitre est organisé comme suit : d'abord, nous présentons les principales trouvailles en termes de sentiment de peur et de besoin exprimés ; ensuite, sont confirmés les informations à dans des tableaux statistiques résultant de l'enquête qui a été menée.

6.1.- Peurs et besoins quant à la sécurité alimentaire exprimés dans les départements objet de l'étude

6.1.1.- Principales peurs exprimées par rapport à la sécurité alimentaire dans le département du Sud

À la commune des Anglais, par rapport à la sécurité alimentaire, les gens, notamment les femmes, ont peur :

- de ne pas avoir de l'argent pour nourrir leur famille, principalement les enfants en temps de catastrophe naturelle
- d'avoir à sortir pour acheter de la nourriture pour prendre soin de leur famille
- des inondations qui pourraient gâter ce qu'il y a à manger
- de perdre un membre de sa famille (mari, enfant)
- de ne pas pouvoir cuisiner ce qui est disponible à la maison à cause de l'eau qui inonde

À la commune d'Aquin, les personnes se trouvant dans des sections communales notamment sont comme séparés ou coupés du reste du monde à cause du mauvais état des routes et de la rareté des moyens de transport. Parfois, la nourriture est disponible dans le département, mais les sections communales n'en trouvent rien. Souvent, la protection civile reçoit beaucoup de demandes mais elle se trouve dans l'impossibilité de les satisfaire.

En période de catastrophes, l'aide est très souvent mal distribué. Des participants font mention de raison politique : « L'aide est gardée par des sénateurs et des députés qui en font la distribution dans leur base, leur clientèle », déclarent-ils. À ce moment, les gens éprouvent de grands besoins. Ainsi, certaines peurs sont exprimées :

- Les femmes ont peur que leur petit commerce et ce qu'elles avaient gardé pour nourrir leur famille soient emportés par les inondations

- Elles ont peur de ne pas pouvoir répondre aux besoins des enfants, des personnes âgées et des handicapés (le cas échéant)

À Aquin, ce sont les femmes qui ont été interviewées sur leur peur et les besoins par rapport à la sécurité alimentaire. Elles ont peur :

- de se trouver dans l'impossibilité de manger et de prendre soin de leurs enfants et de leur mari
- de ne pas pouvoir sortir pour aller acheter de la nourriture
- de ne pas avoir d'argent pour acheter de la nourriture (car il y a des gens qui vivent au jour le jour)
- de perdre ce qui est stocké (pour les personnes ayant un système de stockage à la maison)
- de se trouver dans l'impossibilité de cuisiner quelque chose à manger, notamment quand la maison est inondée (même s'il y a de quoi manger; ingrédients, condiments, etc...)
- des voleurs, des bandits qui envahissent les maisons désertées par leurs habitants pour voler
- de ne pas pouvoir aider les personnes âgées, les personnes vivant avec un handicap au temps des catastrophes

Le tableau suivant donne une synthèse des principales peurs exprimés par les participants de focus group dans le département du Sud.

Tableau 14: Synthèse des sentiments de peur relatifs à la sécurité alimentaire dans le département du Sud

Aquin	Chardonnières	Les anglais	Camp-Perrin
Hommes et femmes expriment les mêmes sentiments de peur concernant la sécurité alimentaire à Aquin -Peur que l'argent disponible ne soit insuffisant d'autant plus que les produits sont chers. -Pas de production locale, pas de jardin ; - pas de gros magasins ou usine de transformation ou production ; - pas de crédit pour les petits démêlés	C'est pareil à Chardonnières. Ils ont peur parce qu'il n'y a pas assez d'argent pour faire des prévisions nécessaires. Il n'y a pas un endroit ferme pour sécuriser les nourritures. Ils ont peur du vent qui limite leur circulation, ce qui les empêche (de sortir) pour trouver de quoi à manger.	Les hommes à Les Anglais expriment leur appréhension en ces termes : ils ont peur de perdre des jardins en grand nombre Ils craignent que des rivières envahissement des jardins Ils craignent la perte des bétails Etant handicapé, ne pouvant pas se déplacer à cause de l'indisponibilité des matériels appropriés, des personnes handicapées	Seules les femmes se sont exprimées dans ce focus group. Elles ont peur quand elles ne travaillent pas, peur de se trouver sans argent pour acheter à manger. -Peur de ne pas pouvoir nourrir les enfants.

		ont peur de ne rien trouver à manger	

Source : GDG (2019)

6.1.2.- Principaux besoins identifiés dans le département du Sud

Par rapport à toutes ces peurs, des besoins sont exprimés. Il faut :

- Trouver de quoi nourrir les personnes pendant et après la catastrophes (il faut nourrir les personnes se trouvant dans les abris, il faut leur donner de l'eau aussi)
- Créer des activités génératrices de revenu pour permettre aux personnes d'acheter de quoi se nourrir après la période d'urgence
- Distribuer de l'eau et des kits d'hygiène pendant et après la catastrophe
- En ce qui concerne les personnes âgées, les bébés, les femmes enceintes et les personnes handicapées, il faut leur servir en priorité, il faut leur offrir une assistance spécialisée.

À Aquin, les femmes parlent de la nécessité d'autonomie pour leur alimentation et celle de leurs enfants autant en période d'urgence qu'après la catastrophe. À Chardonnières, elles souhaitent que des mesures soient adoptées pour empêcher la hausse des prix des produits de première nécessité après les catastrophes.

Les participants aux focus group prônent, entre autres, la création d'un fonds d'urgence pour les communes en prévision des catastrophes, l'accompagnement de l'État pour fournir de la nourriture en période d'urgence, la construction d'un dépôt favorisant le stockage des produits. Il en faut un par commune. Il faut également distribuer de l'aide alimentaire pendant toute la période d'urgence en attendant de créer des activités génératrices de revenus (Voir l'encadré suivant).

Tableau 15: Synthèse des besoins exprimés relatifs à la sécurité alimentaire dans le Sud

Aquin	Chardonnières	Les Anglais	Camp-Perrin
Les hommes expriment leur besoins se déclinant ainsi : La réhabilitation, l'entretien des routes et l'ouverture des voies de pénétrations pouvant faciliter la circulation de gens et l'approvisionnement en marchandises pour le petit commerce. -Le Besoin d'électricité ; d'eau potable ; -Besoin d'accompagnement et d'assistance de l'état pour leurs commerces.	Hommes et femmes à Chardonnières expriment les besoins suivants Le besoin d'accompagnement et d'assistance de l'état pour leurs petits commerces. Le besoin d'être autonome économiquement. Besoin d'un endroit pour stocker les nourritures. Le Besoin d'empêcher l'augmentation des prix des	Dans cette commune les hommes parlent de l'encadrement et renforcement du système de crédit agricole Nécessité d'un dépôt favorisant le stockage des produits. Aide alimentaire Nécessité d'un grand magasin dans chaque commune	Selon les femmes, il faut : des moyens économiques pour faire des provisions avant une catastrophe. des moyens de stockage : Entrepôt, dépôt. de l'encadrement (travail) pour les personnes handicapées. Le Support des autorités locales et nationales

-Besoin d'être autonome économiquement. -le Besoin d'un endroit pour stocker les nourritures. - Le Besoin d'empêcher l'augmentation des prix des produits. -Besoin d'un fonds d'urgence pour la commune.	produits (stabilisation des prix). Le Besoin d'un fonds d'urgence pour la commune.		

Source : GDG (2019)

6.1.3.- Principales peurs exprimées par rapport à la sécurité alimentaire dans le département de la Grand'Anse

En ce qui concerne la sécurité alimentaire, dans le département de la Grand'Anse, les hommes sont paniqués parce qu'ils ont une famille sous leur responsabilité, ils s'inquiètent de pas pouvoir trouver de quoi pour la nourriture. Ils ont de la panique aussi par rapport à l'impossibilité de pratiquer la pêche, car ils vivent aussi de la pêche, disent-ils. Ils ont aussi peur pour la perte des têtes de bétail. Quant aux femmes, elles se plaignent de ne pas disposer d'argent pour acheter de quoi nourrir la famille. Elles disent avoir peur des produits contaminés ou expirés. L'encadré suivant présente une synthèse des peurs exprimées relatives à la sécurité alimentaire dans la Grand'Anse en temps de catastrophe d'origine naturelle.

Tableau 16: Sentiments de peur exprimés quant à la sécurité alimentaire dans la Grand'Anse en temps de catastrophe naturelle

Pestel	Les Irois	Abricots	Jérémie
Les hommes sont paniqués parce qu'ils ont une famille sous leur responsabilité, ils s'inquiètent de pas pouvoir trouver de quoi pour la nourriture. Ils ont peur de perdre leur manque d'argent. Quant aux femmes, elles ont peur de ne pas avoir de la nourriture à la maison ; peur de la montée des prix des produits alimentaires	La panique sur l'impossibilité de pratiquer la pêche. La peur pour leurs jardins qui peuvent être détruits. En ce qui concerne les femmes, elles paniquent sur la disponibilité de nourriture pour donner à manger aux enfants, sur les endroits, les tiroirs où garder la nourriture, elles paniquent sur les prix des produits qui risquent de monter	Les femmes d'Abricots s'expriment ainsi : Pas d'argent pour acheter les produits alimentaires. Nos jardins, nos bêtes ont disparu, emportés lors de la catastrophe ; Nous n'avons rien à manger nous crevons de faim Nous avons peur de ne plus avoir de quoi à manger parce que trouver à manger est très difficile	Pour les hommes de Jérémie, ils s'expriment ainsi : Même en dehors des catastrophes naturelles nous n'avons rien à manger Nous n'avons pas de l'argent pour acheter de la nourriture ; Nous avons peur des produits contaminés Nous avons peur des produits expirés ; Peur pour l'approvisionnement en nourriture car les routes sont en mauvais état ; Peur pour la production locale déjà faible, nous ne

			produisons presque pas.

Source : GDG (2019)

6.1.4.- Les besoins relatifs à la sécurité alimentaire dans la Grand'Anse

Nous avons besoin de la nourriture, disent des femmes à Jérémie. L'État devrait subventionner des produits alimentaires de base (riz, haricot, huile, entre autres) affirment d'autres participants au focus group réalisé à Les Irois. Au cours de la période d'urgence, il faut une distribution gratuite des produits alimentaires car personne ne dispose d'argent pour en acheter. Ce sont les gens de la commune des Irois qui doivent distribuer les produits alimentaires et non pas des étrangers, disent-ils.

À Pestel, à Jérémie, à Les Irois, les participants aux focus group mettent l'accent sur la nécessité de construire des entrepôts pour stocker des produits alimentaires (qu'ils soient importés ou non). Mais ils préfèrent que cela soit des produits locaux, car cela permettrait aux producteurs locaux d'augmenter leur revenu. Tantôt, ils parlent d'entrepôt de stockage, tantôt, ils parlent de magasins communautaires.

Dans cette même perspective, ils prévoient une structure de transformation et de conservation des produits alimentaires. À Jérémie, les femmes affirment ceci : « Nous avons besoin de l'électricité pour transformer et conserver les produits alimentaires ». Il faut, selon elles, subventionner l'agriculture locale pour éviter qu'elles soient envahies par les produits importés. Abordant le domaine de la pêche, ils souhaitent que les autorités arrivent à encadrer les pêcheurs après le passage des catastrophes. C'est un secteur qui pourrait beaucoup aider à combattre l'insécurité alimentaire et rapporter de l'argent aux professionnels de la pêche. Alors, ils proposent qu'il y ait :

- Une boutique d'intrants agricoles pour faciliter la production alimentaire locale
- Des matériels agricoles, des accessoires de pêche (outils modernes) ;
- La réhabilitation des routes pour la circulation des produits alimentaires

En ce qui concerne l'accès des catégories de personnes les plus vulnérables à la nourriture en période de catastrophes d'origine naturelle, ils affirment ceci : les femmes enceintes, les personnes handicapées, les personnes âgées, sont des personnes à besoins spéciaux. Il faut une méthodologie appropriée pour distribuer de l'aide à ces personnes en période d'urgence. Parfois, des femmes sont victimes d'agression sexuelle dans le processus de distribution des produits alimentaires.

> Au moment des catastrophes, dans les abris provisoires, les femmes en sont victimes. Quand il y a distribution de produits alimentaires, ce sont les hommes qui s'en occupent. Une femme affamée, qui n'arrive à pas trouver le plat, est victime de harcèlement par des hommes pour pouvoir bénéficier de la nourriture. Il arrive qu'elles soient obligées de coucher avec l'homme, car les hommes sont les seuls maitres « *kòk chante* ». Même si la Mairie donnait quelque chose, elle fait appel aux hommes. Ces derniers sont les responsables des abris. Ils abusent des jeunes filles vulnérables pour pouvoir leur donner

un plat. Certains disaient : « *sere koko w , wa manje sa w fè*» (si tu ne veux pas coucher avec nous, tu ne pourras pas manger).

Tableau 17: Synthèse des besoins exprimés quant à la sécurité alimentaire dans la Grand'Anse

Pestel	Les Irois	Abricots	Jérémie
Les hommes de Pestel disent ceci : Un dépôt pour stocker de la nourriture pour la population. Une boutique d'intrants agricoles Des matériels agricoles (outils modernes) ; Quant aux femmes, elles ont besoin d'un magasin communautaire où la population peut acheter les produits de bases à un bon prix	A Les Irois, les hommes parlent ainsi : Il faut plus d'encadrement pour les pêcheurs et les agriculteurs pour qu'ils puissent produire davantage après le passage des catastrophes. La distribution de semences après la catastrophe est nécessaire. La réhabilitation de la route de la route de Tiburon du département du Sud pour la circulation des produits alimentaire Quant aux femmes, elles affirment ceci : Un magasin communautaire pour permettre aux femmes d'acheter et de revendre des produits alimentaires. La Subvention des produits alimentaires Distribution gratuite de produits alimentaires pendant la période d'urgence. Ce sont les gens de la commune des Irois qui doivent distribuer les produits alimentaires et non pas des étrangers	Les femmes, aux Abricots affirment ceci : Les femmes, les personnes handicapées ont besoin de la nourriture équilibrée Il faut encadrer l'agriculture locale pour éviter qu'elles soient envahies par les nourritures importées Il faut de l'argent pour faire du jardin, des semences, des terres (parce que leurs maris ne sont pas tous des propriétaires), des moyens pour vivre.	Les hommes, à Jérémie disent ceci : Nous avons besoin de la Nourriture ; Un abri Provisoire pour stocker et sécuriser les nourritures ; Nous avons besoin de l'eau potable ; Nous avons besoin de l'électricité pour transformer et conserver les produits alimentaires Nous avons besoin de l'aide (Manger, vêtements etc.) au cours de la période d'urgence Du Crédit agricole, des semences et produits alimentaires

Source : GDG (2019

6.1.5.- Principales peurs relatives à la sécurité alimentaire exprimées dans le département du Nord'Est

Hommes et femmes dans ce département expriment leur peur concernant la sécurité alimentaire. Une synthèse est présentée dans l'encadré suivant.

Tableau 18: Synthèse des sentiments de peur exprimés quant à la sécurité économique dans le département du Nord'Est

Ferrier	Ouanaminthe	Mont-Organisé	Vallières
Les rizières sont gâtées, les bananiers, les ignames sont détruites. Ca nous fait peur Ils ont peur de ne pas pouvoir nourrir les enfants. (Pour les hommes soucieux). Les femmes vont dans le même sens : Le soleil détruit toutes les récoltes Elles ont peur pour les jardins et le bétail.	À Ouanaminthe, les hommes s'expriment en ces termes : Nous avons peur de ne pas disposer de moyens suffisants pour nourrir notre famille. Nous avons peur que les jardins ne soient dévastés et qu'il n'y ait rien après le passage des vents et inondations. Quant aux femmes, elles ont peur de ne pas pouvoir sortir pour acheter ce dont elles ont besoin dans la maison, peur de voir leurs enfants crever de faim sous leurs yeux. Elles ont peur de ne pas pouvoir faire la cuisine	Il n'y avait que des femmes à s'exprimer. Apres la catastrophe, disent-elles, le prix des produits augmentent -Les riz sont gâtés, les bananiers, les ignames sont détruits. -Le soleil détruit toutes les récoltes. Nous avons peur de ne pas pouvoir nourrir les enfants. Nous avons peur pour les jardins, les bétails.	Les hommes, à Vallières, s'expriment en ces termes : « Si tout n'est pas détruit dans le jardin, on a peur d'y aller chercher quelque chose à manger. Et même de se rendre à la campagne parce que la terre est pratiquement glissée car il y a de l'éboulement même les animaux ne peuvent se nourrir. Les boutiques et les magasins dans les zones sont détruits à causes des périodes d'intempéries, on peut considérer que les patates, l'igname qu'on aimerait récolter pour subsister devient difficile

Source GDG (2019)

6.1.6.- Principaux besoins exprimés concernant la sécurité alimentaire dans le Nord'Est

Les besoins relatifs à la sécurité alimentaire exprimés dans le Nord'Est sont présentés dans le tableau ci-dessous.

- Formation sur les catastrophes d'origine naturelle
- Formation sur la façon de produire et de protéger les denrées
- Besoin d'entrepôt de stockage des produits alimentaires pour être distribués en temps de catastrophe
- Encadrement des travailleurs dans la production des denrées alimentaires
- Distributions de coupons alimentaires aux familles monoparentales

- Installation de structures de distribution de l'aide alimentaire aux personnes handicapées
- Fonds de crédit pour la production agricole
- Assistance technique aux petits producteurs
- Distributions de kits alimentaires assortis des jardins locaux aux victimes des catastrophes.

Tableau 19: Synthèse des besoins exprimés quant à la sécurité alimentaire dans le Nord'Est

Ferrier	Ouanaminthe	Mont-Organisé	Vallières
Les besoins identifiés sont : de l'eau pour les jardins, encadrement pour les paysans, selon les hommes Des séminaires de formations sont nécessaires pour savoir comment mieux se protéger durant les catastrophes, demande une femme. Les femmes parlent de Protéger les jardins et les animaux. Des séances de formation pour apprendre à mieux produire et à conserver les denrées	Selon des hommes dans cette commune, il faut que l'État installe des entrepôts pour approvisionner la population pendant la période d'urgence. Il faut que l'état encadre les travailleurs, les fermiers dans la production de la nourriture pour alimenter la population sinistrée De leur côté, les femmes disent ceci : Aux familles dirigées par des femmes, l'État doit distribuer des coupons d'approvisionnement en nourriture. Il faut une démarche particulière pour atteindre les personnes handicapées, les personnes âgées	Selon les femmes à Mont-organisé, il y a un Besoin d'eau pour les jardins -il faut l'encadrement pour les paysans. -il y a un besoin de Formation pour savoir comment mieux se protéger durant les catastrophes. Il faut le Support de l'état. Il faut Protéger les jardins et les animaux Il y a nécessité de formation pour apprendre à mieux produire et à conserver les denrées.	Selon les hommes à Vallières : L'État doit apporter des Kits alimentaires comme support pendant les évènements ; Il faut établir un magasin communautaire et un dépôt de stockage comme structure de support qui serait utilisé en temps des catastrophes. Il faut faire de la formation pour rassurer la population et l'orienter sur les endroits à trouver la nourriture Il faut avoir une équipe de mobilisation pour entreprendre des démarches au secours des victimes (vêtements, nourriture et argent)

Source : GDG (2019)

6.1.7.-Principales peurs exprimées par rapport à la sécurité alimentaire dans le département du Nord

Les participants aux ateliers de focus group réalisés dans quatre commune du département du Nord ont exprimé leur sentiment de peur en ces termes :

- Nous avons peur de ne pas pouvoir sortir pour aller acheter de quoi donner manger à la famille.
- Nous avons peur de ne recevoir de secours de personne pour donner à manger aux enfants
- Nous avons peur de perdre ce que nous avons dans les jardins pour nourrir la famille.

- Nous avons peur de ne pas avoir d'argent après la catastrophe pour nourrir notre famille puisque les champs sont dévastés
- Nous avons peur de voir nos enfants crever de faim sous nos yeux
- Nous avons peur du blocage des routes en vue de transporter les marchandises
- Nous craignons de ne pas trouver de crédit pour relancer nos activités après la catastrophe (voir l'encadré ci-dessous)

Tableau 20: Synthèse des sentiments de peur exprimés quant à la sécurité alimentaire dans le Nord

Limbé	Cap-Haitien	Limonade	Port-Margot
Peur exprimée par des hommes : Peur de ne rien avoir à manger. Peur de perdre ce que nous avons dans les jardins pour nourrir la famille. **Peur exprimée par des femmes :** Peur de ne pas pouvoir sortir pour aller acheter de quoi donner manger à la famille. Peur de ne recevoir de secours de personne pour donner à manger aux enfants	**Peur exprimée par des hommes** Peur de ne trouver à manger chez soi. Peur de ne pas avoir d'argent après la catastrophe pour nourrir sa famille alors que les champs sont dévastés **Peur exprimée par des femmes :** Peur de voir nos enfants crever de faim et de ne pouvoir rien faire	Peur du blocage des routes en vue de transporter les marchandises Peur de perdre ce que nous avons à manger dans les jardins. La crainte de ne pas trouver de crédit pour relancer nos activités après la catastrophe	Peur des femmes Peur que la sécheresse ne détruise tout ce que nous avons. Peur qu'au moment des inondations toutes nos ressources ne soient pas emportées et qu'il ne reste rien pour nourrir la famille Peur qu'après la catastrophe des insectes ne viennent tout ronger, tout détruire. Peur que les prix des produits de première nécessité ne grimpent

Source : GDG (2019)

6.1.8.- Principaux besoins relatifs à la sécurité alimentaire identifiés dans le département du Nord

Par rapport aux sentiments de peur exprimés, certains besoins ont été identifiés. Nous les reproduisons tels qu'ils ont été formulés :

- Besoin de la représentation des autorités étatiques dans la commune pour intervenir auprès de la population dans ces circonstances.
- Après la catastrophe, il faut que le MARNDR nous fournisse des pesticides afin de lutter contre les insectes ravageurs.
- L'État doit inspecter et sécuriser les aides humanitaires ;
- L'État doit aider les gens à trouver de quoi à manger au cours de la période d'urgence
- Procéder d'abord au recensement des victimes ensuite, utilisé les agents de la protection civile et la Police pour distribuer les aides directement chez les victimes

- Encadrer les gens les plus vulnérables, notamment les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes enceintes. Il faut dispositif spécial pour ces personnes
- Il faut que l'État prenne ses responsabilités en charge en construisant des abris provisoires, avec des fonds et de la nourriture disponible (voir l'encadré suivant)

Tableau 21: Synthèse des besoins quant à la sécurité alimentaire exprimés dans le département du Nord

Limbé	Cap-Haitien	Limonade	Port-Margot
Selon les hommes, il faut : La participation de la population à la gestion et la distribution de l'aide Une prise en charge et l'encadrement des personnes âgées et handicapées par les autorités étatiques **Selon les femmes**, il faut : Du charbon de bois pour cuisiner ; Du gaz (Propane) et du sel De l'eau potable ; D'un magasin communautaire	**Selon des hommes**, il faut : encadrer les gens les plus vulnérables, notamment les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes enceintes. Il faut dispositif spécial pour ces personnes Il faut procéder d'abord au recensement des victimes ensuite, utilisé les agents de la protection civile et la Police pour distribuer les aides directement chez les victimes. **Du point de vue des femmes**, L'État doit mettre en place une structure pour faciliter les gens à trouver de quoi à manger, spécialement les femmes ; Les gens victimes ou qui habitent dans des zones à risques doivent être les premiers à bénéficier des aides humanitaires ; Il faut Distribuer des coupons ou de l'argent pour acheter de la nourriture L'État doit s'assurer que les subventions touchent directement les victimes	L'État doit inspecter et sécuriser les aides humanitaires ; L'État doit aider les gens à trouver de quoi à manger au cours de la période d'urgence	Selon des femmes de cette commune, après la catastrophe, il faut que le MARNDR fournisse des pesticides afin de lutter contre les insectes ravageurs. Il y a un Besoin de représentation des autorités étatiques dans la commune pour intervenir auprès de la population dans ces circonstances

Source GDG (2019)

6.1.9.- Principales peurs exprimées par rapport à la sécurité alimentaire dans le département du Nord'Ouest

Les participants à l'enquête dans le département du Nord-Ouest expriment des sentiments de peur traduits dans les termes suivants :

Tableau 22: Synthèse des sentiments de peur exprimés sur la sécurité alimentaire dans le Nord'Ouest

Port-de-paix	Jean-Rabel	Baie-de-Henne	Saint-louis-du-Nord
Ce qui fait peur aux hommes dans cette commune : Ne pas avoir de l'argent pour donner à leur femme. Homme aveugle : peur de perdre le soutien social et son petit commerce de subsistance Et pour les femmes, c'est la Peur de ne pas pouvoir nourrir les enfants. La Peur de perdre des produits alimentaires stockés pour nourrir la famille. La Peur pour les personnes âgées, les grands-parents:	Dans cette commune, les hommes ont Peur de ne pas pouvoir nourrir leur famille. Peur de perdre tout ce qu'ils ont au jardin pour pouvoir alimenter la famille. Homme aveugle : peur de perdre tout soutien social Les femmes ont peur de la hausse des prix des produits alimentaires après les catastrophes. Peur de ne rien trouver dans les jardins pour nourrir les enfants	Selon des hommes dans cette commune : Préoccupation pour savoir où on va trouver de la nourriture en vente. Préoccupation pour savoir ce qu'on va donner à manger à sa famille. Comment on va se déplacer ? préoccupation pour savoir comment on va gérer l'après catastrophe, sans aide de l'état	Selon des femmes de cette commune : Peur de se trouver en situation de ne rien trouver à acheter pour donner à manger à la maison Peur de ne pas avoir de l'argent pour acheter la nourriture Peur de voir ses enfants mourir de faim Peur de ne rien bénéficier au cours de la distribution des produits alimentaires post catastrophe

Source : GDG (2019)

6.1.10.- Principaux besoins relatifs à la sécurité alimentaire identifiés dans le département du Nord'Ouest

Par rapport aux sentiments de peur exprimés, des besoins ont été identifiés. Parmi ces besoins, il faut citer entre autres :

- Le besoin de transformation et stockage des produits dans des entrepôts pour améliorer le sort de la population dans la saison des catastrophes.
- Le besoin de l'aide alimentaire pour les victimes des catastrophes au cours de la période d'urgence
- Le besoin de techniciens agricoles pour encadrer les planteurs dans la relance de la production après la catastrophe
- Le besoin d'intervention de l'état dans le domaine de l'agriculture pour aider à produire de la nourriture à partir de nos champs

- Le besoin de la mise en place d'un entrepôt ou un magasin communautaire pour aider la population en temps de catastrophe et après la catastrophe (voir l'encadré suivant).

Tableau 23: Synthèse des besoins exprimés quant à la sécurité alimentaire dans le Nord'Ouest

Port-de-Paix	Jean-Rabel	Baie-de-Henne	Saint-Louis-du-Nord
Selon les hommes, il faut : le Support de l'état pour refaire les jardins. Baisser le coût de la vie. Construire des entrepôts pour stocker des produits alimentaires. Relancer le programme de crédit agricole **Du point de vue des femmes,** il faut Le Support de l'état pour trouver de quoi nourrir les enfants Baisser le coût de la vie Permettre aux femmes seules avec des enfants de recevoir de l'aide alimentaire	**Selon des hommes**, il faut La transformation et le stockage des produits dans des entrepôts pour améliorer le sort de la population dans la saison des catastrophes. De l'aide alimentaire pour les victimes des catastrophes. Des techniciens agricoles pour encadrer les planteurs dans la relance de la production après la catastrophe. **Quant aux femmes**, elles réclament de L'aide alimentaire pour les femmes seules et les personnes handicapées. La distribution impartiale de kits alimentaires après les catastrophes	**Les hommes** parlent de la nécessité D'avoir de bons intermédiaires entre eux et les autorités Intervention de l'état dans le domaine de l'agriculture pour aider à produire de la nourriture à partir de leurs champs Mettre en place un entrepôt ou un magasin communautaire pour aider la population en temps de catastrophe et après la catastrophe	Les femmes réclament De l'aide alimentaire après le passage des catastrophes De l'aide spéciale aux femmes handicapées, aux personnes âgées De la distribution ordonnée et impartiale de l'aide alimentaire après la catastrophe

Source. GDG (2019)

6.2.- Synthèse de la peur exprimée quant à la sécurité alimentaire au cours des focus group

Les informations collectées à travers les focus group ont permis d'avoir une bonne compréhension des peurs en lien avec la sécurité alimentaire suite aux catastrophes naturelles. Selon les participants, les principales peurs, concernent le fait de ne pas pouvoir disposer de la nourriture pour la famille ou de ne pas trouver de l'argent pour se procurer des aliments.
L'autre peur exprimée est de ne pas pouvoir bénéficier des aides alimentaires après la catastrophe naturelle. La peur de perdre la récolte et le bétail a aussi été mentionnée dans les focus group. Viennent ensuite la peur que les prix des produits alimentaires ne soient accrus suite à la catastrophe naturelle. Dans la Grand'Anse et dans le Sud, l'impossibilité de pratiquer la pêche constitue une peur à la sécurité alimentaire.
Le tableau suivant présente une synthèse des sentiments de peur exprimés quant à la sécurité alimentaire. On voit dans ce tableau que les hommes se soucient davantage de pouvoir obtenir de l'argent pour donner à leurs femmes pour nourrir la famille et pour relancer leurs activités agricoles après la catastrophe. Quant aux femmes, elles se soucient davantage pour l'alimentation de leurs enfants.

Tableau 24: Synthèse des sentiments de peur exprimés par sexe pour la sécurité alimentaire au cours des focus group

Peur exprimée par des hommes	Peur exprimée par des femmes
Ne pas avoir de l'argent pour donner à sa femme. Peur de ne pas pouvoir nourrir sa famille. Peur de perdre les récoltes ; Peur de ne pas trouver de la nourriture sur le marché ; Préoccupation pour savoir comment on va gérer l'après catastrophe, sans aide de l'état Peur de la destruction ou de l'endommagement des routes Peur de l'augmentation des prix des produits alimentaires sur les marchés	Peur de ne pas pouvoir nourrir les enfants. Peur de perdre des produits alimentaires stockés pour nourrir la famille. Peur de la hausse des prix des produits alimentaires après les catastrophes. Peur de voir ses enfants mourir de faim Peur de ne rien bénéficier au cours de la distribution des produits alimentaires post catastrophe Peur de ne pas pouvoir sortir pour acheter ce dont on a besoin Peur de ne pas pouvoir faire la cuisine à cause de l'inondation

Source : GDG, Mars 2019

6.3.- Les principales menaces liées aux catastrophes naturelles sur la sécurité alimentaire

Les enquêtes de terrain sont venues renforcer les informations obtenues ci-dessus. La majorité des répondants (85%) ont subi un choc qui a affecté négativement les moyens d'existence du répondant, surtout des chocs biophysiques (cyclones, inondations, sécheresse, etc.) et économiques.
En bref, les catastrophes d'origine naturelle affectent la sécurité alimentaire des populations en termes d'accessibilité et de disponibilité alimentaire.

6.3.1.- Accessibilité alimentaire

Pour la satisfaction de leurs besoins alimentaires, les ménages s'approvisionnent généralement aux marchés locaux ou se nourrissent à partir de leur production propre. Pour l'ensemble des départements, la principale menace à la situation alimentaire des ménages, selon les enquêtés, est l'inaccessibilité aux aliments de base (voir figures 25 et 26) qui se caractérise par la faiblesse du pouvoir d'achat (42%) c'est-à-dire les difficultés d'avoir de l'argent pour se rendre au marché.

En outre, la rareté des produits agricoles et alimentaires suite aux catastrophes naturelles pourrait conduire à une augmentation des prix des produits agricoles et alimentaires sur les marchés locaux et régionaux.

Par ailleurs, 14.6% des personnes enquêtés ont déclaré que le mauvais état des routes et l'endommagement de certains ponts suite aux catastrophes naturelles constitue une menace à la sécurité alimentaire en limitant le déplacement des ménages pour pouvoir s'approvisionner sur les marchés locaux (voir figures 25 et 26). D'un autre côté, les commerçants de produits agricoles ne peuvent pas se rendre aux marchés locaux et régionaux pour pouvoir écouler leurs produits alimentaires.

Au niveau des prix des produits alimentaires, bien qu'ils affichent une tendance inchangée en temps de catastrophes (selon les données de l'enquête), il reste que les ménages ont un faible pouvoir d'achat pour avoir accès à une alimentation suffisante renforçant ainsi le caractère transversal de ces menaces. En effet, les enquêtés ont mentionné des menaces qui avaient été déjà identifiées dans le cadre de l'analyse relative à l'insécurité économique : la faiblesse du pouvoir d'achat et les pertes dans le secteur agricole.

6.3.2.- Disponibilité alimentaire

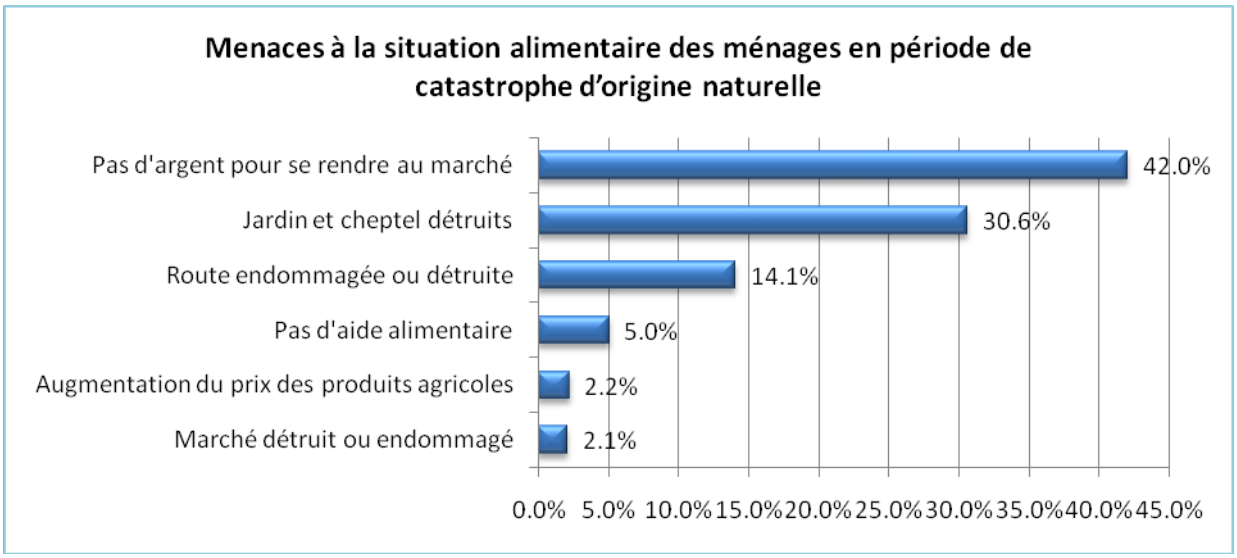
D'une manière générale, la problématique de la sécurité alimentaire est liée à celle de la production agricole, d'une part, et à la disponibilité en quantité suffisante, sur les marchés nationaux, des produits agricoles, d'autre part. En effet, 30.6% des enquêtés ont mentionné que la destruction des jardins et du cheptel constitue une menace majeure à leur sécurité alimentaire (voir figure 25). Suite aux catastrophes naturelles, les récoltes sont détruites et le bétail est

emporté par l'eau ou meurt de soif pendant la sécheresse, ce qui contribue à la diminution de l'offre de produits agricoles sur les marchés locaux et la réduction des stocks des ménages. De plus, au niveau de communes côtières, les disponibilités des produits halieutiques diminuent à cause de la montée du niveau de la mer et l'absence d'activités de pêche.

Sur le plan nutritionnel, la situation des enfants, surtout ceux âgés de moins de 5 ans, reste préoccupante. Bien que les données de l'enquête ne permettent pas d'analyser la situation alimentaire des enfants, il ne faudrait pas oublier de le souligner. Ces données existent dans la littérature notamment à travers le Système d'Information Sanitaire National Unique (SISNU) et le Système d'Information du Ministère des Affaires Sociales et du Travail, communément appelé "SIMAST" où des cas de malnutrition aigüe sévère et modérée y sont recensés.

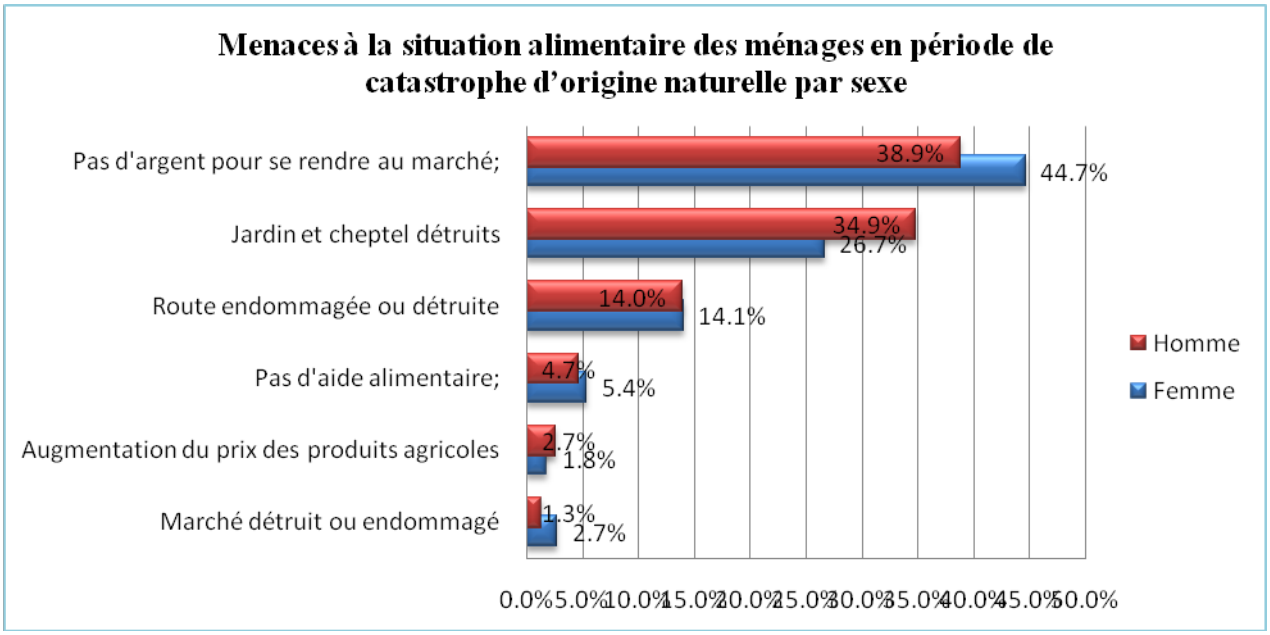
L'endommagement des infrastructures d'irrigation et l'absence d'eau dans les canaux suite aux catastrophes naturelles ont un impact négatif sur la productivité agricole conduisant à une diminution de rendement donc, de la production. L'endommagement des infrastructures de stockage (colombier, bâtiment de stockage, etc.) réduit la disponibilité de produits alimentaires au niveau des ménages.

Figure 25: Menaces à la sécurité alimentaire des répondants en période de catastrophe d'origine naturelle



Source : GDG, Mars 2019

Figure 26: Menaces à la sécurité alimentaire des répondants par sexe



Source : GDG, Mars 2019

CHAPITRE VII

INSECURITE SANITAIRE

Dans ce chapitre, sont présentés les sentiments de peur et les besoins exprimés par la population des communes des cinq départements objet de cette étude. Qu'est-ce qui fait peur aux hommes par rapport à la sécurité sanitaire de la population au moment des catastrophes d'origine naturelle ? Qu'est-ce qui fait peur aux femmes ? Quels sont les principaux besoins identifiés par eux ? Ce sont entre autres quelques questionnements auxquels ce chapitre répond. Il est réparti comme suit : la première partie est consacrée à la présentation des informations obtenues à partir des entretiens semi-structurés et des focus group. Pour chaque commune des départements sont présentés deux tableaux synthétiques des informations obtenues concernant respectivement la peur et les besoins de la population. Dans la deuxième partie sont présentées les données quantitatives pour confirmer ce qui a été obtenu dans les enquêtes qualitatives.

7.1.- Peurs et besoins quant à la sécurité sanitaire exprimés dans les départements objet de l'étude

7.1.1.- Principales peurs exprimées concernant la sécurité sanitaire dans le département du Sud

À Aquin, un interviewé affirme de manière péremptoire que la sécurité sanitaire n'existe pas du tout. Selon lui, il y a un hôpital de référence à Aquin mais les médicaments ne sont pas disponibles ou le personnel médical n'est pas disponible non plus. Par rapport au système ambulancier, il existe une petite ambulance qui est une mini vanne. Quand elle n'est pas en panne, il n'y a pas d'essence pour l'alimenter. On ne peut pas compter sur ce service pour transporter des malades. A cause de cela, à Aquin, des cas de mortalité sont enregistrés. Les gens ont peur, à cause d'une telle situation.

Selon une informatrice clé interviewée à Camp-Perrin, les femmes, en particulier, quand elles vont à l'hôpital, risquent de mourir si elles n'ont pas d'argent pour payer les frais médicaux. Si une personne n'a pas d'argent, elle n'a pas besoin de se déplacer pour aller voir un médecin ou pour se faire soigner dans un hôpital. Si tu ne donnes pas la fiche qui est parquée « payé », le médecin ne jettera pas un œil sur vous. Si tu ne peux pas, il faudra quelqu'un pour payer pour vous. Sinon tu vas rester et attendre la mort.

Tableau 25: Sentiments de peur exprimés concernant la sécurité sanitaire dans des communes du département du Sud

Aquin	Chardonnières	Les Anglais	Camp-Perrin
Hommes et femmes Nous avons peur parce qu'il n'y a pas de santé pour nous à Aquin en période de catastrophe, au moment où il y a cette situation et les gens ont besoin de se faire soigner, il n'y a pas de médecin présent dans l'hôpital, il n'y a pas de médicaments ni de matériels ; - pas de personnels médicales qualifies et spécialisés ; - absence d'un service d'ambulance ; -absence de latrines pour la majorité de la population ; - Nous avons peur d'avoir une épidémie car la question de santé à Aquin est terrible comme il était question pour le choléra. -peur de tomber malade à cause de problème d'argent	**Hommes et femmes** Peur par ce qu'il n'a pas d'argent pour faire des prévisions nécessaires -Peur pour les personnes handicapées durant les cyclones. Peur aussi pour les enfants	**Hommes** Peur d'avoir à se rendre à l'hôpital : il n'y a qu'un seul hôpital et un manque criant de personnel médical La peur d'avoir à faire des examens car il n'y a pas de laboratoire pour les examens médicaux La peur de trouver des médicaments à cause de l'absence de pharmacie les handicapés ont peur de se déplacer à moto, mauvais état des routes	Femmes -Peur de ne pas trouver de soins si on n'a pas d'argent. -Peur de ne pas trouver l'attention des médecins des infirmières, si on n'a pas d'argent dans nos poches. On peut passer toute une journée dans une ligne avec une carte en mains sans avoir la garantie de voir un médecin.

Source : GDG (2019)

7.1.2.- Besoins identifiés quant à la sécurité sanitaire dans le Sud

Selon les personnes interviewées, il faut :

- rendre des médicaments disponibles pour les malades et les blessés
- placer un service ambulancier à Camp-Perrin
- réaliser des programmes de formation et de sensibilisation après la catastrophe car beaucoup d'adolescentes sont tombées enceintes dans les abris provisoires ayant eu des rapports sexuels non protégés
- distribution de comprimés pour purifier l'eau
- un service de transport approprié pour les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes enceintes et les enfants

Dans la commune de Les Anglais, on parle de la nécessité de plusieurs ambulances pour desservir le centre-ville et les sections communales, puisque les déplacements sont extrêmement difficiles en période de catastrophes d'origine naturelle. Il y a lieu aussi de construire des centres de santé dans les sections communales, d'assurer l'approvisionnement de la pharmacie de

l'hôpital en médicament (les prix doivent être accessibles), de mettre un système de transport adapté à la situation des personnes handicapées

À Aquin, il est donc conseillé :

- d'équiper l'hôpital avec les ressources sanitaires
- de rendre disponible le personnel médical : médecin, orthopédiste, infirmière, gynécologue, pédiatre
- de doter la commune d'un vrai service ambulancier
- d'installer des centres de santés dans les sections communales. Certaines sections communales d'Aquin sont difficilement accessibles même en temps normal. Que dire quand il y a des catastrophes d'origine naturelle

Tableau 26: Synthèse des besoins identifiés dans les communes du département du Sud par rapport à la sécurité sanitaire

Aquin	Chardonnières	Les Anglais	Camp-Perrin
Hommes et femmes Besoin d'un hôpital bien équipé et accessible à tout le monde ; - de personnels médicaux qualifiés ; - de disponibilité des médicaments pour éviter les épidémies ; -d'eau potable ; - Besoin de latrine, assainissement dans la ville ; - Il n'y a pas un service d'urgence spécialisé pour les femmes enceintes ce qui entraine plusieurs cas de mortalité par manque de moyens.	Besoin d'un hôpital avec un service d'ambulancier, des médecins qui soient disponibles. –Besoin d'un personnel, des équipements pour faire fonctionner l'hôpital. Besoin de distribution d'eau potable après le passage de la catastrophe Service d'urgence pour soigner les femmes enceintes qui ne peuvent pas se rendre ni aux cayes ni à Les Anglais au moment des catastrophes	**Hommes** Construction de centre de santé bien équipé dans chaque section communale. Instituer un service ambulancier. Obliger les médecins à être présents pour travailler Rendre disponible des médecins spécialisés dans plusieurs domaines	**Femmes** Besoin d'encadrement, de bon accueil. Il faut que les hôpitaux donnent des services à tout le monde. On n'a pas besoin d'être un grand dignitaire, une grande personnalité pour trouver de soin.

Source : GDG (2019)

7.1.3.- Sentiments de peur et besoins exprimés dans le département de la Grand'Anse concernant la sécurité sanitaire

Dans le département de la Grand'Anse, les personnes interviewées expriment leur sentiment de peur reproduit en ces termes :

- Peur d'attraper des maladies contagieuses à travers les selles séchées car la majorité de la population fait ses besoins par terre.
- Peur d'avoir des cas qui nécessitent une intervention d'urgence, puisqu'il n'y a pas de personnel qualifié.

- Peur des infections vaginales à cause de la mauvaise qualité de l'eau
- Peur de ne pas pouvoir transporter les malades car il n'y a pas d'ambulance
- Peur de l'augmentation des cas de mortalité
- Peur de se faire contaminer en buvant l'eau
- Accès difficile aux soins de santé
- Peur de la pluie, car dès qu'il pleut le Centre est inondé, le personnel n'est pas tout le temps disponible et le centre est fermé quelque fois (c'est un centre de santé, il travaille de 10 am à 3h pm) (voir l'encadré suivant)

Tableau 27: Synthèse des sentiments de peur exprimés concernant la sécurité sanitaire dans les communes de la Grand'Anse

Pestel	Les Irois	Abricots	Jérémie
Les **hommes** affirment leur peur : Peur d'attraper des maladies contagieuses à travers les selles séchées car la majorité de la population fait ses besoins par terre. Peur d'avoir des cas qui nécessitent une intervention d'urgence, puisqu'il n'y a pas de personnel qualifié. On doit se rendre à Jérémie ou aux Cayes. Cela fait peur puisque la route n'est pas bonne Quant aux **femmes** elles ont peur d'avoir des douleurs en ce moment, si elles sont enceintes. Dans les sections communales, pas de véhicule pour venir à Pestel, parfois elles sont plus près de Jérémie et des Cayes, certaines personnes meurent en cours de routes, des femmes enceintes meurent aussi de l'hémorragie. La peur de ne pas trouver de soins au moment opportun puisqu'il y a un centre de santé pour 70 000 habitants	Dans cette commune, on parle d'Absence de médecin et d'infirmière, d'Inaccessibilité du centre de santé à cause du mauvais état de la route Pour les femmes La non disponibilité des médicaments fait peur notamment pour la santé des enfants. Il faut en acheter ailleurs, or il n'y a pas d'argent Elles parlent aussi de la peur des infections vaginales à cause de la mauvaise qualité de l'eau	Les femmes à Abricots se sont exprimées en ces termes : Peur de ne pas pouvoir transporter les malades car il n'y a pas d'ambulance Peur de l'augmentation des cas de mortalité Peur de se faire contaminer en buvant l'eau l'Accès difficile aux soins de santé	Dans cette commune, les hommes parlent de leur peur en ces termes - Il n'y a pas de médecin dans les hôpitaux, il n'y a pas de médicaments ni de matériels ; Il n'y a pas de toilette publique tandis que la majorité des gens de la population n'en ont pas chez eux ; Des enfants atteints de la malnutrition et nos femmes ont peur d'attraper l'infection vaginale ; Nous n'avons pas d'argent pour aller à l'hôpital, faute de quoi on ne va pas nous consulter.

Source : GDG (2019)

7.1.4.- Besoins identifiés dans le département de la Grand'Anse concernant la sécurité sanitaire

Les participants à l'enquête expriment les besoins suivants quant à la sécurité sanitaire

- Besoins de plus d'infirmières et de médecins après la catastrophe
- Besoin de laboratoire sur place pour les tests de dépistage
- Subvention des médicaments de base
- Installation de latrines dans les lieux publics
- Installation de services d'urgence et de service ambulancier dans chaque commune
- Installation des centres de santé dans les sections communales
- Installation d'un bloc opératoire dans les hôpitaux
- Installation de groupes électrogènes dans les hôpitaux (voir l'encadré suivant)

Tableau 28: Synthèse des besoins exprimés par sexe et par commune dans le département de la Grand'Anse

Pestel	Les Irois	Abricots	Jérémie
Selon les **hommes** interviewés : Plus d'infirmières et de médecins. Plus de techniciens Un laboratoire médical (pour empêcher qu'ils soient référés aux Cayes ou à Jérémie Pour les **femmes**, Il faut un hôpital de référence pour les accouchements et d'autres urgences. Des médicaments gratuits disponibles dans les pharmacies	Selon les **hommes** : Besoin d'un hôpital bien équipé et accessible à tout le monde pour pouvoir recevoir tous les cas en période de catastrophe Besoin d'eau potable Des médicaments pour éviter les épidémies Nous avons besoin de latrine publique	Dans cette commune, les **femmes** ont besoin de : Un service d'urgence Un hôpital bien équipé ; Une pharmacie (dès fois elles ont des difficultés à trouver les médicaments) ; Un laboratoire ; Une ambulance ; Des Médecins et infirmières ; Des centres de santé dans les sections communales pour assurer les premiers soins.	A Jérémie, les hommes ont mis l'accent sur les besoins suivants : Un hôpital standard avec un personnel qualifié, des Médicaments et de matériels disponibles ; un service ambulancier pour assurer le transport des malades ; une alimentation équilibrée pour les malades ; D'un hôpital accessible aux handicapés ; Un service social, pour subventionner les médicaments pour des gens qui n'ont pas les moyens pour se les procurer ; Un bloc opératoire actif ; Une génératrice et de l'énergie propre à l'hôpital ; Une morgue qui fonctionne

Source : GDG (2019)

7.1.5.- Principales peurs exprimées concernant la sécurité sanitaire dans le département du Nord'Est

Les principaux problèmes concernant la sécurité identifiés dans le Nord'Est ont été formulés en ces termes :

- Risque pour les femmes de contracter des maladies à cause de la mauvaise qualité de l'eau.
- Risque de contamination intestinale en consommant les légumes
- Panique pour les femmes au moment du passage des ouragans, surtout les femmes enceintes
- Grand risque pour les femmes d'accoucher au moment des inondations ou d'autres catastrophes.
- La peur pour les filles de contracter des infections vaginales à cause de la qualité de l'eau
- Peur de perdre des personnes âgées et des personnes handicapées si elles tombent malades car les routes sont obstruées (voir l'encadré suivant)

Tableau 29: Sentiments de peur exprimés sur la sécurité sanitaire dans le Nord'Est

Ferrier	Ouanaminthe	Mont-Organisé	Vallières
Selon les **hommes**, il y a Risque pour les femmes de contracter des maladies à cause de la mauvaise qualité de l'eau. Risque de contamination en consommant les légumes. Selon les **femmes**, il y aurait Risque pour les femmes d'accoucher au moment des inondations ou d'autres catastrophes. Panique pour les femmes au moment du passage des ouragans, surtout les femmes enceintes	Les **hommes** évoquent la peur de contracter des maladies par rapport aux inondations. Peur des épidémies de choléra ou de typhoïde La peur pour les filles de contracter des infections vaginales à cause de la qualité de l'eau	En ce qui concerne les **femmes**, elles s'expriment en ces termes : Peur d'avoir un cas d'urgence qui nécessite les services ambulanciers Peur d'avoir à hospitaliser un patient ou une victime de catastrophe Grosses inquiétudes pour les personnes vivant en milieu rural où il n'y a aucune structure de service de santé. Peur pour les prix de médicaments à acheter car il n'y a pas d'argent au moment des catastrophes	Des **hommes** expriment leurs sentiments de peur en ces termes : Peur de la contamination de l'eau. Risque de contracter des maladies telles que le choléra, la diarrhée, et la typhoïde. Peur de perdre des personnes âgées et des personnes handicapées si elles tombent malades car les routes sont obstruées. Peur d'avoir sa femme qui accouche difficilement en ce moment Peur de monter à moto quand il n'y a pas de voitures

Source : GDG (2019)

7.1.6.- Principaux besoins identifiés dans le Nord'Est sur la sécurité sanitaire

Les principaux besoins identifiés sont les suivants :

- Construction de centre de santé dans les sections communales car les paysans ne peuvent pas se déplacer pour aller dans les villes ou les bourgs pour se faire soigner.
- Besoin de moyen pour assainir l'eau
- Formation pour les femmes sur les précautions à prendre pour ne pas contracter des maladies vénériennes
- Ambulance pour transporter les blessés et malades graves.
- Centre de santé avec lit dans les communes.
- Dispensaire dans les sections communales.
- Subvention des prix de médicaments, notamment les médicaments de base, exonération de frais pour des examens médicaux en période de catastrophe d'origine naturelle (voir l'encadré ci-dessous)

Tableau 30: Synthèse des besoins exprimés par les enquêtés dans le Nord'Est sur la sécurité sanitaire

Ferrier	Ouanaminthe	Mont-Organisé	Vallières
Selon les hommes: Construction de centre de santé dans les sections communales car les paysans ne peuvent pas se déplacer pour aller dans les villes ou les bourgs pour se faire soigner. **Selon des femmes** Il faut des médecins qualifiés et des spécialistes en ces moments où il y a toutes sortes de cas qui se présentent Il faut rendre des médicaments disponibles, à la portée des familles surtout celles qui ont peu de ressources	**Pour les hommes:** Que l'État installe des entrepôts pour approvisionner la population pendant la période d'urgence. Que l'état encadre les travailleurs, les fermiers dans la production de la nourriture pour alimenter la population sinistrée **Pour les femmes** : Aux familles dirigées par des femmes, l'État doit distribuer des coupons d'approvisionnement en nourriture. Il faut une démarche particulière pour atteindre les personnes handicapées, les personnes âgées	**Les femmes affirment ceci :** Nous avons besoin d'ambulance pour transporter les blessés et malades graves, d'un centre de santé avec lit dans la commune. Dispensaire dans les sections communales. Subvention des prix de médicaments, notamment les médicaments de base, exonération de frais pour des examens médicaux	**Les hommes expriment leurs besoins en ces termes :** Un hôpital bien équipé en matériels et personnels qualifiés pour servir la population avec salle d'opération pour exécuter les cas d'urgence, en particulier césarienne. Besoin d'un laboratoire pour les tests d'analyse Plus de centres de santé et de dispensaires pouvant rapprocher toute les localités (communautés) au soin des femmes enceintes Support financier pour aider les handicapés à exécuter leurs prescriptions

Source GDG (2019)

7.1.7.- Principaux sentiments de peur exprimés dans le département du Nord concernant la sécurité sanitaire

Les principaux sentiments de peur exprimés par des individus en atelier de focus group dans des communes du département du Nord, se traduisent en ces points :

- Peur des maladies associées aux catastrophes d'origine naturelle telle que le choléra, la malaria, la typhoïde.
- Le manque de médecins, de médicaments pour la prise en charge des malades
- La peur chez des femmes enceintes d'avoir à accoucher en ces moments difficiles.
- La peur d'avoir des enfants ou des personnes âgées malades
- Peur de ne pas disposer d'argent pour acheter les soins de santé et des médicaments
- Peur de boire de l'eau contaminée par des excréments humains.

Tableau 31: Synthèse des sentiments de peur exprimés quant à la sécurité sanitaire dans le Nord

Limbé	Cap-Haïtien	Limonade	Port-Margot
Selon des **hommes** du Limbé : Les maladies associées aux catastrophes d'origine naturelle telle que le choléra, la malaria, la typhoïde. Le manque de médecins, de médicaments pour la prise en charge des malades Selon des **femmes** La peur des femmes enceintes d'avoir à accoucher en ces moments difficiles. La peur d'avoir des enfants ou des personnes âgées malades	**Pour les femmes** : Peur de la rareté de médecins qualifiés Peur de la lenteur du service ambulancier Les médicaments sont chers et de qualité douteuse Crainte de maladies infectieuses chez les femmes. Crainte d'épidémie de choléra ou d'autres infections intestinales	Peur des maladies infectieuses Peur de ne pas disposer d'argent pour payer les soins de santé et acheter des médicaments. Les femmes ont peur des infections vaginales Peur de boire de l'eau contaminée par des excréments humains. Peur de ne pas avoir de l'argent pour acheter les soins de santé	Selon les hommes : Peur des cas d'urgence dans les sections communales car il n'y a pas de service de santé disponible Peur de ne pas trouver de services dans les hôpitaux car il n'y a ni pharmacie ni personnel de santé disponible Peur de ne pas disposer d'argent pour acheter les médicaments Peur des épidémies de rougeole, de fièvre, des infections vaginales et du choléra

Source : GDG (2019)

7.1.8.- Principaux besoins identifiés dans le Nord sur la sécurité sanitaire

Les participants au focus group ont exprimé concernant la sécurité sanitaire en ces termes :

- Besoin de centre de santé dans les sections communales.
- La gratuité des médicaments de base au cours de cette période.
- La gratuite des examens de laboratoire au cours de cette période.
- La distribution des kits d'hygiène pour les femmes au cours de la période d'urgence
- Distribuer des pastilles pour aider à traiter l'eau
- Régulariser le service ambulancier
- Augmentation du nombre de médecin et d'infirmières
- Installation de Clinique mobile ;
- Intervention rapide des autorités pour éviter que l'on soit atteint par des maladies (voir l'encadré suivant)

Tableau 32: Synthèse des besoins exprimés quant à la sécurité sanitaire dans le département du Nord.

Limbé	Cap Haïtien	Limonade	Port-Margot
Besoins exprimés par des hommes : Besoin de centre de santé dans les sections communales. La participation de la population à la gestion et la distribution de l'aide. **Besoins identifiés par les femmes** La gratuité des médicaments de base au cours de cette période. La gratuite des examens de laboratoire au cours de cette période. La distribution des kits d'hygiène pour les femmes au cours de la période d'urgence	**Besoin exprimés par des femmes** Augmentation du nombre de médecin et d'infirmières Régulariser le service ambulancier Subventionner les médicaments de base et les examens de laboratoire Distribuer des pastilles pour aider à traiter l'eau	**Selon les hommes** : Installation de Clinique mobile ; Intervention rapide des autorités pour éviter que l'on soit atteint par des maladies ; **Selon les femmes** : Construction des dispensaires d'État ; Construction d'un hôpital à Limonade ;	**Seulement des hommes** Nous avons besoin de centre de santé dans les zones reculées pour soulager les plus vulnérables dans la paysannerie. Médicaments à prix subventionné Distribution d'eau potable en période d'urgence ou distribution de moyens pour assainir l'eau

Source : GDG (2019)

7.1.9.- Principaux sentiments de peur exprimés dans le département du Nord'Ouest concernant la sécurité sanitaire

Les principaux sentiments de peur exprimés par des individus en atelier de focus group dans des communes du département du Nord'Ouest, se traduisent dans l'encadré ci-dessous :

Tableau 33: Synthèse des sentiments de peur exprimés quant à la sécurité sanitaire dans le Nord

Port-de-Paix	Jean-Rabel	Baie-de-Henne	Saint-Louis-du-Nord
Selon les hommes : Tomber malade ou avoir sa femme ou ses enfants malades en ce moment. Ne pas trouver de médecin, n'avoir pas d'argent pour payer les urgences, les consultations les examens et les médicaments **Selon les femmes** Être malade au moment des catastrophes ou avoir des personnes à sa charge malade. Personne handicapée : incapacité de bouger pour aller voir un médecin Avoir ses règles aves des douleurs en ce moment	**Selon les hommes** Peur des épidémies notamment le choléra. Peur de ne pas trouver économiques pour aider sa famille. La peur d'être pris au dépourvu. Peur de tomber malade ou d'avoir à chercher des soins pour des membres de la famille tombés malades **Selon les femmes** Peur des épidémies de maladie notamment le choléra. Peur de ne pas avoir à accoucher en ces temps-là. Peur que des enfants soient tombés gravement malades ou soient accidentés en ce moment. Peur d'être prises au dépourvu quant aux moyens financiers pour payer les soins de santé	**Selon les hommes** La peur d'avoir un membre de la famille malade gravement pendant ce temps. Peur d'avoir des cas de mortalité ou de handicap. Peur de ne pas disposer d'argent suffisant pour acheter des médicaments, payer des consultations et des examens de laboratoires. Peur de ne pas trouver un médecin ou des infirmières disponibles. Peur pour le transport des cas d'urgence. Peur du choléra	**Pour les femmes** : La peur de tomber malade La peur d'avoir des enfants malades à sa charge. La peur de devoir accoucher en cette période La peur de ne pas avoir de l'argent pour payer les consultations et acheter les médicaments La peur du choléra

Source : GDG (2019)

7.1.10.- Principaux besoins identifiés dans le Nord'Ouest sur la sécurité sanitaire

Les participants au focus group ont exprimé concernant la sécurité sanitaire en ces termes suivants.

Tableau 34: Synthèse des besoins exprimés quant à la sécurité sanitaire dans le département du Nord'Ouest

Port-de-Paix	Jean-Rabel	Baie-de-Henne	Saint-Louis-du-Nord
Besoins exprimés par des hommes : Des médecins disponibles pour nous soigner et soigner nos enfants. Rendre L'hôpital Immaculée conception fonctionnel Construction de plus de centre de santé **Besoins identifiés par les femmes** Subvention des médicaments pour les personnes handicapées, les mères de famille sans ou avec peu de ressources. Faire baisser les prix des consultations et des médicaments	**Besoin exprimés par des femmes** Personnel de santé (médecins, infirmières, agents de santé disponibles). Pharmacie pour acheter des médicaments à des prix abordables (subvention de certains médicaments). Ouverture de centre de santé avec lit dans les communes. Dispensaires dans les sections communales Ambulance ou moyens de transports appropriés en la circonstance **Pour les femmes** Campagnes de vaccination au cours de cette période pour prévenir certaines maladies. Subvention des prix des médicaments de base. Rendre disponibles les professionnels de la santé.	**Selon les hommes** : Ambulance pour transporter les blessés et malades graves. Centre de santé avec lit dans la commune. Dispensaire dans les sections communales qui pourraient aider les paysans victimes après le passage des catastrophes Subvention des prix de médicaments, notamment les médicaments de base, exonération de frais pour des examens médicaux	**Seulement des femmes** Subvention des médicaments pour les familles à bas revenu Constructions de centre santé et de dispensaire Plus de médecins pour soigner la population Subvention des examens de labo. Besoins de distribution de pastille pour purifier l'eau Distribution de serviettes hygiéniques pour les femmes Programmes de prévention et de traitement des infections sexuellement transmissibles

Source : GDG (2019)

7.2.- Synthèse de la peur exprimée quant à la sécurité sanitaire au cours des focus group

Selon les informations collectées dans les focus group, les principales peurs concernent la peur de maladies hydriques (choléra, malaria, typhoïde), la peur de maladies infectieuses, la peur des démangeaisons de la peau, la peur de tomber malade et d'avoir des enfants malades, la peur de ne pas pouvoir avoir accès aux médicaments (pas d'argent), l'endommagement des infrastructures sanitaires (hôpital, centre de santé), l'indisponibilité de personnel technique au niveau des institutions sanitaires (médecins, infirmières, auxiliaires, etc…). Dans le cas des femmes, en plus des menaces précitées, il y a peur notamment d'être en période d'accouchement et de menstruation. Pour les handicapés, ils sont dans l'incapacité de bouger pour aller voir un médecin (Tableau 35).

Les participants aux focus groupe ont aussi mentionné la peur de ne pas trouver une ambulance disponible au moment de la catastrophe comme une menace à la sécurité sanitaire. Les familles avec des personnes âgées ou ayant un handicap ont aussi peur qu'il n'y ait pas de moyens de déplacement appropriés à leur situation.

Tableau 35: Synthèse des sentiments de peur exprimés par sexe pour la sécurité sanitaire au cours des focus group

Peur exprimée par des hommes	Peur exprimée par des femmes
Tomber malade ou avoir sa femme ou ses enfants malades en période de catastrophes naturelles. Ne pas trouver de médecin ou du personnel médical, N'avoir pas d'argent pour payer les soins médicaux Peur des épidémies notamment le choléra. Peur d'avoir des cas de mortalité ou de handicap. Peur des démangeaisons de la peau Peur d'être contaminée en consommant les légumes Peur que sa femme ait des douleurs liées à l'accouchement	Tomber malade au moment des catastrophes ou avoir des personnes à sa charge malade. Personne handicapée : incapacité de bouger pour aller voir un médecin Avoir ses règles aves des douleurs en période de catastrophes naturelles Peur des épidémies notamment le choléra. Peur d'avoir à accoucher en période de catastrophes naturelles Peur de ne pas avoir de l'argent pour payer les soins médicaux Peur des démangeaisons de la peau Peur de contracter des infections vaginales à cause de la qualité de l'eau

Source : GDG, Mars 2019

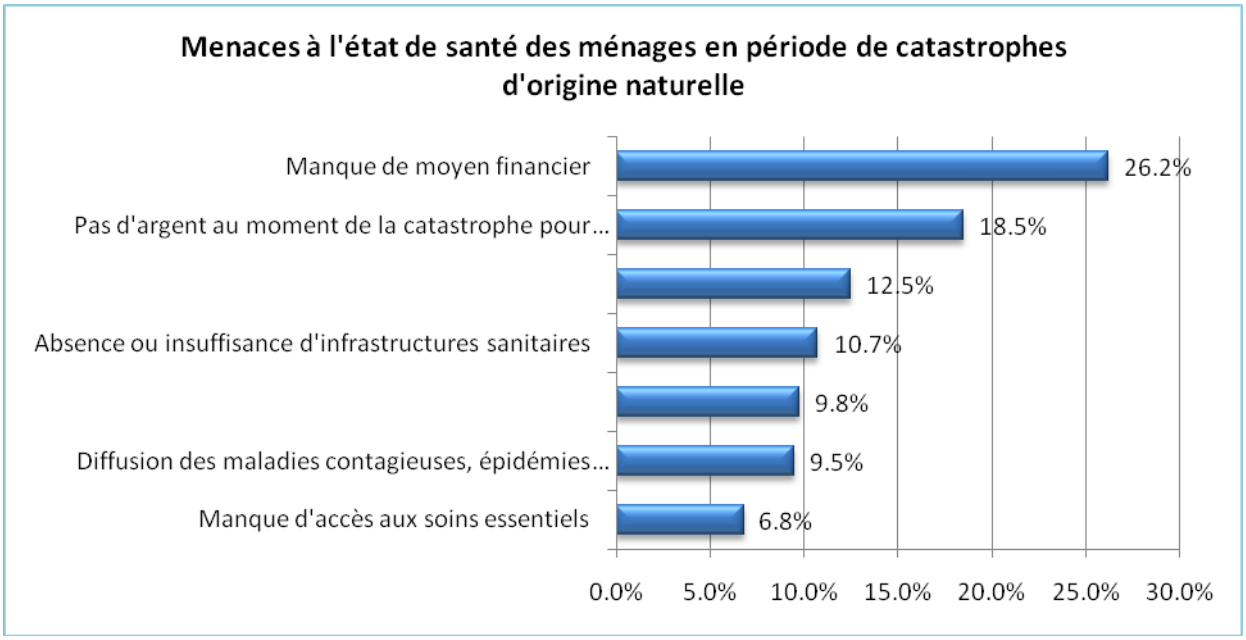
7.3.- Les principales menaces liées aux catastrophes naturelles sur la sécurité sanitaire

De manière générale, la couverture sanitaire demeure insuffisante. De plus, la disponibilité en personnel médical est faible. Cependant, les deux principales menaces à la sécurité sanitaire des ménages en période de catastrophes d'origine naturelle sont liées à leur situation économique en raison de la non-gratuité des services de santé ainsi que l'absence ou l'insuffisance d'infrastructures sanitaires. En d'autres mots, les menaces à la sécurité sanitaire concernent le manque de moyens financiers qui limite l'accès aux soins sanitaires (difficultés d'accès aux soins essentiels) et le manque de centre de prise en charge des malades.

L'enquête quantitative a révélé que le manque de moyens financiers pour se procurer des services médicaux et aller à l'hôpital prime sur la disponibilité des infrastructures sanitaires ou du personnel médical. En effet 44.7% des enquêtés dont 56.2% dans le Nord, 45% dans le Sud et 53.1% dans le Nord'Ouest ont déclaré que le manque de moyens financiers constitue une atteinte à leur sécurité sanitaire (Voir figures 27 et 28). Le manque de moyens financiers évoqué par ces ménages rejoint la thématique générale des conditions économiques défavorables et attire l'attention sur la question de la protection sociale des individus, dépourvus d'assurance médicale.12.5% des enquêtés ont déclaré que l'absence ou l'insuffisance d'infrastructures sanitaires constitue une menace pour leur sécurité sanitaire. 23.3% des enquêtés du département du Sud et 18.8% du Nord ont fait mention de cette menace.

10.7% des enquêtés dont 18% dans le Nord 'Ouest et 15.7% dans la Grand'Anse ont déclaré que l'absence ou l'insuffisance d'infrastructures sanitaires constitue une menace pour leur sécurité sanitaire.

Figure 27: Menaces à la sécurité des ménages en période de catastrophes d'origine naturelle



Source : GDG, Mars 2019

Figure 28:Menaces à la sécurité sanitaire des répondants par sexe des répondants

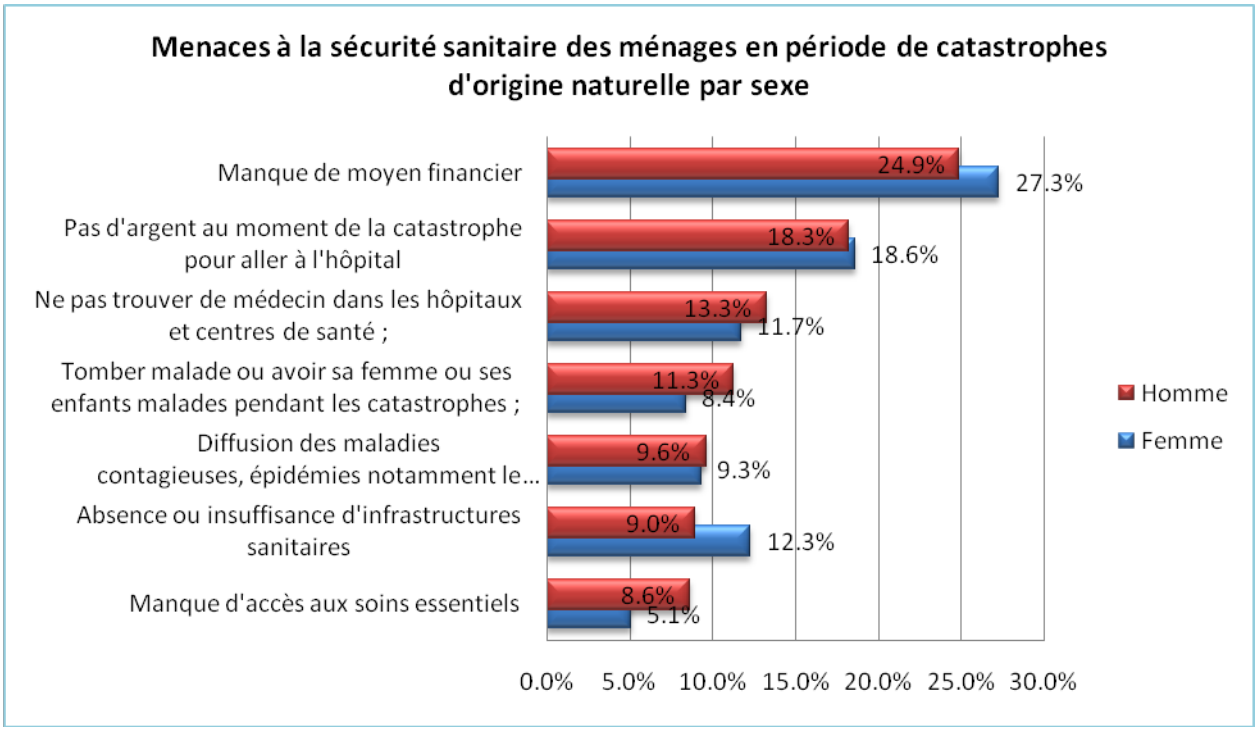
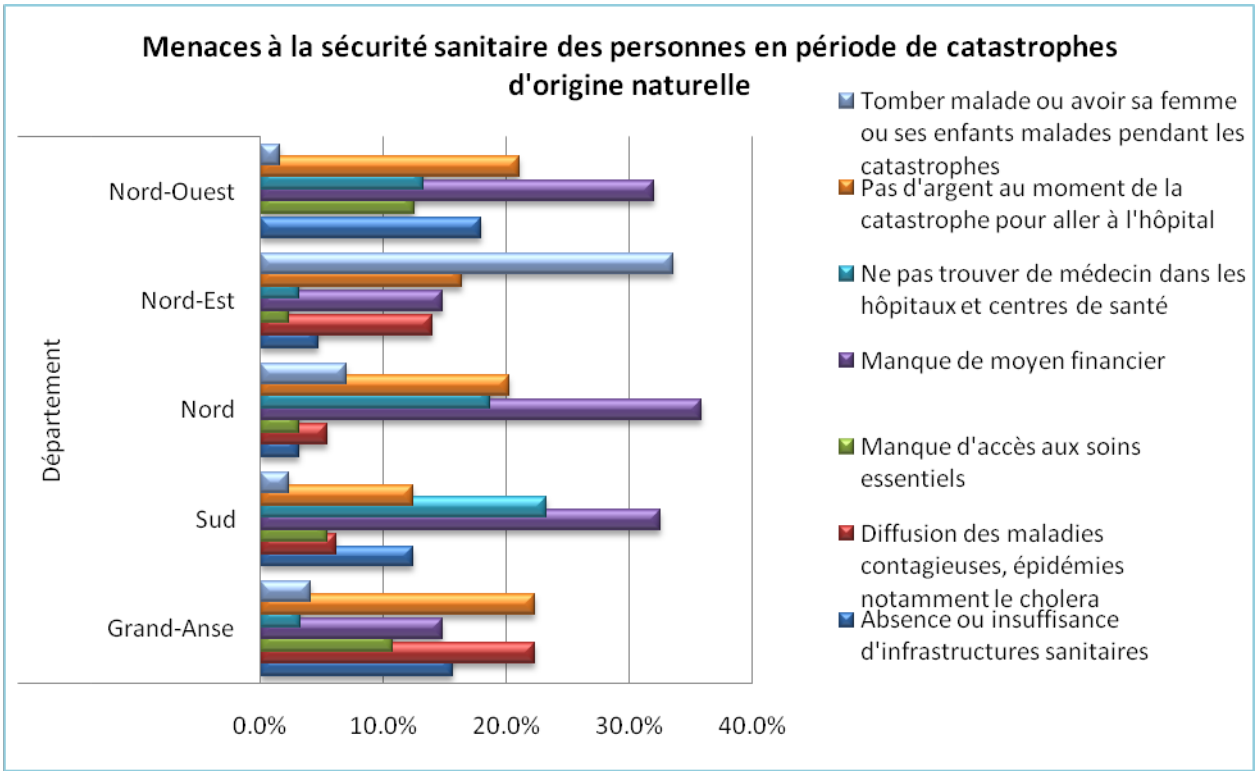


Figure 29: Menaces à la sécurité des personnes en période de catastrophes d'origine naturelle par département



Source : GDG, Mars 2019

CHAPITRE VIII

INSECURITE ENVIRONNEMENTALE

Dans le chapitre précédent nous avons traité des menaces et besoins relatifs à la sécurité sanitaire dans les cinq départements ciblés par l'enquête. L'accent a été mis particulièrement sur la précarité et la marchandisation du système de santé qui compliquent les soins et services à apporter aux victimes des catastrophes d'origine naturelle. Les infrastructures sanitaires sont vétustes : bâtiments dégradés des hôpitaux, rareté de médicaments, laboratoires non fonctionnels, irrégularité des médecins en termes de présence pour soigner les malades, rareté et cherté des médicaments sont entre autres éléments de la problématique de la sécurité sanitaire dans ces départements.

Dans le présent chapitre, nous présentons les résultats obtenus lors des entretiens semi-structurés et des ateliers de focus group sur les sentiments de peur et les besoins exprimés par les enquêtés sur la sécurité environnementale. Ces résultats sont présentés en référence au sexe des répondants et à la commune choisie. Quelles sont les menaces auxquelles les individus sont exposés en termes de sécurité environnementale ? Quels sont les besoins identifiés par la

population pour faire face à ces menaces ? Ce sont deux interrogations qui structurent la présentation des résultats. Le chapitre est divisé en deux grandes sections. La première est consacrée à la présentation des données qualitatives où sont prises en compte les affirmations des individus ; tandis que la deuxième consiste en la présentation des tableaux statistiques en vue de confirmer les affirmations de l'enquête qualitative.

8.1.- Peurs et besoins quant à la sécurité environnementale exprimés dans les départements objet de l'étude

8.1.1.- Principales peurs relatives à la sécurité environnementale identifiées dans le département du sud

Dans toutes les communes ayant fait l'objet de cette étude, la sécurité environnementale fait problème. À ce sujet, des personnes interviewées évoquent la peur suscitée par la problématique environnementale. Dans la commune des Anglais, par exemple, les individus ont

- Peur pour que la maison ne soit pas détruite au moment des vents violents ou des inondations
- Peur des inondations occasionnées par la Rivière de Les Anglais. À cause du déboisement, les inondations deviennent de plus en plus fréquentes. À chaque fois, nous dit la femme du Maire, la Rivière emporte du bétail, inondant des maisons
- Peur que des arbres ne s'abattent pas sur des arbres pour les détruire (notamment les cocotiers et les véritables)
- Peur des épidémies de choléra, de typhoïde et de malaria
- Peur pour la santé de leurs enfants
- Peur de circuler dans la rue afin de ne pas être renversé par des vents ou emportés par les crues d'eau

En ce qui concerne la commune d'Aquin, ce qui inquiète les habitants, en période des catastrophes d'origine naturelle, ce sont

- La montée de la mer. Aquin est une ville très marécageuse car une grande partie est bâtie sur la mer parce qu'on a repoussé la mer avec des remblais et quand il pleut, les gens sont obligés de quitter leurs maisons pour se refugier dans les mornes ou sur la rue.
- Les égouts à ciel ouvert, les canaux des deux côtés de la rue entravant la circulation des individus notamment des personnes à mobilité réduite
- Le déboisement, car les gens coupent beaucoup d'arbres, les mornes sont sans végétation et sans roches. Des individus s'en servent pour la construction des maisons. Alors, quand il pleut, les eaux emportent tout sur leur passage.

À Chardonnières, l'environnement inquiète aussi les habitants. Leur principale préoccupation est la mer et les inondations. Nous avons pu observer le dénuement de la chaine de montagne

surplombant la petite ville de Chardonnières construite presqu'au même niveau que la mer. Les habitants craignent un tsunami, au cas où il y aurait un tremblement de terre. À cause de l'abattage des arbres, dès qu'il pleut, il y a risque d'inondation. Les eaux pluviales emportent de grosses pierres pouvant causer des dégâts énormes et même des pertes en vie humaine et en matérielles. Les maisons, pour la majorité, n'ont pas de latrines, les gens font leur besoin par terre, au bord de la mer.

La situation environnementale est très difficile à Camp-Perrin et fait très peur, selon des participantes au Focus group. L'eau qui devait aider à produire pour satisfaire les besoins en alimentation et gagner de l'argent est devenue un danger et panique tous les habitants de la zone, se plaignent des femmes à l'atelier de discussion. Elles dénoncent la rivière « La ravine » qui représente une grande menace pour les habitants en détruisant des maisons, des jardins, tout sur son passage. Une participante dénonce des autorités municipales qui distribuent des terres aux habitants tout près de la rivière.

Dans toutes les communes, donc, la principale cause de panique des populations par rapport aux catastrophes d'origine naturelle demeure les inondations ou la marée montante (excepté Camp-Perrin qui n'est pas une ville côtière). Il y a lieu de faire remarquer que ce ne sont pas les catastrophes en soi qui génèrent ces menaces. Elles sont plutôt amplifiées par les catastrophes d'origine naturelle. La principale cause des inondations est la coupe des arbres dont il faut les déterminants dans d'autres circonstances. Quels sont les principaux besoins identifiés par rapport à la problématique de la sécurité environnementale ? (Voir l'encadré suivant)

Tableau 36: Synthèse des sentiments de peur exprimés quant à la sécurité environnementale dans le Sud

Aquin	Chardonnières	Les Anglais	Camp-Perrin
Des menaces identifiées par des hommes et des femmes Le déboisement car les gens coupent tous les arbres, la terre dans les mornes sont vides, ils arrachent les roches des rivières et quand l'eau arrive il emporte tout sur son passage ; -l'inondation ; -rivière en crue, pas de route pour se déplacer vers les sections communales ; - La montée de la mer ; - Les égouts à ciel ouvert, les canaux qui sont aux deux bords de la rue entravent la	Des menaces identifiées par des hommes et des femmes. Peur de l'eau, la mer est les principales paniques des habitants. – Peurs de tsunami, peurs de l'inondation, des arbres qui peuvent détruire leurs maisons. Peur du déboisement de la zone. Peur par ce que l'eau apporte des grosses pierres qui peuvent causer des dégâts énormes en pertes de vies humaines et matérielles. Peur pour les maisons qui n'ont pas de latrines, les	Menaces identifiées seulement par des hommes L'apparition des ravines avec l'érosion L'utilisation d'eau non potable. La dévastation des jardins par les rivières	-Peur de l'eau qui est le véritable danger et panique de la zone. , panique pour la rivière « La ravine » qui représente un grand menace. Peur la destruction des maisons, des jardins. Peur par ce que les autorités distribuent des terres aux habitants tout près de la rivière. -Peur pour leurs activités, pour les enfants, leurs maisons.

circulation des gens, - Pas de pont sur les rivières, les canalisations dans la ville sont bouchées	gens font leur besoin par terre, au bord de la mer. Peur pour les gens du Bassin Versant qui détruisent les arbres.		

Source : GDG (2019)

8.1.2.- Principaux besoins identifiés dans le Sud sur la sécurité environnementale

À la commune les Anglais, les enquêtés parlent de :

- La nécessité d'avoir des agents sanitaires
- La nécessité d'avoir des matériels pour collecter les ordures
- La nécessité de construire des blocs sanitaires avec des agents pour les gérer
- curage des ravines et des rivières pour prévenir les inondations
- la sensibilisation de la population pour qu'elle change de mentalité et de comportement

En effet, au cours des ateliers de focus group, les participants proposent ce qui suit comme éléments de satisfaction des besoins :

- Un système d'alerte pouvant avertir la population en cas de catastrophe
- Un abri sur et doté des moyens pour assister la population au moment des catastrophes
- L'interdiction de constructions anarchiques. Les mairies doivent assumer leurs responsabilités en ce sens
- À Camp-Perrin, le drainage de la ravine d'Haïti et la construction de ponts sur les rivières pour garantir la sécurité de la population en temps de catastrophe ;
- Construction de mur sec pour prévenir les inondations au cours des catastrophes
- La mise en place d'un programme de reboisement pour empêcher que les rivières soient sédimentées ou qu'à n'importe quelle petite pluie, il y ait des inondations
- La nécessité d'un programme de recyclage des déchets, ou on peut s'en servir pour faire des engrais, des composts et des produits artisanaux.
- La nécessité d'un programme de construction de latrines et la sensibilisation pour empêcher les gens de faire leurs besoins au bord de la mer.

Tableau 37: Synthèse des besoins exprimés quant à la sécurité environnementale dans le département du Sud

Aquin	Chardonnières	Les Anglais	Camp-Perrin

Hommes et femmes expriment les besoins en ces termes : -Il nous faut une conscientisation de tous et il revient à l'État de prendre ses responsabilités et de répondre à ses obligations à temps ; -Un système d'alerte pouvant avertir la population en cas de catastrophe est nécessaire; -de l'encadrement pour la population est une nécessité ; - il faut un abri sûr et doter des moyens pour assister la population ; - surveiller et superviser les constructions anarchiques ; - accompagner les victimes dans la reconstruction ; -Drainage sur la ravine du Sud d'Haïti ; -Pont sur les rivières ; - besoin d'argent.	Hommes et femmes expriment les besoins en ces termes : -Besoin d'un programme de reboisement avec suivi, c'est-à-dire il faut quelques choses après le programme de reboisement. -Besoin d'un programme de recyclage des déchets, ou on peut s'en servir pour faire des engrais, des composts et des produits artisanaux. Un programme de construction de latrines et de sensibilisation pour empêcher les gens de faire leurs besoins au bord de la mer.	. Reboisement des mornes dénudées .enseignement de Technique de travail dans les mornes .Protection du sol par la construction de mur sec	Besoins identifiés seulement par des femmes : Besoin de construction d'abri provisoire et besoin de drainage de la rivière. -Besoin d'encadrement, de fumigation, nettoyage des canaux, reboisement. –Besoin d'électricité pour la zone. Besoin de maitriser la rivière « La ravine » pour diminuer les dégâts.

Source : GDG (2019)

8.1.3.- Principales peurs relatives à la sécurité environnementale identifiées dans le département de la Grand'Anse

Les participants aux focus group ont identifié un ensemble de menaces exprimées en ces termes

- Le déboisement fait peur.
- Absence d'un système de communication pour sensibiliser la population.
- Peur que la mer ne déborde pour envahir les maisons et détruire des vies et des biens
- Peur de sortir pour ne pas être emporté par les vents ou les eaux diluviennes.
- Peur de contracter des maladies dans la consommation de l'eau car les maisons sont sans latrine
- La destruction de nos maisons par des glissements de terrain
- Les maisons construites au bord de la mer sont détruites sous l'effet des vagues ;
- Les piles d'immondices qui peuvent nous apporter de la maladie au temps des catastrophes
- La rivière « Ti kongo » qui représente une menace pour les habitants surtout au moment des catastrophes
- Peur pour la vie des enfants qui dorment dans des maisons construites dans des zones à risque

Tableau 38: Synthèse des sentiments de peur exprimés quant à la sécurité environnementale dans la Grand'Anse

Pestel	Les Irois	Abricots	Jérémie
Selon les hommes : Le déboisement fait peur. Absence d'un système de communication pour sensibiliser la population. Peur que la mer ne déborde pour envahir les maisons et détruire des vies et des biens Pour les femmes : Peur de sortir pour ne pas être emporté par les vents ou les eaux diluviennes. Peur de contracter des maladies dans la consommation de l'eau car les maisons sont sans latrine	Ce qui nous fait peur disent les hommes, c'est : Le déboisement anarchique ; L'érosion ; Les constructions anarchiques ; L'absence de canalisation ; Des déchets, surtout les déchets plastiques ; Qu'il n'y ait un tsunami ; Les glissements de terrain ; Les inondations.	Ce qui fait peur aux habitants, ce sont : Le ruissèlement des eaux et les boues qui envahissent les rues. Les déchets qui sont éparpillées partout La montée de la mer Le blackout parce la commune des Abricots n'est pas électrifiée Le déracinement des arbres, l'enlèvement des tôles et tous autres objets emportés par la force du vent qui pourraient nous ôter la vie Du déboisement, car les gens coupent les arbres pour produire du charbon de bois qui est une activité économique rapide et rentable pour la survie de la population Au moment des catastrophe d'origine naturelle le pays est dévasté « *peyi a tèt anba* », nous ne savons où aller, tantôt on nous dit de faire ici, tantôt on nous dit de faire là.	Selon les hommes, ce qui fait peur c'est : Le déboisement anarchique ; L'érosion ; Les constructions anarchiques ; L'absence de canalisation ; Des déchets, surtout les déchets plastiques ; Qu'il n'y ait un tsunami ; Les glissements de terrain ; Les inondations.

Source : GDG (2019)

8.1.4.- Principaux besoins identifiés dans la Grand'Anse sur la sécurité environnementale

Qu'est-ce qui préoccupe le plus les habitants de la Grand'Anse par rapport à leur sécurité sur le plan environnemental ? Les enquêtés ciblent plusieurs obstacles majeurs dont un problème de communication. Selon des enquêtés, le problème de communication est une grande menace pour eux. « Le fait que la station de radio ne passe pas trop bien dans la communauté, il se pourrait que des informations soient véhiculées au niveau du pays et nous, on n'est pas au courant », affirment des participants, « parce que nous n'arrivons pas à capter les stations de radio ». Ils parlent aussi de la menace que représente le déboisement car les gens coupent les arbres pour produire du charbon de bois qui est une activité économique rapide et rentable pour la survie de la population. En outre, sur les zones côtières, il y a la problématique des digues à construire pour prévenir un tsunami en cas d'un tremblement de terre. Ainsi, ils identifient les besoins suivants

- La Sensibilisation de la population de la population autour du danger que représentent les catastrophes d'origine naturelle
- La formation d'un comité devant prendre en charge les latrines et les douches publiques dans chaque zone. Il va falloir insister sur la nécessité que les individus changent d'attitudes, de mentalités et de comportement face au danger que représentent des épidémies de choléra et de typhoïde à cause des mauvais comportements d'individus qui font leur besoin à même le sol.
- Aux Abricots, par exemple, les gens parlent de la nécessité d'une bonne gestion des déchets pour éviter la prolifération et des risques de la contamination des maladies après la catastrophe. Il faut placer, disent-ils, des bennes à ordure et des poubelles dans des coins de rues pour stocker les ordures et les enlever régulièrement
- La nécessité d'une campagne de reboisement à partir des arbres fruitiers ou d'autres espèces bénéfiques à la terre ou à la production agricole
- La construction des abris pour des personnes à mobilité réduite, spécialement des personnes handicapées
- La mise en place d'un système qui favorise la circulation de l'information sur les catastrophes afin de contribuer au changement des mentalités et des comportements (voir l'encadré suivant)

Tableau 39: Synthèse des principaux besoins quant à la sécurité environnementale identifiés dans le département de la Grand'Anse

Pestel	Les Irois	Abricots	Jérémie

Pestel	Les Irois	Abricots	Jérémie
Selon les hommes : Il faut un système qui leur permet d'être informés malgré la situation géographique, (ils sont entourés de mornes) Il faut un système de circulation de l'information sur les catastrophes. **Selon les femmes** : Nous croyons que la TNH ou la RTNH pourrait mettre un relais à la Gonâve, comme ça, nous n'aurons nous-mêmes aucun problème pour nous informer sur les catastrophes	**Selon les hommes** : Il faut construire des routes reliant les sections communales à la commune. Il faut une berge autour de la rivière *Tikongo* Il faut le curage et canalisation des rivières **Selon les femmes** : Il faut des abris provisoires pour héberger les victimes Il faut une digue pour protéger la ville des vagues de la mer, Un site de décharge des ordures	Seulement des femmes ont été interviewées. Selon elles : elles ont besoin : d'un bon endroit où habiter ; de la construction d'une digue au bord de la mer pour sécuriser les habitants ; il faut le drainage de la rivière, quand elle est en crue, elle emporte tout sur son passage il faut un programme de reboisement (planter des arbres) pour protéger l'environnement et ceci avec des arbres qui va pas détruire ou endommagés leurs terres ; il faut de la conservation de sol ; il faut une bonne gestion des déchets pour éviter la prolifération et des risques de la contamination des maladies ; il faut doter les rues de poubelles pour stocker les ordures. Il faut un projet de construction de latrines et de douches publiques ; Un comité chargé d'entretenir les latrines et les douches publiques dans chaque zone ; Assainir le marché et le littoral et y mettre des toilettes de façon à ce que les gens ne fassent plus leur besoin en ces lieux	Ce dont nous avons besoin, disent les hommes, c'est : La Sensibilisation de la population Le choix des sites pour les constructions ; Des autorités responsables ; Un leader dans chaque zone pour la protection de l'environnement ; D'une campagne de reboisement ; La régénération des arbres ; Des logements appropriés aux handicapés ; Des chaises Roulantes, Cannes, béquilles pour les handicapés.

Source : GDG (2019)

8.1.5.- Principales peurs relatives à la sécurité environnementale identifiées dans le département du Nord

Les personnes enquêtées dans des communes du département du Nord ont identifié un ensemble de menaces relatives à l'environnement que nous présentons dans les termes suivants

- Peur des glissements de terrain.
- Peur de contracter la malaria à cause du pullulement des moustiques.
- Peur des inondations
- Peur de contracter des infections dans les eaux utilisées pour la toilette.

- Peur des inondations quand la Rivière de Limbé déborde
- Les constructions anarchiques ;
- Les dépôts des déchets dans les ravines et les égouts ;
- Le manque d'assainissement des zones ;
- Le déboisement et la déforestation
- La construction des toilettes à côté des ravines ;
- Les glissements de terrain (Voir l'encadré suivant)

Tableau 40: Synthèse des sentiments de peur exprimés sur la sécurité environnementale dans le département du Nord

Limbé	Cap-Haïtien	Limonade	Port-Margot
Selon les hommes : La construction des toilettes à côté des ravines ; Les glissements de terrain **Pour les femmes** : Peur de contracter des infections dans les eaux utilisées pour la toilette. Peur des inondations quand la Rivière de Limbé déborde	**Selon les femmes** Avec la crue de la rivière, on ne peut risquer notre vie en la traversant pour aller travailler ou faire du commerce ; Les constructions anarchiques nous font peur ; Les dépôts des déchets dans les ravines et les égouts nous font peur; Le manque d'assainissement des zones nous fait peur; Le déboisement et la déforestation nous font peur	Peur que les constructions ne dérapent et causent des pertes en vies humaines, disent les **hommes**. Peur que des fatras nous apportent de la maladie chez nous, ajoutent les **femmes**	Selon **les hommes**, ce qui fait peur dans la commune c'est la coupe abusive des arbres sans même les réhabiliter La production abusive du charbon de bois Les éboulements de terrain Le débordement de la rivière qui entre dans les maisons pour gâter ou tout emporter

Source : GDG (2019)

8.1.6.- Principaux besoins identifiés dans le Nord sur la sécurité environnementale

Par rapport aux menaces exprimées, les enquêtés ont identifié un ensemble de besoins relatifs à la sécurité environnementale. Ces besoins sont traduits dans les termes suivants :

- Besoin d'une structure de conservation de sols qui a commencé à Port-Margot et qui doit continuer, affirment des hommes
- Nécessité de planter du vétiver au bord de la rivière afin de protéger les barrages.
- Entreprendre une campagne de reboisement
- Embaucher des techniciens agricoles spécialisés dans le reboisement. Cela va aider à prévenir les inondations
- Ériger des digues pour prévenir des cas éventuels de tsunami
- Construire des abris provisoires
- Nettoyer les égouts notamment après le passage de la catastrophe
- Drainage des eaux pluviales.

- Reboisement pour prévenir les inondations
- La gestion des déchets (Voir l'encadré ci-dessous pour de plus amples détails)

Tableau 41: Synthèse des besoins identifiés concernant la sécurité environnementale dans le Nord

Limbé	Cap-Haïtien	Limonade	Port-Margot
Selon des hommes : Il faut le curage et la canalisation des rivières pour éviter les inondations. Il faut aussi la supervision et des conseils sur la façon dont les gens doivent construire leurs maisons **D'après des femmes** Il faut Sécuriser la population, nettoyer les égouts et faire des ateliers de formation environnementale. Il faut aussi l'Assainissement de l'eau, la Distribution de pilules pour assainir l'eau	Selon des **femmes** interrogées au Cap-Haïtien, Des besoins primaires pour le commerce (bougies, flash, piles, allumettes, charbon, kérosène etc.), sont très demandés au moment des catastrophes naturelles ; Il faut le drainage des eaux pluviales, le reboisement pour prévenir les inondations La gestion des déchets	Il faut, disent des personnes handicapées, Construire des abris provisoires Nettoyer les égouts notamment après le passage de la catastrophe **Selon des femmes**, il faut un abri provisoire spécial pour les personnes handicapées Il faut assainir notre environnement ;	Dans cette commune, les hommes évoquent la nécessité d'une structure de conservation de sols qui a commencé, elle doit continuer , disent-ils. La Nécessité de planter du vétiver au bord de la rivière afin de protéger les barrages. Il faut Entreprendre une campagne de reboisement, embaucher des techniciens agricoles spécialisés dans le reboisement. Cela va aider à prévenir les inondations Il faut ériger des digues pour prévenir des cas éventuels de tsunami

Source GDG (2019)

8.1.7.- Sentiments de peur et besoins exprimés quant à la sécurité environnementale dans le département du Nord'Ouest

La situation de l'environnement dans le département du Nord-Ouest pose plusieurs problèmes associés à des facteurs tels que la couverture forestière, la construction des maisons, la collection des ordures, le drainage des villes et des maisons, entre autres. Les communes ayant fait l'objet de cette recherche offrent un tableau plutôt sombre de l'environnement.

La ville de Port-de-paix est comme une cuvette entourée de collines peuplées de constructions anarchiques. On les appelle des bidonvilles perchés sur le morne Dorima, Morne-aux-Pères, Morne-Hôpital, Morne-Démélus entre autres. Il suffit seulement d'un quart d'heure de pluie pour donner lieu à des inondations. Peuplées de construction hors norme, ces quartiers sont difficilement inaccessibles par voiture. En y pénétrant, on respire par endroits une odeur d'urine et d'excréments. Çà et là, on peut observer des déchets en plastiques éparpillés.

Le service de collection des ordures ne peut accéder à ces quartiers. C'est le même constat à Jean-Rabel, en termes d'accès à des quartiers précaires. Mais la commune de Jean-Rabel est tout

de même moins peuplée que Port-de-Paix avec une meilleure couverture en arbres. Mais les routes sont en mauvais état. Par exemple, l'accès à la commune de Baie-de-Henne est très difficile en automobile. Même un pick-up 4X4, il faut être extrêmement prudent, vu, l'état des infrastructures routières. Au moment des pluies diluviennes et des bourrasques, il y a lieu de se demander comment les citoyens arrivent-ils à se protéger.

Tableau 42: Sentiments de peur et besoins exprimés par rapport à la sécurité environnementale dans le Nord'Ouest

Communes	Sentiments de peur exprimés		Besoins identifiés	
	Homme	femme	Homme	Femme
Port-de-Paix	Peur des inondations des maisons Peur de tomber malade au moment des inondations. Peur que la toiture de la maison soit arrachée Homme handicapée : peur de tomber malade, peur de mourir	Peur d'avoir à accoucher au moment des catastrophes Peur d'avoir des enfants malades au moment des catastrophes. Peur de tomber dans des égouts dans la rue. Femme handicapée : peur de mourir	Drainage de la ville de Port-de-paix. Canalisation. Ramassage des ordures Besoin d'aide pour reconstruire les maisons détruites. Reboisement des collines avoisinantes et construction de mur-sec	Drainage de la ville de Port-de-paix. Canalisation. Ramassage des ordures Contrôle des zones où se construisent les maisons.
Jean -Rabel	Peur des éboulements de terrain, peur que les maisons soient endommagées et de ne pas pouvoir les reconstruire. Peur que le bétail soit emporté par des rivières en crue	Peur de tomber malades au moment des inondations ou d'avoir à accoucher. Peur que des maisons situées sur des pentes dérapent. De la peur pour les enfants. Peur de consommer l'eau non traitée	Supervision des constructions par les autorités. Système d'alerte pour les cyclones et les ouragans opportunités économiques pour suppléer à la coupe des arbres pour fabriquer le charbon de bois	Aide aux familles ayant perdu leur maison. Des pastilles pour purifier l'eau.
Baie-de-Henne	**Sentiment de peur des hommes**		**Besoins identifiés par les hommes**	
	Peur de la Perte du bétail et des jardins, Peur pour sa vie (une personne fortement handicapée),		Abris provisoires pour la population. Abris pour le bétail. De l'aide pour reconstruire les maisons endommagées. Construire des bassins versants, des murs secs pour	

	Peur de se retrouver sans moyen pour prendre soin de sa famille, Peur de la destruction de l'endommagement de la maison. Peur que les rivières en crue emportent le bétail	éviter l'érosion et les inondations.
Saint-Louis-du-Nord	**Sentiment de peur des femmes**	**Besoins identifiés par les femmes**
	Peur des inondations au moment des pluies. Les maisons sont inondées Peur que nos enfants soient victimes Peur de passer la nuit debout à cause de l'eau qui entre à la maison Peur de ne pas avoir un endroit où se refugier Peur d'attraper des maladies notamment des infections sexuelles Femme handicapée : peur de mourir et de perdre le soutien social	Construction de mur ou de digue au bord du quai Mettre des bennes à ordure pour collecter les fatras Reboisement des collines et contrôle de la coupe des arbres Contrôle de la construction des maisons sur le littoral

Source : GDG, (2019)

8.2.- Synthèse de la peur exprimée quant à la sécurité environnementale au cours des focus group

Quand on regarde le tableau ci-dessus, on se rend compte une fois de plus, que même si les hommes et les femmes ont des points de divergences en ce qui concerne la sécurité environnementale, ils coïncident au niveau des sentiments de peur exprimés. À Saint-Louis-du-Nord, les femmes estiment nécessaire la construction de digues pour protéger les maisons construites sur le littoral. A baie-de-Henne, les paysans proposent la construction de mur-sec pour prévenir l'érosion du sol. Par rapport aux sentiments de peur, hommes et femmes ont peur de perdre leur maison au moment des inondations ou des ouragans. Hommes et femmes handicapés ont le même souci : ne pas perdre leur vie dans de telles circonstances.

Selon les informations collectées dans les focus group, les principales peurs exprimées par les participants sont la déforestation, la construction anarchique des maisons, l'accumulation de déchets dans les rues, l'inondation des villes résultant d'un mauvais drainage, les éboulements/glissements de terrain, la pollution de l'eau, la crue des rivières, la peur de ne pas trouver d'endroit pour déféquer et la peur de la marée haute (pour les villes côtières telles Chardonnières, Aquin, les Irois, Pestel, etc…) (Tableau 43).

Tableau 43: Synthèse des sentiments de peur exprimés par sexe pour la sécurité environnementale au cours des focus group

Peur exprimée par des hommes	Peur exprimée par des femmes
Peur que les maisons soient inondées Peur que la toiture de la maison soit endommagée Peur des éboulements/glissements de terrain Peur de la déforestation Peur que les sources, captages et systèmes d'adduction d'eau soient contaminés	Peur de tomber dans des égouts dans la rue. Peur que des maisons situées sur des pentes s'effondrent dans les éboulements Peur de consommer l'eau non traitée Peur que les maisons soient inondées Peur de la déforestation Peur que les produits destinés à la consommation soient contaminés Peur que des ordures apportent de la maladie

Source : GDG, Mars 2019

8.3.- Les principales menaces liées aux catastrophes d'origine naturelle sur la sécurité environnementale

Les nuisances à l'environnement sont nombreuses. De ce fait, l'insécurité environnementale est tout autant préoccupante que l'insécurité économique, alimentaire et sanitaire, à la lumière des informations fournies par les individus. Les menaces identifiées sont diverses. Les personnes ont mentionné des menaces qui sont beaucoup plus liées à l'action humaine, en particulier le déboisement, la déforestation, l'accumulation de déchets dans les rues. D'autres menaces couvrent à la fois des questions d'ordre sanitaire (accès réduit à l'eau potable, augmentation de maladies hydriques), alimentaire et économique (réduction de la fertilité des sols et par conséquent des rendements des cultures). Cette analyse fait encore ressortir le caractère transversal des menaces.

Parmi les principales causes sous-jacentes, il convient de citer le faible engagement des acteurs locaux ou des structures décentralisées de l'État, qui se traduit par la quasi-absence des actions d'éducation et d'information de la population, et d'initiatives communautaires. Cet engagement insuffisant ne permet pas de promouvoir un réel changement de comportement au niveau des populations qui ont des habitudes nuisibles à l'environnement. Le mode de cuisson, qui repose essentiellement sur le bois de chauffe et le charbon de bois, exerce des pressions importantes sur les ressources ligneuses disponibles, et par conséquent, sur la faune.

8.3.1.- Déboisement et déforestation

La réduction de la couverture forestière constitue la principale menace à la sécurité environnementale des individus dans l'ensemble des départements. 71.5% des enquêtés s'accordent pour dire que le déboisement est la plus grande menace à leur sécurité

environnementale. 24.8% font aussi mention de déforestation parmi les menaces importantes. Au niveau départemental, 89.1% des enquêtes du département du Nord'Est considèrent que le déboisement est leur principale menace à la sécurité environnementale.

8.3.2.- Réduction de l'accès à l'eau potable et augmentation du taux de maladies hydriques

L'un des principaux besoins en temps de catastrophes naturelles est l'eau potable. Par contre, certains ménages n'en ont pas accès ou les sources d'eau habituelles ont contracté des microbes qui pullulent des maladies. En effet, 34.9% des personnes enquêtés ont déclaré qu'il y a une réduction de l'accès à l'eau potable suite aux catastrophes naturelles. 77.3% des enquêtés au niveau du département du Nord 'Est ont fait mention de ce facteur à la base de l'insécurité environnementale.

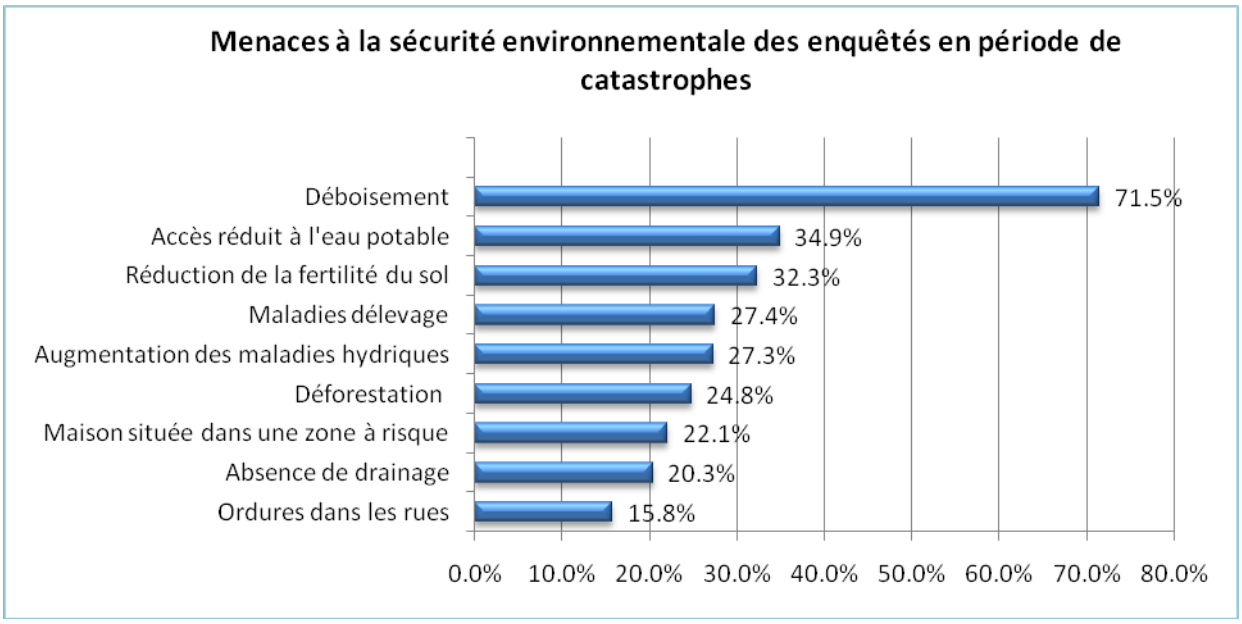
En outre, suite aux catastrophes naturelles les infrastructures en eau potable (sources, captage, adduction, etc.) sont endommagées et détruites. De plus en période de sécheresse, il y a une diminution du débit de l'eau au niveau des sources et des systèmes d'adduction d'eau, et une diminution de l'eau au niveau de la nappe phréatique.

Comme signalé plus haut, les sources peuvent être sujettes à des contaminations en temps de catastrophes naturelles. 27.3% des enquêtés dont 53.7% dans le département de la Grande Anse et 53.1% dans le département du Nord'Est signalent l'augmentation des maladies hydriques comme menace à leur sécurité environnementale. En effet après les catastrophes naturelles, notamment les inondations, il y a une prévalence de la propagation des maladies d'origine hydrique.

8.3.3.- Réduction de la fertilité des sols

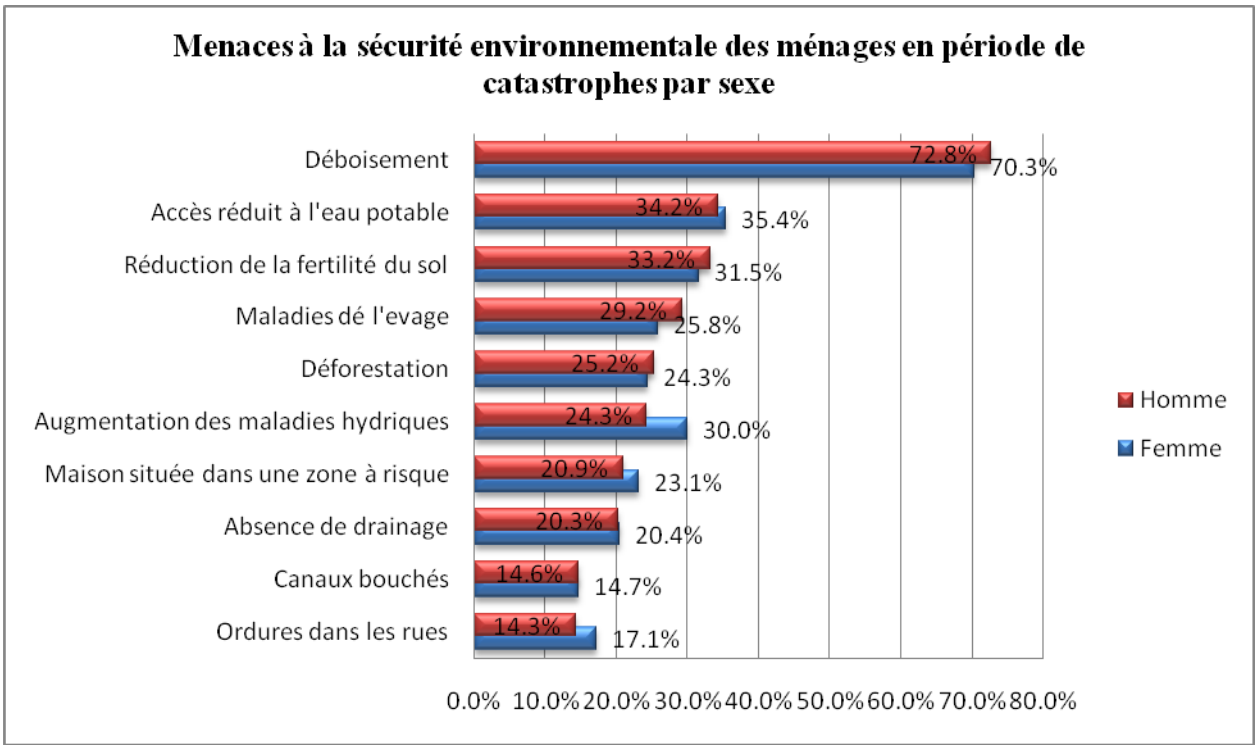
Une autre menace qui peut être aussi d'ordre économique (ou alimentaire) est la réduction de la fertilité des sols. Les rendements des cultures sont conditionnés par leur croissance et leur développement par le prélèvement des éléments nutritifs dans le sol. Au cas où les éléments nutritifs du sol font défauts, les résultats espérés en termes de rendement économique ne seront pas atteints. La réduction de la fertilité va limiter aussi le développement de la végétation nécessaire à l'atténuation des effets des eaux de pluie, très souvent destructrices. En effet, 32.3% des enquêtés dont 56.3% dans le Nord 'Est et 47.9% dans la Grand 'Anse ont déclaré que la réduction de la fertilité des sols constitue une menace à leur sécurité environnementale. Les eaux de ruissellement emportent avec elle la couche arable du sol et provoque la réduction de la fertilité des sols.

Figure 30:Menaces à la sécurité environnementale des enquêtés en période de catastrophe



Source : GDG, Mars 2019

Figure 31:Menaces à la sécurité environnementale des répondants par sexe



Source : GDG, Mars 2019

CHAPITRE IX

INSÉCURITÉ PERSONNELLE ET COMMUNAUTAIRE

Dans le chapitre précédent, nous avons présenté les résultats de l'enquête concernant la sécurité environnementale dans les cinq départements géographiques ayant fait l'objet de cette étude. Les principales menaces identifiées par les enquêtés concernent, entre autres, le déboisement et les inondations qui lui sont associées, des éboulements de terrain détruisant des constructions anarchiques, les pertes des champs et du bétail, des pertes en vie humaine notamment quand des rivières sont en crue. Dans ce sens, la sécurité environnementale est associée à la sécurité personnelle et communautaire : la vie de celui ou de celle qui construit sa maison dans des zones à risque, en période de catastrophe d'origine naturelle est systématiquement menacée. Une ville ou un village construit dans une zone à risque est une menace importante pour la vie des habitants de cette communauté.

Dans ce chapitre, sont présentées les principales menaces concernant la sécurité des personnes et des communautés. L'individu est saisi dans son rapport avec son milieu de vie au cours du passage des ouragans, des cyclones ou des tremblements de terre. Quelle est la situation des personnes vivant dans les différents communs objets de cette étude ? Quelle est la situation des femmes par rapport aux hommes. Quels sont les principaux besoins exprimés par rapport aux menaces identifiées ? C'est à ces questionnements que nous essayons de répondre dans ce chapitre.

9.1.- Peurs et besoins quant à la sécurité personnelle et communautaire exprimés dans les départements objet de l'étude

9.1.1.- Principales peurs liées à la sécurité des personnes et des communautés dans le département du sud

Y a–t-il une situation sécuritaire à Les Anglais ? C'est la question adressée à la femme du Maire de cette commune. Il y a des bandits quand même, répond-t-elle. Les gens font de plus en plus ce qu'ils veulent. Il y a un commissariat de police mais les policiers sont en petit nombre. Ils ne peuvent pas se rendre dans les sections communales où les gens se trouvent à l'abandon. Au moment des catastrophes naturelles, ces policiers ne peuvent rien faire pour aider la population. Dans pareil contexte, les gens ont peur.

- La peur de ne pas être renversé par des bourrasques
- La peur de ne pas se faire blesser ou couper la tête par des morceaux de tôle
- La peur de ne pas se faire piquer par des clous ou des objets contondants
- La peur de ne pas perdre la toiture de sa maison arrachée par des bourrasques

- La peur que des voleurs n'envahissent pas les domiciles abandonnés pour emporter ce qui reste
- La peur de ne pas se faire braquer dans la rue par des bandits

Il n'y a plus de sécurité à Camp-Perrin, dit une informatrice clé. En d'autres termes, la sécurité des individus n'est pas garantie. Jadis, dit-elle, c'était tout à fait le contraire on pouvait se promener tard la nuit dans la ville. Mais maintenant, à cause de ce qu'elle appelle des étrangers, il y a des activités de déviance, de banditisme dans la zone. Les gens ont peur, notamment en temps de catastrophes d'origine naturelle. Il y a un commissariat de police à Camp-Perrin. Mais elle ne sait pas combien y a-t-il de policier. Le nombre de policier, selon elle, ne suffit pas pour garantir la sécurité de la population. D'ailleurs les policiers sont totalement absents dans les sections communales. Au moment des catastrophes, même dans le chef-lieu de la commune, ils ne peuvent pas intervenir. Si on fait appel au commissariat pour un cas quelconque, la réponse est toujours : nous ne disposons pas de carburant pour le déplacement. Jasmine reconnait que parfois, ils n'ont pas vraiment les moyens de leur déplacement. Alors, à Camp-Perrin, les gens ont

- peur de se faire voler leurs biens abandonnés à la maison pour aller prendre refuge dans des abris provisoires. Pour cela, il y a des personnes qui refusent de se déplacer pour se réfugier dans des abris provisoires.
- peur de harcèlement et de viol dans les abris provisoires. Il y a des cas de viol des jeunes filles dans la commune, mais cela n'arrive pas essentiellement au moment des catastrophes

La situation n'est pas différente à Aquin où les interviewés parlent de la peur de la population en ce qui concerne la sécurité personnelle et communautaire.

Tableau 44: Synthèse des principales peurs exprimées dans le sud quant à la sécurité personnelle et communautaire

Aquin	Chardonnières	Les Anglais	Camp-Perrin
Selon des participants au focus group dans cette commune : La population a peur parce que l'Etat est inaperçu à Aquin ; - Pas de sécurité, chacun s'organise personnellement selon ses propres moyens ; - Insuffisance des forces de l'ordre, nous avons seulement 8 policiers pour toute la population ; - Pas de transport, pas de route pour se rendre dans	Selon des femmes et des hommes de cette commune. « Peur par ce qu'ils ont obligés de rester chez eux pendant la nuit puis ce qu'il n'y a pas d'électricité dans la zone. Peurs des viols, des bandits, des jeunes armés. (la zone est un véritable lieu de refuge pour les bandits recherchés par la police, ils viennent de port-au prince, des Cayes, et d'autres zones pour se réfugier dans la	Manque en nombre de policiers Présence des voleurs pour emporter ce qu'il y a dans les maisons abandonnées en période de catastrophe Difficulté de circuler au cours de la nuit. Grosse menace sur les familles qui vivent en bordure de la Rivière Les Anglais Insécurité des biens des	Les femmes expliquent les menaces en ces termes à Camp-Perrin « Peur des maisons qui ne sont pas trop solides. Des voleurs qui peuvent profiter durant les périodes des catastrophes de piller leurs affaires. Peur de perdre leurs pièces, documents importants. Peur de la disparition des maisons. Peur des viols sur nous et

les sections communales, pas d'électricité ;	commune.) Peur par ce que la police n'est pas assez forte pour intervenir.	paysans dans les sections communales	nos filles »

Source : GDG (2019)

9.1.2.- Besoins liés à la sécurité des personnes et des communautés dans le département du sud

À partir des considérations faites sur ce qui représente une menace pour les populations des communes où cette enquête a été menée, des besoins ont été identifiés, à savoir :

- Un programme de sensibilisation de la population à travers des focus group, des messages à la radio
- La construction d'abris provisoire où hommes et femmes sont séparés pour éviter les cas de harcèlement et de viol
- De l'aide financière pour aider à reconstruire les maisons et les communautés détruites
- La construction des abris provisoires adaptés à la situation des personnes handicapées
- L'établissement d'un système de transport approprié pour les personnes handicapées
- La disponibilité le personnel médical pour offrir les soins médicaux aux victimes des catastrophes
- Interdiction de construire sous les arbres et dans des zones à risque
- Le drainage des rivières et le déblayage des égouts
- La mise en place d'un service d'urgence fonctionnant 24 heures sur 24.

Tableau 45: Synthèse des principaux besoins exprimés par rapport à la sécurité personnelle et communautaire dans le Sud

Aquin	Chardonnières	Les Anglais	Camp-Perrin
Besoins exprimés par des hommes et des femmes de cette commune : « -Renforcer les policiers au commissariat; -Renforcer le système judiciaire et que ça doit être équitable et garantie ; -Mettre à leur disposition des moyens de travail et moyens de déplacements ; -Mettre des agents de Police Nationale dans les sections communales ; -Pour les femmes, les personnes handicapées la question de sécurité à Aquin est dix fois plus mal car ces personnes sont souvent attaquées par les voleurs, les bandits.	Besoins exprimés par des hommes et des femmes à Chardonnières : « -Besoin d'aide des autorités pour apporter une assistance sociale pour les jeunes. Puis ce qu'ils pensent que la misère provoque le banditisme dans la zone) -Besoin d'un véritable programme de formations professionnelles et de réinsertion dans les prisons pour empêcher les jeunes de recommencer avec le métier de bandit après la sortie de prison. Besoin d'accompagnement pour les victimes des agressions sexuelles, des viols et d'autres formes de violences.	Besoins exprimés par des hommes dans cette commune : « Construction d'abris de plusieurs pièces dans le but d'éviter des agressions sexuelles Augmentation en nombre de policiers bien équipés Présence d'une personne de caractère pouvant gérer la commune. Déplacement des communautés vivant en bordure de la rivière Les Anglais »	Besoins exprimés par les femmes dans cette commune : « Besoin de support des autorités. Encadrement des personnes pour assurer la sécurité de la zone. -Besoin plus de policiers dans toutes les sections communales. Un abri provisoire qui respecte les normes, un abri qui repartît les hommes et les femmes, chaque famille doit avoir sa petite case.

Source : GDG (2019)

9.1.3.- Principales peurs liées à la sécurité des personnes et des communautés dans le département de la Grand'Anse

La situation de la sécurité personnelle et communautaire dans les communs objets de cette étude, depuis le passage de l'ouragan Matthew, est problématique. Dans la commune des Abricots, les enquêtés se plaignent qu'il n'y a pas de vie nocturne à cause de l'absence de courant électrique. Selon eux, il y a une pratique dans la zone qui consiste à faire peur aux habitants la nuit, après chaque enterrement. Alors, les gens s'empressent de rentrer chez eux à partir de 6h du soir, de peur que des malfaiteurs utilisent le cadavre (Zombi) pour leur faire du mal. Un des problèmes communs à toutes les collectivités ciblées par l'enquête est l'insuffisance du nombre de policier et la précarité des moyens dont ils disposent pour intervenir au moment des catastrophes et surtout après, quand des illégaux se déchainent pour piller les maisons abandonnées par leurs occupants. Qu'est-ce qui fait peur aux habitants de ces communes ? Le tableau suivant en donne une synthèse.

Tableau 46: Synthèse des sentiments de peur exprimés dans la Grand'Anse quant à la sécurité personnelle et communautaire

Pestel	Les Irois	Abricots	Jérémie
Selon des hommes à Pestel : « Peur de voir ses maisons détruites et de devenir sans-abri. Peur de laisser les maisons pour se réfugier dans les abris à cause des voleurs qui attaquent les maisons Quant aux femmes : « Peur de perdre leurs maisons et leurs enfants. Peur de ce que nous consommons, de l'aide alimentaire qui nous est distribuée dans la période d'urgence. Nous ne savons pas si c'est bon pour notre santé. Peur de nous faire battre par notre conjoint après les catastrophes	Selon des hommes à les Irois : « Absence de l'État pour intervenir et aider. Manque de policier pour assurer la sécurité des vies et des biens en période de catastrophe Selon des femmes : « Les infrastructures routières sont en mauvais état causant des accidents. Le système de transport laisse à désirer, échappant au contrôle de l'État »	Peur exprimée par des femmes au focus group dans cette commune « Peur des malfaiteurs qui utilisent des zombis pour effrayer les populations, le soir Peur pour la sécurité des femmes dans les abris Peur du blackout Peur de l'Insuffisance des agents de police pour protéger la population	Menaces exprimées par des hommes dans cette commune. « Ce qui nous panique : Il n'y a suffisamment de policiers au commissariat ; Les maisons ne sont pas construites selon les normes ; Nous avons peur de laisser nos maisons de peur que des voleurs ne viennent dérober nos affaires ; L'état critique des routes ce qui rend difficile les déplacements au moment de la catastrophe Absence d'abri pour

(certains hommes profitent de cette période pour frapper les femmes			héberger les gens en cas de catastrophe naturelle ; Absence d'infrastructure, notre plus grande peur, c'est parce que nous n'avons nulle part où aller au moment des catastrophes naturelles »

Source : GDG (2019)

9.1.4.- Besoins identifiés liés à la sécurité des personnes et des communautés dans le département de la Grand'Anse

Parmi les principaux besoins identifiés, il faut citer entre autres :

- A Pestel, une Campagne de formation pour sensibiliser la population autant sur la gestion des risques et désastres que sur leurs droits après le passage des catastrophes
- Des agents de sécurité à placer dans les sections communales pour aider à combattre le banditisme suite au passage des catastrophes. Les femmes recommandent la présence des agents de police de sexe féminin parmi les policiers à former pour garantir la sécurité dans les sections communales
- Les femmes proposent l'adoption d'une loi contre les hommes qui battent les femmes profitant de leur vulnérabilité
- Une loi qui punit sévèrement les violeurs et batteurs de femme
- Aux Abricots, des femmes proposent qu'un Séminaire de formation sur les droits des femmes soit organisé pour éduquer les femmes sur leurs droits par rapport aux garçons qui ne les respectent pas
- Le Ministère à la Condition Féminine et aux droits de la Femme, disent-elles, doit faire un plaidoyer en faveur d'une loi sur la sécurité en période de catastrophes, au profit des femmes, pendant et après
- Par rapport à la population de personnes handicapées, il est conseillé que le Bureau du Secrétaire d'État à l'Intégration des personnes Handicapées (BSEIPH) œuvre à placer ces personnes en des lieux sûrs avant et après la catastrophe
- À Jérémie, les hommes parlent de réaménagement du territoire pour prévenir des inondations, des éboulements de terrain. Ils souhaitent aussi la construction d'u abri provisoire bien équipé (voir l'encadré suivant)

Tableau 47: Synthèse des besoins exprimés par rapport à la sécurité personnelle et communautaire dans la Grand'Anse

Pestel	Les Irois	Abricots	Jérémie
Selon des hommes dans cette commune : «Campagne de formation pour sensibiliser la population autant sur la gestion des risques et désastres que sur leurs droits après le passage des catastrophes. Des agents de sécurité dans les sections communales. Augmentation de l'effectif des policiers **Selon des femmes** Le renforcement de la sécurité pour éviter les invasions de domicile et les cas d'agression et de viol des femmes. Une loi contre les hommes qui battent les femmes profitant de leur vulnérabilité. Une loi qui punit sévèrement les violeurs et batteurs de femmes. Séminaire de formation sur les droits des femmes	**Selon des hommes**, il faut : « Renforcer les policiers au commissariat Mettre à leur disposition des moyens de travail » **Selon des femmes**, il faut : « Mettre des agents de Police Nationale dans les sections communales. il faut songer à y mettre des femmes aussi comme agent de police communale »	**Selon des femmes** de cette commune, il faut : « Garantir la sécurité des gens Équiper les policiers en service Construire un commissariat de police et augmenter l'effectif des agents de police Instaurer un tribunal Le Ministère à la Condition Féminine et aux droits de la Femme, doit faire un plaidoyer en faveur d'une loi sur la sécurité en période de catastrophes, au profit des femmes, pendant et après »	Quant aux **hommes** de Jérémie, ils affirment qu'il faut : des matériels adaptés. Délocaliser à temps les handicapés et les placer dans des lieux sûrs et appropriés. Nous avons besoin d'un abri provisoire dans chaque section communale ; Besoin du Réaménagement du territoire en procédant à la démolition et à la reconstruction des maisons mal construites ; La Réhabilitation et construction des routes

Source : GDG (2019)

9.1.5.- Principales peurs liées à la sécurité des personnes et des communautés dans le département du Nord'Est

Parmi les principales menaces identifiées par les enquêtés des communes du département du Nord'Est, il faut citer :

- Peur que les toits des maisons ne soient arrachés
- Peur de se faire agresser par des bandits
- Peur de ne pas tomber dans des canaux, des égouts.
- Peur de ne pas être victime de viol, car il y a beaucoup de cas de viol dans cette période
- La peur de laisser la maison pour éviter le pillage par les voleurs
- Peur pour la sécurité personnelle et pour celle de sa famille (voir l'encadré suivant)

Tableau 48: Synthèse des menaces exprimées quant à la sécurité personnelle et communautaire dans le Nord'Est

Ferrier	Ouanaminthe	Mont-Organisé	Vallières
Selon des hommes. Les gens ont Peur que les arbres ne tombent sur les maisons. Ils ont aussi peur que les toits des maisons ne soient arrachés. **Du côté des femmes**, elles affirment que les gens ont Peur de ne pas tomber dans des canaux, des égouts. Les femmes ont peur de se faire agresser par des illégaux au moment des catastrophes surtout le soir	**Selon des hommes et des femmes :** « Peur pour la sécurité personnelle et pour celle de sa famille car les agents de police sont en petit nombre et ne disposent pas de matériel Peur des éboulements de terrain au moment des cyclones Peur de l'isolement de la communauté à cause du mauvais état des infrastructures routières Menace sur les femmes marchant la nuit puisqu'il n'y a pas de courant électrique	Peur pour la sécurité personnelle et pour celle de sa famille car les agents de police sont en petit nombre et ne disposent pas de matériel Peur des éboulements de terrain au moment des cyclones Peur de l'isolement de la communauté à cause du mauvais état des infrastructures routières Menace sur les femmes marchant la nuit puisqu'il n'y a pas de courant électrique Peur pour la sécurité des vies et des biens dans la commune notamment dans les sections communales	Selon les hommes de Vallières : « Il n'y a que quatre policiers pour sécuriser la ville et trois sections communales qui n'en n'ont pas du tout. Mais, il 'y a très peu cas de vagabondage au niveau de la zone. Lorsqu'il y a des cas de vol, viol on arrête les vicieux et cela peut prendre quelques heures pour trancher. Sur ce, la population s'organise très bien. Mais au moment des catastrophes les policiers ne sont pas ne mesure d'intervenir pour aider la population »

Source : GDG (2019)

9.1.6.- Besoins identifiés liés à la sécurité des personnes et des communautés dans le département du Nord'Est

Par rapport aux menaces exprimées, les enquêtés ont identifié un ensemble de besoins exprimés en ces termes :

- Le besoin d'augmentation des effectifs de police et leur formation pour les habiliter à intervenir au moment des catastrophes
- L'électrification des communes pour faciliter les déplacements le soir des catastrophes
- Système de signalisation dans la rue pour faciliter la circulation dans les rues
- Aménager des espaces pour abriter les jeunes filles en période de catastrophe afin de les épargner du harcèlement et du viol
- Installer un système de déplacement approprié pour les personnes handicapées
- Réparation au niveau de la route menant à Ouanaminthe pour prévenir l'isolement au moment des catastrophes naturelles (voir l'encadré ci-dessous).

Tableau 49: Synthèse des besoins identifiés en ce qui concerne la sécurité personnelle et communautaire dans le Nord'Est

Ferrier	Ouanaminthe	Mont-Organisé	Vallières
Selon les hommes Il faut plus de policiers, surtout des policiers spécialisés dans des interventions en cas de catastrophe **Selon les femmes,** Il faut de l'électricité, un système alternatif en ces temps là pour prévenir des accidents	**Selon les hommes**, il faut : Renforcer les effectifs policiers, mais surtout des policiers spécialisés dans ces types d'interventions en temps de catastrophe **Selon les femmes** Il faut avoir des espaces appropriés pour garder les jeunes filles afin de prévenir les viols et les agressions sexuelles. Un système de déplacement approprié pour les personnes âgées et ou handicapées	**Les femmes** affirment que la commune a besoin d'une « Augmentation du nombre de policier formation et fournitures d'équipements d'intervention De l'électricité surtout au moment des catastrophes pour protéger les filles et les biens De la réparation au niveau de la route menant à Ouanaminthe pour prévenir l'isolement au moment des catastrophes naturelles	À Vallières, les **hommes** affirment que la commune a besoin de : « Police rurale et plus de policiers pour patrouiller les grandes habitations reculées (cinq au total) nécessitant une police de proximité afin d'améliorer la qualité de surveillance. Un autre s'en plaint : Parce de très tôt, ces quatre- là prennent leurs lits et la population les surveille. Bon gré, il n'y a pas de viol ni de mœurs combattre. Il faut mettre à la disposition des policiers des véhicules (motos, voitures) pouvant faciliter l'accomplissement de leurs taches.

Source GDG (2019)

9.1.7.- Principales peurs liées à la sécurité des personnes et des communautés dans le département du Nord

Selon un informateur clé dans le Nord, personne n'est épargnée face aux catastrophes, et il n'y a pas de différences de catégories sociales, n'importe qui peut être victime. Bien sûr, après les désastres, les gens sont vulnérables et ne peuvent répondre à leurs besoins, cela pousse certaines personnes à poser n'importe quelle action : braquage, vol (*elle te prive de l'aide que tu trouves si elle n'a pas trouvé*), vol dans des maisons (ils rentrent dans la demeure des gens), à ce moment le taux d'insécurité a augmenté rapidement, ce qui les empêche de fonctionner comme cela devrait être dans la communauté, dit-il.

Par rapport à la sécurité communautaire, il y a la direction départementale au centre-ville qui aide à ce que la distribution soit faite en toute sécurité, même si l'effectif des policiers est minime pour la communauté et la région. L'effectif est disproportionnel par rapport à la taille de la population, et certaines fois, ces autorités sont dans l'impossibilité de se déplacer soit pour aller d'un endroit à l'autre, à cause des problèmes de véhicules et de carburants. Ainsi, même les problèmes sont posés et ils ne peuvent pas intervenir.

Des cas de viols se répètent aussi en période de catastrophes naturelles, étant donné qu'ici l'Etat n'a pas un endroit pour héberger les gens, le plus souvent ils sont allés se réfugier au

gymnasium, dans des écoles publiques ou privées. En termes d'intimité, rien n'est protégé, et ces genres de cas se répètent aussi des milieux défavorisés. De ce moment, ils profitent (violeurs) pour satisfaire leurs besoins physiologiques, sexuels sur leur passage.

Les enquêtés des communes du département du nord indiquent certaines menaces qui pèsent sur la population au moment des catastrophes d'origines. Parmi ces menaces, il faut citer entre autres :

- Les inondations, Limbé est une cuvette et nous sommes entourés d'eaux ;
- Les maisons sont en mauvais état, ce sont des constructions anarchiques ;
- L'absence de l'électricité ;
- Les égouts restent à ciel ouvert, non nettoyés
- L'effectif des policiers est insuffisant ;
- Des voleurs qui profitent de des évacuations pour cambrioler nos maisons.
- Les actes de violences sur les femmes et les handicapés ;
- Des voleurs viennent piller nos maisons (voir l'encadré ci-dessous)

Tableau 50: Synthèse des sentiments de peur exprimés concernant la sécurité personnelle et communautaire du département du Nord

Limbé	Cap-Haïtien	Limonade	Port-Margot
Menaces exprimés par des **hommes** « La peur des inondations à Limbé qui est une cuvette et nous sommes entourés d'eaux. Peur d'éboulement de terrain et de perte en vie humaine dans les constructions anarchiques. Peur pour la sécurité de nos biens à cause d'insuffisance » Menace exprimée par des **femmes** « Peur de se faire attaquer dans le noir puisqu'il n'y a pas d'électricité. Peur à cause de l'absence des autorités pour venir en aide. Peur que nos maisons soient envahies pas des »	Menaces exprimées uniquement par des **femmes** : « Peur des voleurs qui profitent de ce moment pour passer à l'acte. Peur pour notre sécurité dans les abris provisoires Peur de l'invasion de nos maisons par des voleurs quand nous sommes dans des abris de refuge. Peur d'être violée ou que nos filles soient violées ou agressées par des délinquants	Selon des **hommes** Peur pour la sécurité personnelle car il manque des policiers Menaces exprimées par des **femmes** « Peur pour la sécurité des femmes Peur des actes de violences sur les femmes et les handicapés «	Menaces exprimées uniquement par des **hommes** » « Peur pour notre sécurité dans la communauté puisqu'il n'y a pas de policiers. Peur de perdre nos biens Peur que des voleurs envahissent nos maisons au moment de la catastrophe Peur des cas de meurtre »

Source : GDG (2019)

9.1.8.- Besoins identifiés liés à la sécurité des personnes et des communautés dans le département du Nord

Par rapport aux menaces exprimées, en ce qui concerne la sécurité personnelle et collective, les enquêtés ont identifié un ensemble de besoins :

- Il faut une police communautaire dans les sections communales
- Il faut reconstruire les commissariats détruits par les catastrophes
- L'État déployer ses effectifs pour assurer notre sécurité
- Il faut électrifier les rues pour nous protéger contre les agressions.
- Identifier chaque individu qui se trouve dans un abri avec un bracelet ayant une couleur identique à l'abri où il réside
- Placer des agents de la Police dans les rues au moment et après les catastrophes (voir l'encadré suivant)

Tableau 51: Synthèse des besoins identifiés en ce qui concerne la sécurité personnelle et communautaire dans le Nord

Limbé	Cap-Haïtien	Limonade	Port-Margot
Les besoins des **hommes** sont exprimés en ces termes : « Nous avons besoin des abris provisoires de bonne qualité il faut Augmenter l'effectif de la Police Nationale dans la commune. Il faut instaurer la police communautaire dans les sections communales Pour les **femmes** de Limbé, elles réclament : « Électrification de la commune afin de prévenir les agressions dans le noir. Il faut recruter, selon elles, des agents de police de sexe féminin pour aider à protéger les droits des femmes dans les temps de catastrophes naturelles »	Selon des **femmes** à Cap-Haïtien, il faut : Identifier chaque individu qui se trouve dans un abri avec un bracelet ayant une couleur identique à l'abri où il réside. Placer des agents de la Police dans les rues au moment et après les catastrophes	Que l'état assure notre sécurité en cette période, c'est-à-dire protéger les vies et les biens de tous pendant la période des catastrophes d'origine naturelle Il faut augmenter le nombre de policiers et les former à intervenir au moment des catastrophes d'origine naturelle Il faut électrifier les quartiers où vivent les pauvres Il faut un système de transport adapté à la situation des personnes handicapées en temps de catastrophe d'origine naturelle	Selon des **hommes** de: Il faut identifier chaque individu qui se trouve dans un abri avec un bracelet ayant une couleur identique à l'abri où il réside. Il faut Placer des agents de la Police dans les rues au moment et après les catastrophes

Source : GDG (2019)

9.1.9.- Sentiments de peur et besoins identifiés quant à la sécurité des personnes et des communautés dans le département du Nord'Ouest

La sécurité personnelle est associée à la sécurité communautaire. Dans un milieu de violence, il ne peut y avoir de sécurité personnelle. C'est dans ce sens qu'on peut dire de l'individu qu'il est le produit de la société pour sa sécurité. Le foisonnement des cohortes de taxi-moto qui montent et descendent dans les villes notamment les chefs-lieux de département représentent un sérieux défi pour la circulation des individus. Aussi l'absence d'électricité représente-t-elle une préoccupation pour les citadins notamment les jeunes filles. Suite aux catastrophes naturelles, l'obscurité profite aux illégaux qui cherchent par tous les moyens à agresser les femmes.

Les observations de terrain nous ont permis de constater les défis suivants à la sécurité des citoyens.

- Absence de patrouille policière aux heures de pointe de la circulation (ville de Port-de-Paix). Ainsi les personnes à mobilité réduite doivent avoir de la difficulté pour circuler, en tenant compte de l'affluence des taxi-motos.
- Des égouts à ciel ouvert constituant une menace pour la santé publique à cause des moustiques qui y pullulent et du risque d'accident pour les citoyens
- L'absence de panneau de circulation des véhicules
- Le bruit des klaxons de voiture et de la musique jouant très fort çà et là.

En demandant aux individus qu'est-ce qui leur fait peur par rapport à la sécurité personnelle et communautaire en période de catastrophe d'origine naturelle, les réponses sont variées. Ils répondent ainsi :

- Absence d'abri provisoire pour accueillir la population-
- Insécurité engendrée par la catastrophe (des voleurs qui envahissent les domiciles)
- La peur de se faire braquer, voler ses affaires
- La peur de perdre sa maison construite dans des zones a risque
- La peur de circuler dans la rue à cause de la circulation des véhicules notamment les motos.

Tableau 52: Sentiments de peur et besoins identifiés en rapport avec la sécurité personnelle et communautaire dans le Nord'Ouest

Communes	Sentiments de peur exprimés		Besoins identifiés	
	Homme	Femmes	Hommes	Femmes
Port-de-Paix	Absence d'abri provisoire pour accueillir la population Insécurité engendrée	Black-out Invasion des domiciles par des bandits pour voler et violer.	Policiers professionnels capables d'Intervenir Abris provisoires pour accueillir les membres de la population.	Brigades dans les quartiers pour veiller les bandits et prévenir les invasions de domicile.

	par la catastrophe Se faire braquer, voler ses affaires Homme handicapée : peur de circuler dans la rue à cause de la circulation des véhicules notamment les motos	Femme handicapée : peur de sortir à cause de la circulation dense et dangereuse Peur de se faire agresser par des bandits	Élargissement et règlementation des voies de la circulation.	Construction d'abris provisoire pour accueillir les femmes Peine sévère pour les violeurs
Jean-Rabel	Peur de se faire braquer au moment des catastrophes. Peur que des voleurs viennent emporter le bétail pendant ces catastrophes. Peur de ne trouver aucune aide des autorités de l'état pour garantir la sécurité des vies et des biens. Peur de ne pas pouvoir garantir la sécurité de sa famille. Peur de se faire maltraiter comme personne handicapée	Peur de se faire violer et voler au moment des catastrophes. Peur des invasions de domiciles par des délinquants. Peur de ne pas pouvoir garantir la sécurité de ses enfants en tant que femme seule. Peur de sortir pour aller chercher des trucs pour la famille et de laisser les enfants seuls, surtout la nuit	Présence policière en ville Nécessité de la police communautaire. Aménagement d'un espace pour sécuriser collectivement le bétail à la fois contre les catastrophes et les chevaliers de nuit. Maison d'accueil ou structure de services spéciaux pour les personnes handicapées	Police communautaire mais avec des femmes comme agents de police aussi. Service d'aide pour les femmes élevant seules des enfants au moment des catastrophes. De l'aide pour les femmes ayant leur mari fortement handicapé. Accompagnement psycho-social pour les victimes des catastrophes
Baie-de-Henne	**Sentiments de peur exprimés par des hommes**		**Besoins identifiés par des hommes**	
	Peur pour la sécurité personnelle et pour celle de sa famille. Peur pour qu'une roche ou un arbre n'endommage la maison. Peur		Police communautaire. Police professionnelle pour intervenir et aider à sauver des vies Moyens de sécurité adaptée pour les personnes handicapées	
Saint-Louis-du-Nord	**Sentiments de peur exprimés par des femmes**		**Besoins identifiés par des femmes**	
	Peur des invasions de domicile par les déviants en période de catastrophe d'origine naturelles Peur de se faire agresser sexuellement dans les rues sans électricité la nuit Peur de ne pas pouvoir assurer sa sécurité et celle des enfants Peur de circuler dans les rues à cause des taxis motos		Besoins de présence policière dans la rue pour prévenir les agressions sexuelles Contrôle de la circulation des taxi-motos dans les rues au moment de la catastrophe quand les taxi-motos surchargés	

Source : GDG, Mars 2019

9.2.- Synthèse de la peur exprimée quant à la sécurité personnelle et communautaire au cours des focus group

Les participants aux focus groups ont exprimés leur peur en ce qui a trait à la sécurité personnelle et communautaire. Les principales peurs sont rapportées dans le tableau suivant et concernent : les cas de viol par des agresseurs, ne pas pouvoir trouver d'abri provisoire pour se loger, se faire cambrioler ou attaquer par des voleurs et circuler librement et en toute sécurité.
Les observations de terrain nous ont permis de constater les défis suivants à la sécurité des citoyens.

- Absence de patrouille policière aux heures de pointe de la circulation. Ainsi les personnes à mobilité réduite éprouvent des difficultés pour circuler, en tenant compte de l'affluence des taxi-motos.
- Des égouts à ciel ouvert constituant une menace pour la santé publique à cause des moustiques qui y pullulent et du risque d'accident pour les citoyens
- L'absence de panneau de circulation des véhicules
- Le bruit des klaxons de voiture et de la musique jouant très fort çà et là.

Tableau 53: Synthèse des sentiments de peur exprimés par sexe pour la sécurité personnelle et communautaire au cours des focus group

Peur exprimée par des hommes	Peur exprimée par des femmes
Peur de ne pas pouvoir défendre sa famille contre des bandits et des voleurs	Peur d'être violée
Peur de ne pas pouvoir défendre sa famille en cas de viol ou autres agressions	Peur d'être impuissante face aux agresseurs en cas de viol d'une fille de la famille
Peur d'être agressé en présence de sa famille	Peur de ne pas avoir de l'éclairage dans les rues
Peur de ne pas avoir de l'éclairage dans les rues	Femme handicapée : peur de sortir à cause de la circulation dense et dangereuse
Peur de ne pas pouvoir trouver un abri provisoire	Peur d'être attaqué par des voleurs
Peur d'être attaqué par des voleurs	Peur de se faire agresser par des bandits
Homme handicapé : peur de circuler dans la rue à cause de la circulation inadéquate des véhicules notamment les motos	Peur de se faire agresser sexuellement dans les rues sans électricité la nuit
Peur de se faire maltraiter étant une personne en situation de handicap	Peur de circuler dans les rues à cause de la circulation inadéquate des véhicules notamment les taxis motos
Insuffisance de policiers pour garantir la sécurité en période de catastrophes	Insuffisance de policiers pour garantir la sécurité en période de catastrophes

Source : GDG, Mars 2019

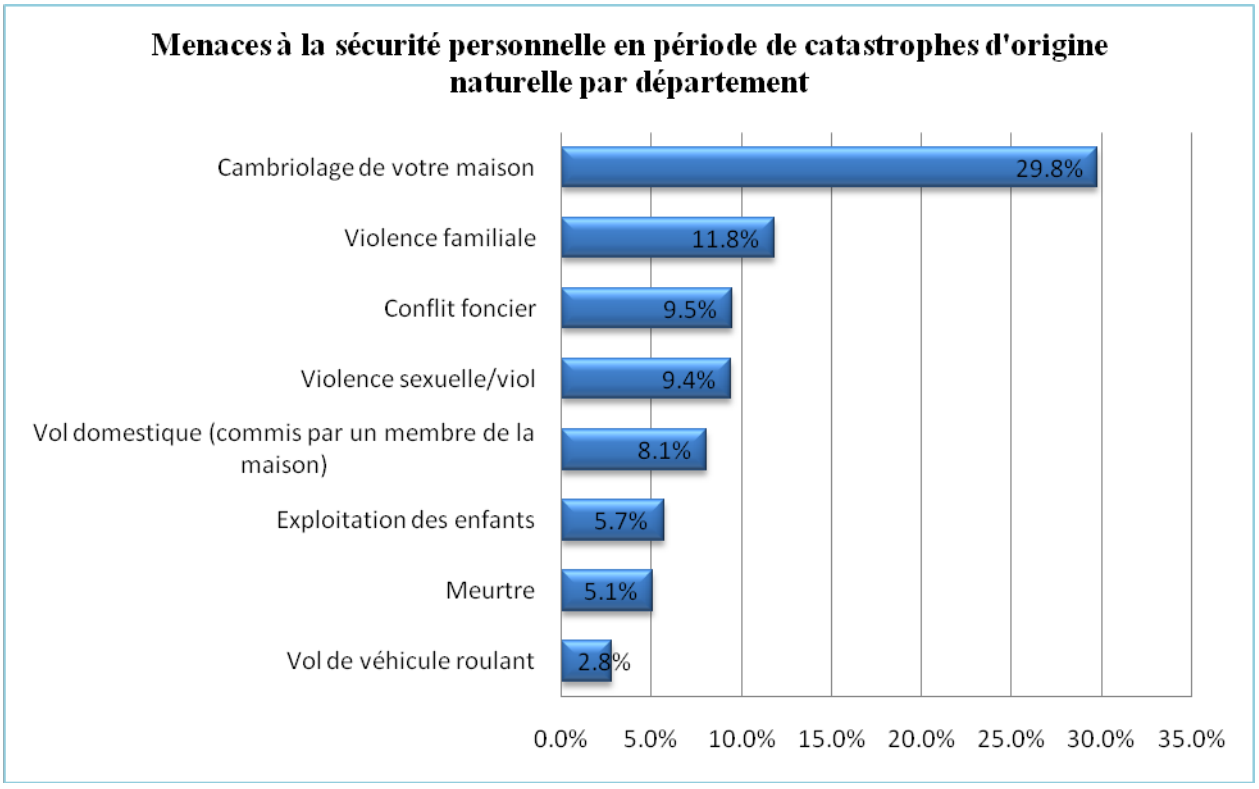
8.3.- Les principales menaces liées aux catastrophes naturelles sur la sécurité personnelle

L'une des plus grandes menaces à la sécurité personnelle ou celle du ménage, est la peur que leur maison soit cambriolée. 29.8% des enquêtés sur l'ensemble des départements dont 45.3% dans le Nord-Ouest et 31.3% dans le Nord 'Est ont déclaré que la peur d'être cambriolé est la principale menace à leur sécurité personnelle. Cette situation s'explique par le fait lorsque les gens vont dans les abris provisoires suite à la catastrophe naturelle, des voleurs en profitent pour cambrioler leurs maisons.

La violence familiale avec un taux de réponse (11.8%), dont 16.3% des répondants dans le Sud et la violence sexuelle avec un taux de 9.4% dont 15.1% dans le Sud représentent respectivement les deuxièmes et troisièmes menaces liées aux catastrophes naturelles sur la sécurité personnelle des ménages.

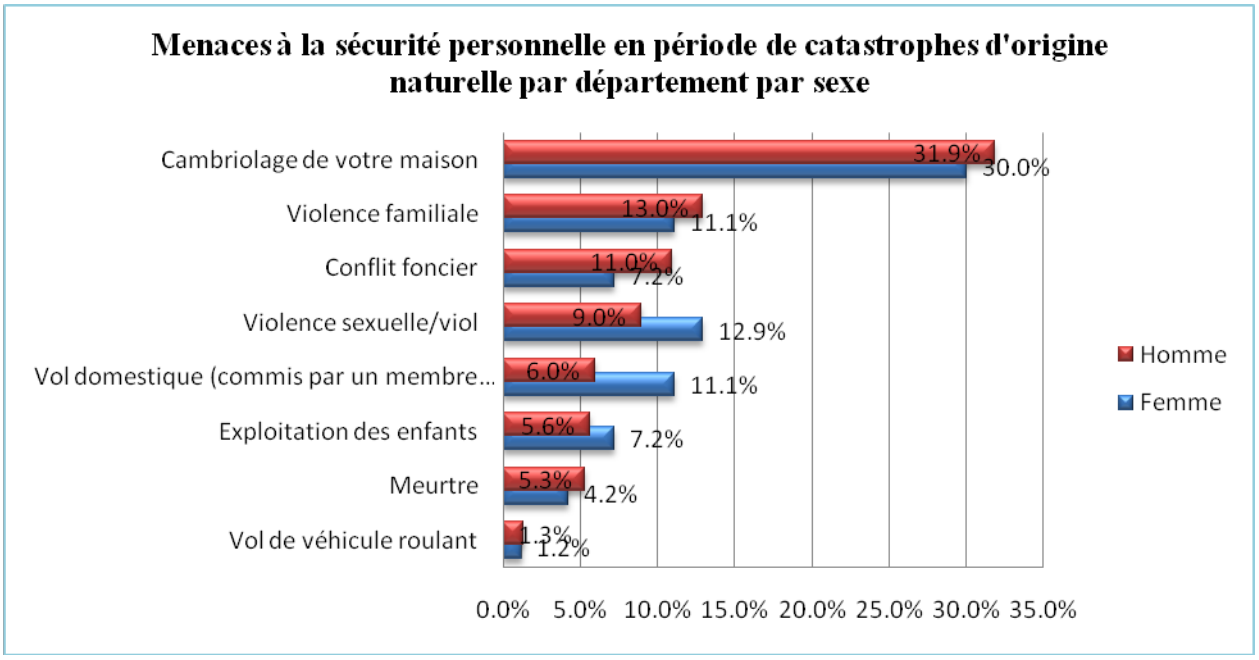
La sécurité personnelle est également menacée par d'autres phénomènes tels que les vols domestiques, les conflits fonciers, l'exploitation des enfants, les meurtres qui ne sont pas suffisamment répandus et généralisés pour être retenus comme majeurs.

Figure 32:Menaces à la sécurité personnelle en période de catastrophes d'origine naturelle



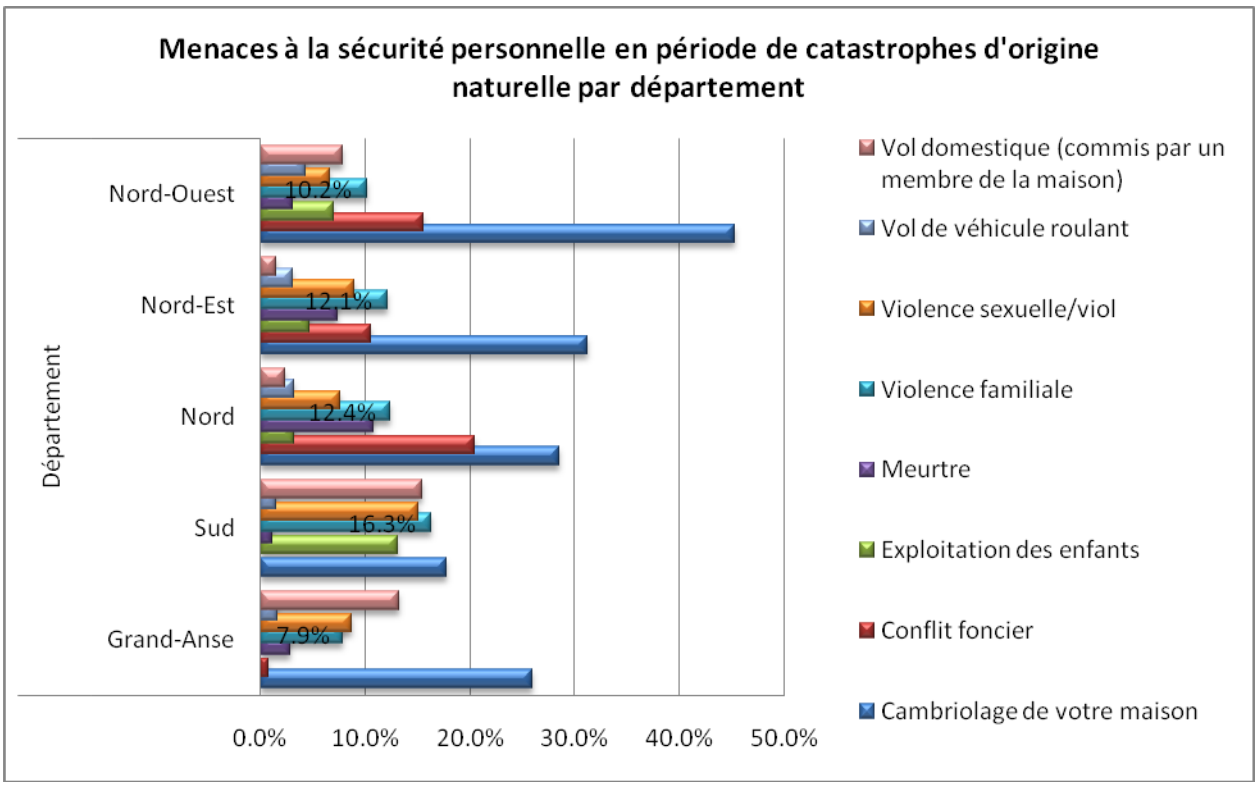
Source : GDG, Mars 2019

Figure 33:Menaces à la sécurité personnelle par sexe



Source : GDG, Mars 2019

Figure 34: Menaces à la sécurité personnelle par département



Source : GDG, Mars 2019

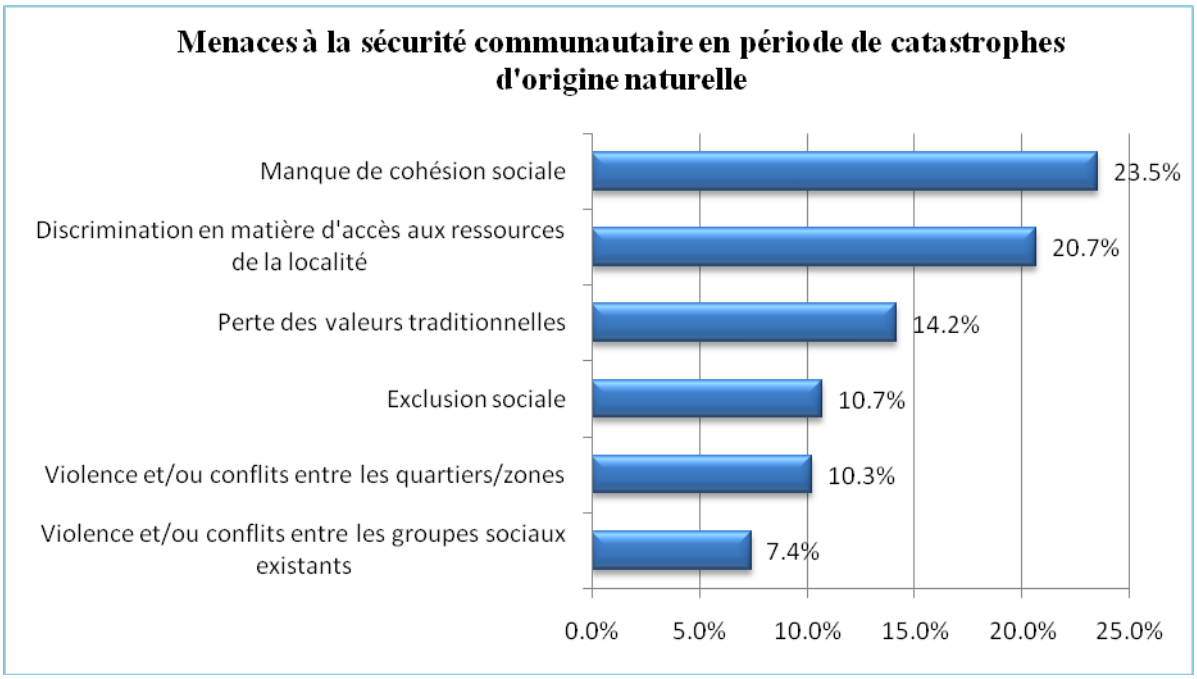
8.4.- Les principales menaces liées aux catastrophes naturelles sur la sécurité communautaire

La principale menace liée aux catastrophes naturelles sur la sécurité communautaire est le manque de cohésion sociale. En effet, 23.5% des répondants dont 36.7% dans le Nord 'Ouest et 34.1% dans le Sud ont déclaré qu'elle constitue la menace majeure. Par ailleurs, selon les participants aux focus group, il y a un faible degré d'organisation de la population, le solidarisme cédant sa place à l'individualisme.

La discrimination en matière d'accès aux ressources disponibles est la deuxième menace à la sécurité communautaire : 20.7% des enquêtés dont 57.5 dans le Nord'Est et 23.1% dans la Grand'Anse ont estimé que les ressources disponibles en temps de catastrophes d'origine naturelle ne sont pas équitablement reparties.).

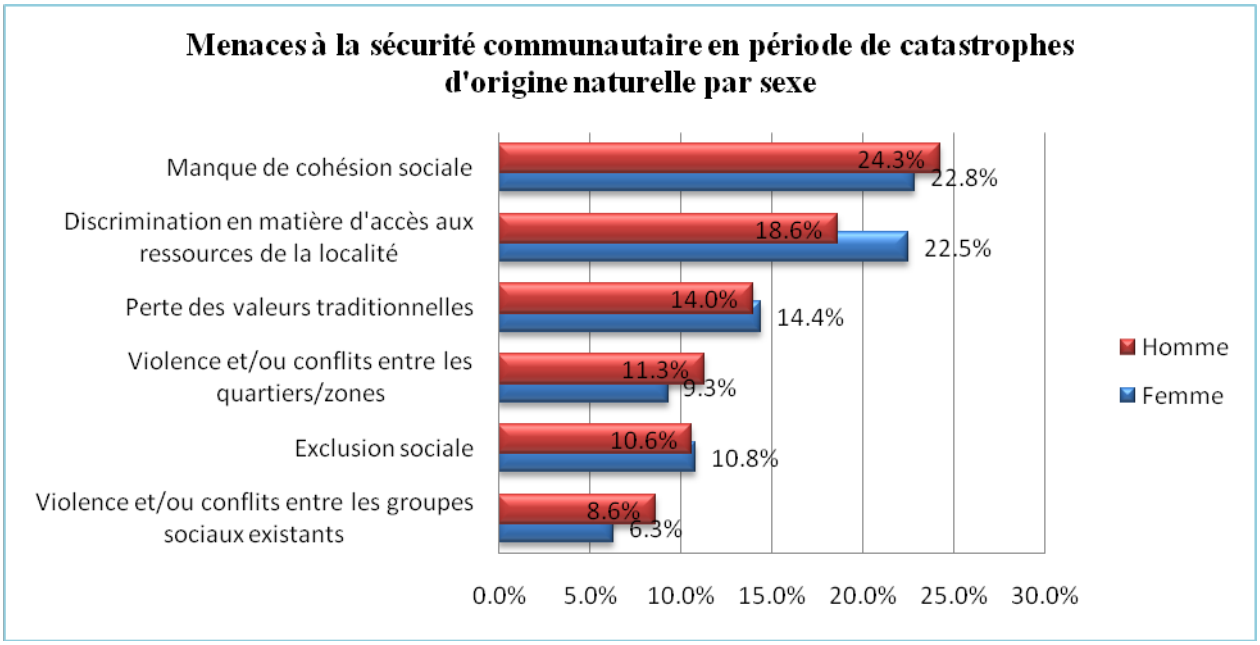
De plus, des cas d'exclusion sociale, de manque de cohésion sociale, de perte de valeurs traditionnelles, de violence ou de conflits entre des groupes ou des quartiers sont aussi signalés dans l'ensemble des départements.

Figure 35:Menaces à la sécurité communautaire en période de catastrophes d'origine naturelle



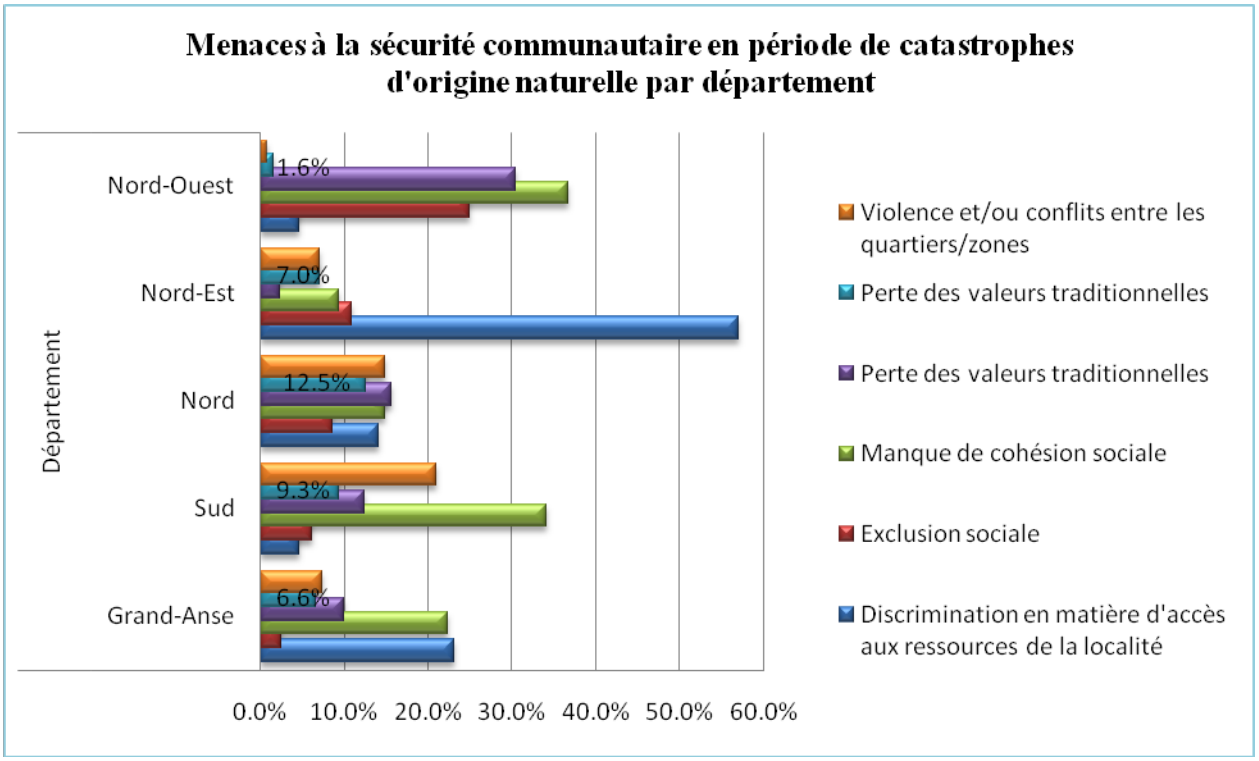
Source : GDG, Mars 2019

Figure 36:Menaces à la sécurité communautaire par sexe



Source : GDG, Mars 2019

Figure 37: Menaces à la sécurité communautaire en période de catastrophes d'origine naturelle par département



Source : GDG, Mars 2019

Synthèse des principales menaces à la sécurité humaine en période de catastrophes naturelles

Tableau 54: Synthèse des principales menaces à la sécurité humaine

Dimension de la sécurité humaine	Principales menaces	Principaux besoins exprimés
Economique	Pertes dans le secteur agricole, Difficultés d'avoir accès aux ressources financières, Endommagement de leurs maisons Perte de biens matériels et des actifs productifs	Appui à la mise en œuvre des activités génératrices de revenus Appui du gouvernement pour la reconstruction de leurs maisons détruites. Des prêts pour relancer nos commerces La création d'emploi pour générer des revenus après la catastrophe
Alimentaire	Non accès aux aliments Non disponibilité des aliments	Aide alimentaire après le passage des catastrophes Aide spéciale aux femmes handicapées, aux personnes âgées Distribution ordonnée et impartiale de l'aide alimentaire après la catastrophe
Sanitaire	Manque de moyens financiers Absence ou l'insuffisance d'infrastructures sanitaires	Subvention des médicaments pour les familles à bas revenu Constructions de centre santé et de dispensaire Mise à disposition de médecins pour soigner la population Subvention des examens de labo. Distribution de pastille pour purifier l'eau Distribution de serviettes hygiéniques pour les femmes Programmes de prévention et de traitement des infections sexuellement transmissibles
Environnementale	Réduction de la couverture forestière Réduction de l'accès à l'eau potable Augmentation du taux de maladies hydriques, Réduction de la fertilité des sols	Reboisement des collines et contrôle de la coupe des arbres Contrôle de la construction des maisons sur le littoral Construction de mur ou de digue au bord de la mer Mettre des bennes à ordure pour collecter les ordures
Personnelle	Peur d'être cambriolée après les catastrophes, Violence familiale et violence sexuelles sur les femmes et les jeunes filles	Besoins de présence policière dans la rue pour prévenir les agressions sexuelles Brigades dans les quartiers pour prévenir le cambriolage des maisons
Communautaire	Manque de cohésion sociale Discrimination en matière d'accès aux ressources disponibles, Augmentation de l'insécurité et de la violence et/ou conflits entre des groupes et l'augmentation du taux d'insécurité.	Construction d'abris provisoire pour accueillir les femmes Peine sévère pour les violeurs

Source : GDG (2019)

CHAPITRE X

PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

10.1.- Conclusion

La présente étude sur les insécurités humaines liées aux catastrophes d'origine naturelle en Haïti nous montre que celles-ci représentent une menace pour la sécurité économique de la population. Certains ménages sont plus menacés que d'autres en raison de leur vulnérabilité économique. Les principales menaces à la sécurité économique concernent les pertes dans le secteur agricole, les difficultés d'avoir accès aux ressources financières, l'endommagement de leurs maisons et la perte de biens matériels et des actifs productifs. Nous notons même un arrêt des activités économiques suite aux catastrophes naturelles et l'impossibilité pour les gens de laisser leurs maisons ou les abris provisoires, de se déplacer en vue de vaquer à leurs activités économiques.

L'étude montre que les catastrophes naturelles affectent également la sécurité alimentaire des ménages en termes d'accessibilité et de disponibilité alimentaire. Il est difficile d'avoir accès aux aliments de base en raison de la détérioration du pouvoir d'achat des ménages, l'augmentation des prix des produits agricoles et du mauvais état des routes et des ponts ou la montée des eaux au niveau des rivières empêchant aux ménages d'aller s'approvisionner ou d'écouler leurs produits au niveau les marchés locaux et régionaux. D'un autre côté, les pertes de récoltes, la destruction et l'endommagement des infrastructures de production réduisent la productivité agricole et donc disponibilité alimentaire.

Les deux principales menaces à la sécurité sanitaire des ménages sont liées à leur situation économique en raison de la non-gratuité des services de santé ainsi que l'absence ou l'insuffisance d'infrastructures sanitaires. Le manque de ressources humaines dans le domaine de la santé constitue également une menace à la sécurité sanitaire.

La réduction de la couverture forestière constitue la principale menace à la sécurité environnementale. Comme autre menace il y a lieu de noter la réduction de l'accès à l'eau potable, l'augmentation du taux de maladies hydriques, la réduction de la fertilité des sols, la construction anarchique des maisons, l'absence d'un système efficace de collection des ordures et l'absence de drainage au niveau de certaines des villes.

Les principales menaces à la sécurité personnelle sont la peur que leur maison soit cambriolée après les catastrophes, la violence familiale et la violence sexuelles sur les femmes et les jeunes filles. Pour la sécurité communautaire des ménages il y a lieu de noter que le manque de cohésion sociale, la discrimination en matière d'accès aux ressources disponibles, l'augmentation de l'insécurité et de la violence et/ou conflits entre des groupes et l'augmentation du taux d'insécurité.

10.2.- Suggestions et recommandations

Les populations sont conscientes risques de sécurité humaine liées aux catastrophes d'origine naturelle au niveau de leurs localités. Aussi au cours de cette étude, elles ont formulé leurs besoins par rapport à ces risques. Ces suggestions ont été recueillies principalement au cours des focus group auxquels elles ont participé.

4.2.1. Pour la sécurité économique

- Appui à la mise en œuvre des activités génératrices de revenus
- Appui du gouvernement pour la reconstruction de leurs maisons détruites.
- Des prêts pour relancer nos commerces
- La création d'emploi pour générer des revenus après la catastrophe

4.2.2. Pour la sécurité alimentaire

- Aide alimentaire après le passage des catastrophes
- Aide spéciale aux femmes handicapées, aux personnes âgées
- Distribution ordonnée et impartiale de l'aide alimentaire après la catastrophe

4.2.3. Pour la sécurité sanitaire

- Subvention des médicaments pour les familles à bas revenu
- Constructions de centre santé et de dispensaire
- Mise à disposition de médecins pour soigner la population
- Subvention des examens de labo.
- Distribution de pastille pour purifier l'eau
- Distribution de serviettes hygiéniques pour les femmes
- Programmes de prévention et de traitement des infections sexuellement transmissibles

4.2.4. Pour la sécurité environnementale

- Reboisement des collines et contrôle de la coupe des arbres
- Contrôle de la construction des maisons sur le littoral
- Construction de mur ou de digue au bord de la mer
- Mettre des bennes à ordure pour collecter les ordures

4.2.5. Pour la sécurité personnelle et communautaire

- Besoins de présence policière dans la rue pour prévenir les agressions sexuelles
- Brigades dans les quartiers pour prévenir le cambriolage des maisons
- Construction d'abris provisoire pour accueillir les femmes

Peine sévère pour les violeurs

Références bibliographiques

Ancet Pierre (2011). « Situation de handicap et normes sociales », dans Le Carnet du psy numéro 158 PP 29-31

Aristide, J-B. (1999). Investir dans l'humain. Livre blanc de Fanmi Lavalas. Imprimerie Henri Deschamps, Haïti, 1999, p42

Axworthy Lloyd (1999). La sécurité humaine : la sécurité des individus dans un monde en mutation

Banque mondiale (non daté). Cartographie des risques liés aux catastrophes naturelles.

Barry Buzan (1991). *People, State and Fear: an Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era,* 2e éd., Boulder, Lynne Rienner.

Boudon Raymond et al. (2012). *Dictionnaire de la sociologie*, Larousse, Paris.

Claudia F. Fuentes et Franciso Rojas Aravena (2005). *Promoting Human Security: Ethical, Normative and Educational Frameworks in Latin America and the Caribbean*, Paris, UNESCO, p. 20

Davis, M. (2007). Le pire des mondes possibles : de l'explosion urbaine au bidonville global. Paris, Éditions La Découverte, 220 p. (Cahiers Libres).

DSNCRP 2008-2010 – 11/2007. L'abattage des arbres en Haïti a pour motif principal la production et la revente de charbon, principale source de carburant du pays

FAO (2014). Réduction des Risques de Catastrophes pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 2015. Disponible sur [http://www.ifrc.org/dl].

Gaillard, J.-C. (2007). De l'origine des catastrophes : phénomènes extrêmes ou âpreté du quotidien?. Natures Sciences Sociétés, vol. 15, n°1, p. 44-47

Germanwatch (2014). Indice mondial du risque climatique 2015. Novembre 2014

Glossaire de la Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes des Nations Unies.

IASC (2006). La protection des personnes affectées par des catastrophes naturelles. Disponible sur : https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=4a8a93132 (consultée le 18 novembre 2018).

IFRC (2015). Comment la loi et la réglementation contribuent à la réduction des risques de catastrophe. Haïti: rapport d'étude de cas. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 2015. Disponible sur [http://www.ifrc.org/dl]. (Page consultée le 3 novembre 2018).

Johnson et al. (2007). « Toward a definition of mixed method research » in journal of mixeg method research, Vol 1 Num. 2 P.112-133

Joris-Karl Huysmans (1998). « Dire et écrire la sécurité : le dilemme normatif des études de sécurité », dans Cultures et conflits, no 31-32, 1998, p 178.

Lauzé-Jean Andréanne (2005). « La sécurité humaine et les interventions canadiennes en Haïti » in Sécurité Mondiale chaire de recherche du Canada en sécurité internationale in http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/hei/fichiers/securitemondiale16.pdf#page=1&zoom=auto,-20,802 site consulté le 1 er décembre 2018

Lévêque, P. (2001). Des désastres pas « naturels ». La Croix, 15 mars, p. 31.

Maslow, A. (1943). « A theory of human motivation », *The Psychological Review* vol.50, n°4, p.370-396

Mathurin Ernst (2012). *«* La vulnérabilité sociale à la veille du séisme » in Jean-Daniel Rainhorn (dir) *Haïti, réinventer l'avenir*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme : http://www.openedition.org/6540

MEF (2016). Évaluation rapide des dommages et des pertes occasionnés par l'ouragan Matthew et éléments de réflexion pour le relèvement et la reconstruction. [En ligne]. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/evaluation_rapid_des_impacts_de_matthew_version_preliminaire.pdf. (Page consultée le 31 Octobre 2018).

MEF, BID, Banque Mondiale (2016). Évaluation rapide des dommages et des pertes occasionnés par l'ouragan Matthew et éléments de réflexion pour le relèvement et la reconstruction.

MICT (2001). Plan National de Gestion des Risques et de Désastres – Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales/Direction de Protection Civile. Publié en Février 2001

ONU - Personnes handicapées. Handicap, catastrophes naturelles et situations d'urgence. Département des affaires économiques et sociales. Disponible sur : https://www.un.org/development/desa/disabilities-fr/handicap-catastrophes-naturelles-et-situations-durgence.html (consultée le 16 novembre 2018)

ONU (sd). *Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes* in https://www.dictionnaire-environnement.com/strategie_internationale_de_prevention_des_catastrophes_isdr_ID5480.html site consulté le 13 novembre 2018.

ONU, 2012. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 10 septembre 2012. [En ligne] http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/66/290&Lang=F. (Consultée le 20 novembre 2018)

Organisation Mondiale de la santé et banque mondiale (2011). Rapport mondial sur le handicap, in Perreti-Watel, Patrick (2004). « Du recours au paradigme épidémiologique pour l'étude des conduites à risque » in Revue Française de sociologie 45-1 PP103-132

PNUD (2004). La réduction des risques de catastrophes : Un défi pour le développement, Un rapport mondial, Résumé. New York, Bureau pour la prévention du risqué et du relèvement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 159 p., [En ligne]. http://www.undp.org/content/dam/undp/library/crisis%20prevention/french/ReductionRisquesCatastrophes.pdf (Page consultée le 3 novembre 2018).

PNUD (2004). La réduction des risques de catastrophes : Un défi pour le développement, Un rapport mondial, Résumé. New York, Bureau pour la prévention du risqué et du relèvement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 159 p., [En ligne].

http://www.undp.org/content/dam/undp/library/crisis%20prevention/french/ReductionRisquesCatastrophes.pdf (Page consultée le 3 novembre 2018).

PNUD (2010). Genre et Catastrophes. Bureau pour la Prévention des Crises et le Relèvement. [En ligne]. http://www.undp.org/content/dam/undp/library/crisis%20prevention/french/Reduction%20des%20Risques%20de%20Catastrophe%20et%20Relevement%20-%20Genre.pdf. (Page consultée le 3 novembre 2018).

PNUD (2010). Rapport sur le développement humain 2010. Édition du 20e anniversaire du RDH. La vraie richesse des nations : Les chemins du développement humain. [En ligne]. http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2010_fr_complete_reprint.pdf (Page consultée le 3 novembre 2018).

PNUD (2014). Rapport sur le développement humain 2014. Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience. [En ligne]. http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr14-report-fr.pdf (Page consultée le 3 novembre 2018).
PNUD : Genre et Catastrophes. Bureau pour la Prévention des Crises et le Relèvement. Octobre 2010

PNUD, (1994). Rapport sur le développement humain : *Les nouvelles dimensions de la sécurité humaine*, New York, Programme des Nations Unies pour le développement, p. 3.

Revet Sandrine (2009). « vivre dans un monde plus sûr. Catastrophes « naturelles » et sécurité « globale » in Culture et conflits PP.33-51 IN https://journals.openedition.org/conflits/17693 site consulté le 1er décembre 2018

Rob MacRae, *Sécurité Humaine et Nouvelle Diplomatie : protection des personnes, promotion de la paix,* p. 15.
Rouzier Phlippe (2009). « Les vues de l'ONPES sur l'exclusion sociale » in Ates du 1er atelier sur l'exclusion sociale en Haïti, ONPES, MPCE, Port-au-Prince

Sadako Ogata (1999), *Human Security: a Refugee Perspective*. Keynote Speech, Ministerial Meeting on Human Security Issues of the Lysoen Process Group of Governments, Bergen, Norvège, mai 1999. www.unhcr.org/admin/ADMIN/3ae68fc00.html

Simonise, Jean Robert (2009). « Allocution du coordonnateur de l'atelier » in Ates du 1er atelier sur l'exclusion sociale en Haïti, ONPES, MPCE, Port-au-Prince
Texier, P., Gaillard, J.-C., et Le Masson, V. (2009). Les enjeux de la gestion des risques dans les quartiers urbains informels : le cas de Jakarta (Indonésie) et Angeles City (Philippines). In Becerra, S. et Peltier, A., Risques et environnement : recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés (p. 441-455). Paris, Éditions l'Harmattan (Collection Sociologie et environnement).

UNESCO (2009). La sécurité humaine : approches et défis, Edition UNESCO, Section des sciences sociales et humaines, France

UN-HABITAT (2007). Global Report on Human Settlements 2007 : Enhancing Urban Safety and Security. London, United Nations Human Settlements Programme, 482 p. [En ligne].

https://www.un.org/ruleoflaw/files/urbansafetyandsecurity.pdf (Page consultée le 3 novembre 2018).

UNISDR (2003). Women, Disaster Reduction and Sustainable Development, Secrétariat de l'UNISDR, avril 2003

Université Grenoble Alpes. Catastrophes naturelles : lorsque l'environnement devient une menace. Encyclopédie de l'Environnement [en ligne]. Disponible sur : http://www.encyclopedie-environnement.org/(Consultée le 17 novembre 2018)

UNU-EHS (2014). World Risk Report 2014. Université des Nations Unies pour l'environnement et la sécurité humaine (UNU-EHS) et Alliance Development Works. [En ligne]. https://i.unu.edu/media/ehs.unu.edu/news/4070/11895.pdf. (Page consultée le 1 novembre 2018).

Wagle U (2002). Repenser la pauvreté. Western Michigan University

World Risk Report, 2017, Bündnis Entwicklung Hilft